

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3931

[2007/202859]

19 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon révisant le plan de secteur de Liège (planches 41/S, 41/8N, 41/8S, 42/IN, 42/IS et 42/5N) et adoptant l'avant-projet de révision de plan en vue du redéploiement des forces armées à Liège-Bierset et de l'octroi aux communes d'Ans et de Saint-Georges de compensations planologiques réservées dans le cadre de la révision du plan de secteur de Liège en vue de permettre le développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, notamment les articles 26, 27, 28, 30, 33, 35, 39, 40-6°, 41-1°, 42 à 46;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er} bis, inséré par le décret du 1^{er} avril 1999 et modifié par les décrets des 8 juin 2001, 25 octobre 2001, 29 avril 2004, 15 décembre 2005 et 2 février 2006;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 établissant le plan de secteur de Liège modifié notamment par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1992 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 29 juillet 1993, 4 mai 1995 et 6 février 2003;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège (planches 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N et 42/1S) en vue du redéploiement des forces armées à Liège-Bierset et de l'octroi aux communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse de compensations planologiques aux modifications apportées au plan de secteur de Liège en vue du développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui y est liée;

Considérant que cet arrêté a été publié au *Moniteur belge* le 2 septembre 2004;

Considérant que la procédure de révision du plan de secteur de Liège initiée par cet arrêté ne peut être poursuivie dans la mesure où le projet de révision du plan de secteur n'a pas été adopté provisoirement par le Gouvernement wallon avant l'entrée en vigueur du décret-programme dit "de relance économique et de simplification administrative" du 3 février 2005; qu'il convient aujourd'hui de se conformer à la procédure définie aux articles 42 et suivants du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, tels que modifiés par le décret-programme précité;

Considérant que la nouvelle procédure impose que la mise en révision du plan de secteur soit explicitement décidée par le Gouvernement wallon, ce qui ne figure pas dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège;

Considérant que cette décision doit en outre précéder l'adoption de l'avant-projet de révision ou, à tout le moins, lui être simultanée;

Considérant que l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège adopté le 27 mai 2004 entendait poursuivre la structuration du territoire initiée dans le cadre de la révision du plan de secteur de Liège adoptée le 6 février 2003, notamment en réservant l'espace nécessaire au redéploiement des forces armées et en inscrivant de nouvelles zones destinées à la résidence et à l'activité économique en suite de la modification de la destination de certaines zones;

Considérant qu'il est également nécessaire d'assurer la pérennité de l'option prise par le Gouvernement wallon d'ancrer une partie du développement économique de la Région wallonne sur l'activité de deux aéroports en réservant les espaces nécessaires à la protection et au maintien de l'infrastructure de communication que constitue ici l'aéroport de Liège-Bierset;

Considérant que de nouvelles informations sont désormais disponibles quant aux projets qui sous-tendaient l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège adopté le 27 mai 2004 et que d'autres projets ont été portés à la connaissance du Gouvernement wallon;

Considérant que le Gouvernement wallon a depuis arrêté sa politique de lutte contre le bruit généré par l'activité des aéroports régionaux; que celle-ci est fixée par deux arrêtés qui déterminent, d'une part, les zones de bruit du plan de développement à long terme et du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Liège-Bierset et, d'autre part, le règlement d'urbanisme sur la qualité acoustique de constructions dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports de Liège-Bierset et de Charleroi-Bruxelles Sud;

Considérant qu'il résulte de ces arrêtés que les limites des zones de bruit sont légèrement différentes de celles sur lesquelles se fondaient tant la révision du plan de secteur de Liège adoptée le 6 février 2003 que l'avant-projet de révision adopté le 27 mai 2004 et que les conditions de la compatibilité de la fonction résidentielle et de l'activité aéroportuaire sont aujourd'hui fixées tant pour les constructions existantes que pour la construction de nouveaux logements;

Considérant que le décret-programme du 3 février 2005 a modifié l'article 33 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine de manière à simplifier la mise en œuvre des zones d'aménagement différé, converties en zones d'aménagement communal concerté; qu'en réduisant notamment le délai des procédures administratives préalables à leur mise en œuvre, les nouvelles dispositions sont de nature à remettre en cause l'option que le Gouvernement wallon avait prise de ne plus différer le choix de fixer la destination de certaines d'entre elles;

Considérant que l'article 46, § 1^{er}, 3°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, tel que modifié par le décret du 3 février 2005 dispose que :

"l'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation est compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement";

Considérant que l'application de cette disposition dans le contexte d'un territoire très urbanisé et soumis à d'importantes contraintes environnementales dues au développement de l'activité aéroportuaire a contraint le Gouvernement wallon à réévaluer très précisément les besoins en matière de nouvelles zones destinées à l'urbanisation et à limiter leurs superficies au strict nécessaire;

Considérant enfin que l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège adopté le 27 mai 2004 comportait des erreurs matérielles concernant tant l'arrêté que le plan annexé;

Considérant qu'il s'indique dès lors d'abroger l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège et d'initier une nouvelle procédure de révision du plan de secteur de Liège;

Considérant que la révision du plan de secteur projetée aujourd'hui par le Gouvernement wallon poursuit les objectifs suivants :

1. la réservation des espaces nécessaires à la protection et au maintien de l'infrastructure de communication que constitue l'aéroport de Liège-Bierset;
2. la réservation des espaces nécessaires au redéploiement des forces armées suite au développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset sur les terrains qu'elles occupaient;
3. l'inscription de zones d'habitat ou d'habitat à caractère rural sur le territoire des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse en application des paragraphes 2 et 7 de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Liège;
4. l'inscription de zones d'activités économiques sur le territoire de Grâce-Hollogne et de Saint-Georges-sur-Meuse;
5. l'inscription de zones de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse;

Réservation des espaces nécessaires à la protection et au maintien de l'infrastructure de communication

Considérant que la révision du plan de secteur de Liège adoptée en 2003 poursuivait l'objectif de structurer l'aménagement du territoire situé à proximité de l'aéroport en fonction des projets du Gouvernement wallon en matière de développement économique; que les mesures réglementaires qu'elle fixe en matière d'usage du sol et de respect de la qualité de vie des riverains ont été arrêtées en fonction de ces projets;

Considérant que la révision du plan de secteur de Liège adoptée en 2003 n'envisageait pas en revanche de mesures particulières relatives à la protection ou au maintien de l'infrastructure elle-même alors que son bon fonctionnement est essentiel à la réussite de la politique décidée par le Gouvernement wallon;

Considérant que le risque existe pourtant que l'augmentation de la densité de l'habitat affecte à terme son fonctionnement; que si l'état de l'urbanisation dans son environnement n'entrave pas aujourd'hui son exploitation, il est cependant indispensable de prendre dès à présent les mesures appropriées afin d'en maîtriser l'évolution;

Considérant que la maîtrise de l'urbanisation des terrains situés à proximité de l'infrastructure aéroportuaire constitue un objectif prioritaire qui permet de maintenir à long terme le bon fonctionnement de cette infrastructure;

Considérant que le plan de secteur de Liège affecte principalement les zones urbanisables concernées en zone d'activité économique et en zone d'aménagement communal concerté assortie d'une prescription supplémentaire, repérée par le sigle "S.12" sur le plan, excluant, à terme, la fonction résidentielle;

Considérant que si la maîtrise de l'urbanisation des zones destinées à l'activité économique est en principe acquise du fait de leur dépendance vis-à-vis de l'activité aéroportuaire et du petit nombre d'opérateurs concernés, il en va tout autrement pour les zones d'aménagement communal concerté dont la mise en œuvre, bien qu'elle dépende aujourd'hui des autorités communales, ne manquera pas d'être sollicitée par de multiples opérateurs dont les objectifs sont, sauf exception, largement étrangers au fonctionnement de l'aéroport et au développement économique qu'il permet de générer; que la fonction résidentielle, déjà largement présente, peut constituer de ce point de vue une menace pour le maintien de l'infrastructure si les conditions de son développement ne sont pas strictement encadrées;

Considérant que l'option retenue en 2003 par le Gouvernement wallon d'exclure "à terme" la fonction résidentielle dans les zones à destination résidentielle qui ont été réaffectées en zones d'aménagement différé n'est pas suffisamment opérationnelle dans les faits - quels sont les actes et travaux qui y sont dorénavant autorisés ? - pour rencontrer l'objectif poursuivi aujourd'hui par le Gouvernement wallon;

Considérant que le plan de secteur peut comporter des périmètres où une protection particulière se justifie pour les raisons énoncées à l'article 40 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine; que le périmètre de réservation vise en particulier "à réserver les espaces nécessaires à la réalisation, la protection ou le maintien de l'infrastructure de communication; les actes et travaux soumis à permis peuvent être soit interdits, soit subordonnés à des conditions particulières";

Considérant qu'à travers l'inscription d'un périmètre de réservation, l'objectif poursuivi par le Gouvernement wallon de protéger et de maintenir l'infrastructure de communication que constitue l'aéroport de Liège-Bierset peut être atteint;

Considérant en effet que, de manière générale et donc au-delà de la seule fonction résidentielle, il est impératif que le plan de secteur anticipe sur les évolutions potentielles quant au développement de toute activité, de quelque nature que ce soit, qui pourrait mettre en péril l'infrastructure de l'aéroport de Liège-Bierset;

Considérant que le ratio legis des articles 40, 6^o, et 452/25 du CWATUP est de protéger le devenir des infrastructures, non seulement vis-à-vis d'activités connues mais aussi de nouvelles installations auxquelles on ne peut penser aujourd'hui; qu'en permettant de refuser ou de conditionner les permis pour tout projet de nature à perturber l'infrastructure aéroportuaire, le périmètre de réservation atteint, de manière justifiée, proportionnée et raisonnable, l'objectif du CWATUP;

Considérant, en effet, que le refus de permis ou l'octroi d'un permis conditionnel dans le périmètre de réservation constitue un moyen de réserver l'espace nécessaire à la réalisation, la protection ou le maintien de l'infrastructure aéroportuaire;

Considérant que, bien que le plan d'exposition au bruit ne puisse être considéré comme un outil d'aménagement du territoire, il n'en demeure pas moins que, lors de la révision du plan de secteur de Liège-Bierset, opérée par arrêté du 6 février 2003, il a constitué un des éléments fondamentaux de la justification de la modification du plan; qu'ainsi, comme déjà exposé, l'objectif poursuivi par la modification du plan de secteur en 2003 était de "désaffecter" l'ensemble de la zone A du plan d'exposition au bruit, tel que délimité à l'époque, de la fonction résidentielle : toutes les zones d'habitat proches de la zone aéroportuaire ont été affectées en zone d'activité économique industrielle ou mixte et les zones d'habitat plus éloignées de la zone aéroportuaire ont, quant à elles, été affectées en zone d'aménagement différé, assortie d'une prescription supplémentaire repérée par le sigle S.12 excluant, à terme, la fonction résidentielle; que, le 29 avril 2004, le législateur wallon a adopté un décret modifiant l'article 1^{er}bis de la loi du 18 juillet 1993 relative à la lutte contre le bruit; que cette loi prévoit la délimitation de deux périmètres : un plan d'exposition au bruit lequel correspond à une exploitation actuelle et à dix ans de l'infrastructure, plan révisable tous les trois ans, et un plan de développement à long terme de l'aéroport, lequel correspond à une utilisation maximale de l'aéroport; que ce décret fait référence à l'indicateur de bruit Lden et non plus Ldn; que les zones du plan d'exposition au bruit et du plan de développement à long terme ont été arrêtées par le Gouvernement wallon, le 27 mai 2004; que la zone A du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset est nécessairement plus grande que la zone A du plan d'exposition au bruit sur lequel s'était basé le Gouvernement wallon pour réviser le plan de secteur en 2003, dès lors qu'elle correspond à une utilisation maximale de l'infrastructure aéroportuaire; que, si le périmètre de la zone A du plan

de développement à long terme a été défini en fonction de critères, notamment acoustiques, une corrélation existe cependant entre ce plan et le périmètre de réservation; qu'il est dès lors proposé de confondre les deux périmètres tout en rappelant que s'ils entretiennent un lien quant aux motifs de leur configuration sur le plan spatial, ils relèvent de deux polices différentes;

Considérant qu'en ce qui concerne la police de l'urbanisme, l'inscription d'un périmètre de réservation en surimpression aux zones du plan de secteur situées dans le périmètre de la zone A du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset devrait avoir pour conséquence d'y interdire les actes et travaux ayant pour objet la construction ou la reconstruction de bâtiments destinés à la résidence ou à l'hébergement de personnes ainsi que la transformation ou la modification de la destination de bâtiments ou parties de bâtiments existants dans le but de les affecter à la résidence ou à l'hébergement de personnes ou d'augmenter le nombre d'unités de logements;

Considérant qu'il n'y a en conséquence plus lieu d'assortir les zones d'aménagement différé inscrites par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003 adoptant définitivement le plan de secteur de Liège sur le territoire des communes de Ans, Flémalle et Saint-Georges-sur-Meuse de la prescription supplémentaire, repérée par le sigle "S.12" sur le plan, qui y excluait à terme la fonction résidentielle;

Considérant que la compatibilité de l'option prise par le Gouvernement wallon vis-à-vis des actes et travaux interdits dans le périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire avec les objectifs qu'il poursuit en matière de conservation intégrée du patrimoine devra cependant être évaluée dans le cadre de l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur pour le cas des biens immobiliers qui seraient éventuellement inscrits à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine; Considérant que le périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire couvre en partie quatre zones d'habitat à caractère rural situées sur le territoire des communes de Grâce-Hollogne, rue de Fontaine et au sud du village de Bierset, et de Saint-Georges-sur-Meuse, rues Fond Bougerie et de Warfusée;

Considérant que cette situation est due au fait que le périmètre sur lequel le Gouvernement wallon avait fondé ses options en 2003, à savoir : le périmètre de la zone A du plan d'exposition au bruit arrêté le 18 avril 2002 et aujourd'hui abrogé, diffère légèrement du périmètre de la zone A du plan de développement à long terme de Liège-Bierset;

Considérant que, dans la mesure où la résidence constitue l'une des deux affectations principales de la zone d'habitat à caractère rural au sens de l'article 27 du Code, le maintien de cette destination au plan de secteur est de nature à entretenir la confusion quant à la possibilité d'autoriser dans les zones concernées un développement résidentiel alors que celui-ci doit s'inscrire dans les limites que le Gouvernement wallon entend imposer; qu'il est dès lors plus clair d'adopter les principes mis en œuvre en 2003 à savoir : affecter la partie bâtie des terrains en zone d'aménagement communal concerté, dans ce cas non assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.12" puisqu'elle n'est plus nécessaire, et la partie non bâtie des terrains en fonction du contexte existant;

Considérant que cette option s'avère cependant impraticable pour les deux zones situées sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne, ceci du fait de leur configuration; qu'il est en revanche justifié d'étendre aux terrains concernés la destination fixée par le plan de secteur pour la zone située dans le périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire à laquelle ils sont attenants;

Considérant qu'il est dès lors proposé de réaffecter les terrains situés rue de Fontaine en zone d'activité économique industrielle assortie de la prescription supplémentaire, repérée par le sigle "S.02" au plan annexé au présent arrêté, suivante :

"Cette zone sera réservée à des entreprises utilisant les infrastructures de l'aéroport dont l'activité nécessite une localisation à proximité immédiate et reliée à l'aéroport, telles que des entreprises de production ou de distribution de produits, notamment à haute valeur ajoutée; cette zone comportera en bordure des zones d'habitat à caractère rural de Ferdoux et Bierset un périmètre d'isolement d'une largeur minimum de 50 m, constitué de merlons verdurés ou d'écrans végétaux denses selon la topographie du site, accompagné d'un dispositif antibruit adéquat lorsque l'activité projetée le requiert; des gabarits de construction appropriés seront imposés afin d'assurer la transition entre les activités industrielles et la zone agricole";

Considérant qu'il est dès lors proposé de réaffecter les terrains situés au sud de Bierset en zone d'activité économique mixte assortie de la prescription supplémentaire, repérée par le sigle "S.05" au plan annexé au présent arrêté, suivante :

"Cette zone sera réservée aux activités ne générant qu'un charroi léger; les entreprises relevant du secteur du commerce de détail seront exclues; les constructions s'intégreront au bâti existant";

Considérant en revanche que la partie bâtie de la zone d'habitat à caractère rural située rue Fond Bougerie sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse peut être réaffectée, du fait de sa configuration en zone d'aménagement communal concerté, le solde étant réaffecté en zone agricole;

Considérant que la zone d'habitat à caractère rural située à l'extrême sud du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire de part et d'autre de la rue de Warfusée constitue un cas particulier puisque sa destination avait été maintenue alors qu'elle était déjà concernée par la zone A du plan d'exposition au bruit et confirmée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège qui l'avait cependant assortie d'une prescription supplémentaire rédigée comme suit, mais non cartographiée : "Tout permis visant à construire de nouvelles habitations ou à apporter des modifications à l'habitat existant qui conduiraient à en augmenter la capacité d'hébergement est interdit dans la zone marquée du sigle "S.27";

Considérant qu'il n'y a plus lieu de maintenir cette singularité et qu'il convient d'adopter pour cette zone les mêmes principes que pour les autres à savoir : affecter la partie bâtie des terrains en zone d'aménagement communal concerté et la partie non bâtie des terrains en fonction du contexte existant : zone agricole et zone de parc;

Considérant que le périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire n'empiète plus sur des terrains situés en zone d'aménagement différé et assortis de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.12" sur le plan par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003 adoptant définitivement le plan de secteur de Liège sur base de la délimitation de la zone A du plan d'exposition au bruit arrêté le 18 avril 2002 par le Gouvernement wallon et désormais abrogée; que si la résidence peut à nouveau y être admise, le Gouvernement wallon entend néanmoins les maintenir en zone d'aménagement communal concerté, dont la prescription supplémentaire aura été cependant supprimée, afin que leur aménagement reste compatible avec les options que les autorités communales concernées adopteront pour les terrains situés dans le périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège assortissait les zones d'aménagement différé situées à Hombroux à Ans, aux Awirs à Flémalle et au lieu-dit "Les communes" à Saint-Georges-sur-Meuse d'une prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.19" sur le plan annexé à l'arrêté; que le contenu de cette prescription supplémentaire ne figure pas dans le texte de

l'arrêté; que l'intention du Gouvernement wallon, déduite de la motivation de l'arrêté, était de confier à l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur le soin d'examiner l'opportunité d'interdire la résidence dans les zones d'aménagement différé situées dans la zone B du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset;

Considérant que cette question est réglée depuis l'adoption par le Gouvernement wallon de l'arrêté portant règlement d'urbanisme sur la qualité acoustique de constructions dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports de Liège-Bierset et de Charleroi-Bruxelles Sud; qu'il ne se justifie plus d'assortir les zones précitées de la prescription supplémentaire susvisée;

Considérant que parmi les incidences non négligeables probables de cette composante du projet il conviendra d'accorder une attention particulière à l'évaluation de son impact sur les réseaux, les infrastructures (plan d'assainissement du sous bassin hydrographique de la Meuse-aval, etc.) et le patrimoine culturel dans le cadre de l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur;

Redéploiement des Forces armées.

Considérant qu'une partie des terrains que les Forces armées occupaient à des fins militaires a été rétrocédée à la Région wallonne et est aujourd'hui affectée à l'activité économique; que l'espace nécessaire à leur redéploiement n'a pu être réservé au moment de la révision du plan de secteur de Liège arrêtée par le Gouvernement wallon le 6 février 2003, faute de disposer à l'époque d'un projet concret;

Considérant que le projet est désormais arrêté, qu'il consiste à construire une nouvelle piste pour hélicoptères de quelques 680 m de longueur, orientée parallèlement aux pistes de l'aéroport, ainsi que toutes les infrastructures et bâtiments nécessaires au Wing héli, sur des terrains situés au nord-ouest de la voirie reliant Bierset à Velroux;

Considérant que sa localisation est justifiée par l'existence d'infrastructures militaires et par l'obligation de réserver un accès aux pistes de l'aéroport en vertu de la convention technique du 22 mai 2003, prise en application de l'accord-cadre de coopération du 23 décembre 2002 entre l'Etat belge et la Région wallonne portant sur l'utilisation en commun de l'aérodrome de Bierset tant pour les activités militaires que pour les activités liées à l'aviation civile;

Considérant qu'en ce qui concerne la situation existante de fait et de droit, les terrains :

- sont situés en zone de services publics et d'équipements communautaires, en zone agricole, en zone d'activité économique mixte et en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur;
- sont accessibles à partir de la N637 et de voiries communales;
- sont traversés au nord-est par la conduite d'adduction de Grâce-Hollogne;
- sont situés en zone de prévention éloignée de type IIIb de la galerie captante de Hesbaye;
- comportent trois sites d'occupation gallo-romaine;

Considérant qu'en outre, l'accès principal à la base est situé face à la borne dite "Perron" implantée en rive est de la N637 et classée comme monument;

Considérant qu'il est proposé d'étendre la zone de services publics et d'équipements communautaires existante sur les zones agricoles et les zones d'activité économique attenantes y compris pour l'accès à l'aéroport; qu'il apparaît en effet concernant ce dernier que le périmètre de réservation inscrit à cette fin en surimpression aux zones d'activité économiques attenantes aux pistes de l'aéroport par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 ne répond pas aux impératifs des forces armées;

Considérant que, parmi les incidences non négligeables probables de cette composante du projet et compte tenu de ses caractéristiques, il conviendra d'accorder une attention particulière à l'évaluation de son impact sur la population (mobilité), la santé humaine (bruit) et l'aménagement des zones voisines dans le cadre de l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur;

Zones d'habitat ou d'habitat à caractère rural réservées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003.

Considérant que les paragraphes 2 et 7 de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Liège en vue de permettre le développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui y est liée réservent une superficie maximale de 43 hectares à affecter en zone d'habitat ou d'habitat à caractère rural sur le territoire de la commune de Ans et une superficie maximale de 45 hectares à affecter en zone d'habitat ou d'habitat à caractère rural sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;

Considérant que le Gouvernement wallon avait reporté l'inscription des nouvelles zones destinées à la résidence faute d'avoir approuvé à l'époque le périmètre des quatre zones du plan d'exposition au bruit dans lesquelles il jugeait peu opportun d'autoriser le développement de l'habitat;

Considérant que le Gouvernement wallon avait fondé son option sur le constat d'un déficit d'offre foncière à destination résidentielle, en suite de la suppression au plan de secteur de certaines zones d'habitat ou d'habitat à caractère rural;

Considérant que ce déficit a été évalué selon l'approche dite "planologique" recommandée par l'étude d'incidences réalisée dans le cadre de la procédure de révision du plan de secteur précitée; que cette approche vise à établir une stricte compensation des superficies soustraites à la fonction résidentielle;

Considérant que tant la politique que le Gouvernement wallon a arrêtée depuis en matière de lutte contre le bruit généré par l'activité des aéroports régionaux que les objectifs qu'il poursuit à travers la présente révision du plan de secteur de Liège en matière de protection et de maintien de l'infrastructure ont à priori un impact moins important sur la superficie des zones d'habitat ou d'habitat à caractère rural réellement affectées par le développement aéroportuaire que l'option susvisée qui avait pour conséquence de les exclure de la zone couverte par le plan d'exposition au bruit;

Considérant, pour ces motifs, que le Gouvernement wallon entend ne pas dépasser les superficies "maximales" fixées en 2003 dans le présent avant-projet de révision du plan de secteur de Liège;

Considérant que la localisation des nouvelles zones d'habitat doit concilier plusieurs impératifs :

1. respecter les options du schéma de développement de l'espace régional (renforcer les noyaux bâtis existants etc.);
2. être attenante à une zone existante destinée à l'urbanisation (article 46, § 1^{er}, 1^o, du CWATUP);
3. ne pas prendre la forme d'un développement linéaire le long de la voirie (article 46, § 1^{er}, 2^o, du CWATUP);
4. être située à l'extérieur du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire de Liège-Bierset et dès lors de la zone A du plan de développement à long terme de celui-ci;
5. concerner des terrains aptes à la construction (contraintes physiques majeures, équipements, etc.);

Considérant qu'en ce qui concerne la commune de Ans, il est proposé de localiser la zone destinée à la résidence sur les seuls terrains qui soient attenants à une zone d'habitat et situés à l'extérieur du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire de Liège-Bierset à savoir : les terrains situés à l'ouest du domaine et du château de Waroux;

Considérant qu'en ce qui concerne la situation existante de fait et de droit, les terrains :

- sont situés en zone agricole au plan de secteur;
- sont attenants à une zone d'aménagement communal concerté établie sur le territoire des communes de Ans et de Awans;

- sont accessibles à partir de voiries communales;
- sont traversés de part en part par une galerie captante de la CILE;
- sont traversés partiellement par un aqueduc;
- sont situés pour partie en zone de prévention rapprochée de captage, de type IIa;
- sont traversés par deux conduites de gaz;
- sont traversés par la faille dite d'Horion Hozémont située sous les terrains du crétacé;
- sont concernés par d'anciennes exploitations de phosphate;
- sont repris dans l'inventaire des périmètres d'intérêt paysager et points de vue remarquable réalisé par l'ADESA pour le compte de la Région wallonne;
- sont situés dans un périmètre de remembrement de biens ruraux;
- sont situés dans le périmètre du plan communal d'aménagement n°4 dit " partie nord-ouest " de l'ancienne commune d'Alleur;

Considérant qu'un plan communal de mobilité a en outre été approuvé par les autorités communales de Ans le 1^{er} mars 2004;

Considérant que les limites de la zone ont été établies afin d'inscrire une superficie de 43 hectares correspondante au déficit foncier reconnu dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003; que celui-ci devra cependant être validé, de même que la localisation projetée, dans le cadre de l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur;

Considérant que parmi les incidences non négligeables probables de cette composante du projet il conviendra d'accorder une attention particulière à l'évaluation de son impact sur les eaux souterraines, le paysage et l'aménagement des zones voisines dans le cadre de l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur;

Considérant, en matière d'affectation, qu'il est proposé d'adopter la destination de la zone destinée à l'urbanisation attenante à savoir : la zone d'habitat; que cette option permettra d'assurer une continuité fonctionnelle adéquate avec le contexte existant;

Considérant qu'en ce qui concerne la commune de Saint-Georges-sur-Meuse, plusieurs sites, tous situés au sud de l'autoroute E42, dans la partie la plus urbanisée de la commune, avaient déjà été envisagés dans le cadre de la révision du plan de secteur de Liège adoptée par le Gouvernement wallon le 6 février 2003; qu'il est aujourd'hui proposé de retenir les terrains situés au lieu-dit "La Sarte" et au nord de la chapelle Notre-Dame de Hal;

Considérant qu'en ce qui concerne la situation existante de fait et de droit, les terrains situés au lieu-dit "La Sarte" :

- sont situés en zone agricole au plan de secteur;
- sont accessibles à partir de voiries communales;
- sont situés en zone C du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset;
- ne présentent pas de contrainte physique particulière;

Considérant qu'en ce qui concerne la situation existante de fait et de droit, les terrains situés au Nord de la Chapelle Notre-Dame de Hal :

- sont situés en zone agricole au plan de secteur;
- sont circonscrits par des voiries communales;
- sont situés en zone C du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset;
- sont situés au nord à proximité de l'autoroute E42, établie, pour l'essentiel, en déblai;
- présentent dans leur partie nord-est des risques de glissement de terrains liés à la présence de smectite sub-affleurante;

Considérant que les limites des zones ont été établies afin d'inscrire une superficie totale de 45 hectares correspondante au déficit foncier reconnu dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003; que celui-ci devra cependant être validé de même que la localisation projetée, dans le cadre de l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur;

Considérant, en matière d'affectation, qu'il est proposé d'adopter, dans les deux cas, la destination de la zone destinée à l'urbanisation attenante à savoir : la zone d'habitat à caractère rural; que cette option permettra d'assurer une continuité fonctionnelle adéquate avec le contexte existant;

Considérant que les terrains situés au lieu-dit "La Sarte" ne sont pas circonscrits au nord et à l'est par un réseau de voirie existant; qu'il est dès lors proposé de fixer la limite nord de la zone à 250 m de la rue Basse Marquet;

Considérant que les zones visées à l'article 25 du Code peuvent faire l'objet de prescriptions supplémentaires en application de l'article 41 du Code;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège assortissait les trois nouvelles zones de la prescription supplémentaire, repérée par le sigle "R.5.1" sur le plan annexé à l'arrêté, suivante : "la zone devra faire l'objet d'un plan communal d'aménagement préalablement à sa mise en œuvre";

Considérant que ces zones ne sont pas destinées à constituer des réserves de terrains mais un potentiel foncier qu'il importe de pouvoir mettre rapidement en œuvre; que dans ce cas de figure, et en l'absence d'équipements publics, une étude globale de l'aménagement des trois zones s'imposera d'elle-même aux autorités communales avant leur mise en œuvre; qu'il n'y a pas lieu de la formaliser dans le cadre d'un plan communal d'aménagement dont la procédure d'élaboration et d'approbation peut paraître particulièrement longue;

Considérant en revanche que le nouveau potentiel foncier que le Gouvernement wallon projette d'inscrire doit être valorisé conformément à la politique qu'il entend mettre en œuvre et dont les principes sont développés dans la 4^e option : "structurer les villes et les villages" qu'il a retenue dans le schéma de développement de l'espace régional en vue de mieux organiser l'espace wallon; qu'il y a lieu de fixer des critères relatifs à la concentration et au phasage des constructions visant la gestion parcimonieuse du sol au sens de l'article 1^{er} du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine;

Considérant qu'il est proposé d'assortir les trois nouvelles zones de la prescription supplémentaire, repérée par le sigle "S.14" sur le plan annexé au présent arrêté, suivante :

"l'aménagement de la zone sera conçu de manière à concentrer les constructions autour d'un ou plusieurs pôles dont la localisation sera établie en fonction des caractéristiques physiques locales et de la performance des réseaux de communication et de distribution et exécuté par phases dont la succession sera liée à l'achèvement des constructions autour du pôle précédent et du réseau de communication et de distribution";

Autres modifications apportées au zonage du plan de secteur de Liège.

Sur le territoire de la commune de Ans :

Considérant que les autorités communales de Ans souhaitent construire un nouveau stade de football et une école de formation pour les jeunes sur des terrains circonscrits par les rues Guillaume Reynen, de Lantin et la route militaire;

Considérant qu'en ce qui concerne la situation existante de fait et de droit, les terrains :

- sont situés en zone d'aménagement communal concerté au plan de secteur, établie en partie sur le territoire de la commune de Juprelle;

- sont accessibles à partir de voiries communales;

- sont situés en zone de prévention éloignée, type IIb, des galeries de Hesbaye;

- sont traversés du Sud au Nord par un cours d'eau de 3^e catégorie dit "rigole d'Alleur";

- sont situés en zone B du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset;

Considérant que l'ilot concerné est situé dans une partie du territoire communal où sont déjà implantés plusieurs espaces et équipements communautaires (parc public, vélodrome, stade de football, tennis etc.) qui desservent plusieurs quartiers résidentiels et contribuent, de ce fait, à l'amélioration du cadre de vie des riverains;

Considérant que les terrains sont principalement propriété de la société de logements sociaux du plateau de Ans; que le projet constitue une alternative préférable à la construction de logements compte tenu de leur situation en zone B du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset;

Considérant pour ces motifs qu'il est proposé d'affecter 24 hectares de la partie de la zone d'aménagement communal concerté située sur le territoire de la commune de Ans en zone de services publics et d'équipements communautaires; que la délimitation et les conditions de mise en œuvre de celle-ci devront cependant être validées, compte tenu de la nature du milieu et des contraintes à l'implantation relevées, par l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur;

Considérant que parmi les incidences non négligeables probables de cette composante du projet il conviendra d'accorder une attention particulière à l'évaluation de son impact sur la mobilité et l'aménagement des zones voisines dans le cadre de l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur;

Sur le territoire de la commune de Flémalle :

Considérant que la zone de loisirs destinée à l'aménagement d'un golf et de ses équipements connexes projetée dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège n'est plus d'actualité;

Considérant qu'il est proposé d'affecter, d'une part, la partie bâtie des terrains concernés en zone d'aménagement communal concerté et, d'autre part, les parties inoccupées et homogènes quant à leurs caractéristiques de ceux-ci en zone agricole; que cette option présente également un intérêt dans le cadre de la compensation des nouvelles zones que le Gouvernement wallon destine à l'urbanisation;

Considérant que le plan annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003 adoptant définitivement le plan de secteur de Liège ne matérialise pas la limite de la zone d'activité économique mixte inscrite en extension de la zone d'activité économique mixte existante dite des "Cahottes" alors que l'option du Gouvernement wallon était de la distinguer de sa voisine en l'assortissant de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.04" sur le plan; qu'il convient de corriger aujourd'hui cette erreur matérielle;

Sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne :

1. Parc industriel :

Considérant que la société BREMHOVE/MAFER implantée à Grâce-Hollogne souhaiterait étendre ses activités vers l'Ouest sur des terrains attenants au parc industriel de Grâce-Hollogne et circonscrits par la E42, la chaussée de Liège et la rue de Wallonie;

Considérant qu'en ce qui concerne la situation existante de fait et de droit, les terrains :

- sont situés en zone d'habitat et en zone d'espaces verts au plan de secteur;

- sont attenants au parc industriel de Grâce-Hollogne;

- sont accessibles à partir d'une voirie régionale : la N604;

- sont situés en zone C du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset;

- sont situés en zone de prévention éloignée, de type IIb, des galeries captantes de Hesbaye;

- sont déjà affectés à l'activité économique pour la partie située en zone d'habitat au plan de secteur;

Considérant que le fait de modifier la destination d'une partie de la zone d'espaces verts inscrite le long de l'autoroute de Wallonie en zone d'activité économique industrielle ne modifiera pas fondamentalement son aménagement puisqu'elle sera nécessairement utilisée, du fait de sa localisation en périphérie de la zone, à établir le périmètre ou le dispositif d'isolement imposés à l'article 30 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine;

Considérant qu'il est proposé d'affecter en zone d'activité économique industrielle les terrains actuellement situés en zone d'habitat et en zone d'espaces verts jusqu'à la crête du talus de la E42; que la délimitation et les conditions de mise en œuvre de celle-ci devront cependant être validées, compte tenu de la nature du milieu et des contraintes à l'implantation relevées, par l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur;

2. Chaussée de Liège :

Considérant que les autorités communales de Grâce-Hollogne souhaiteraient autoriser le développement d'activités tertiaires sur les terrains voisins des précédents situés en rive ouest de la chaussée de Liège;

Considérant qu'en ce qui concerne la situation existante de fait et de droit, les terrains :

- sont situés en zone d'habitat et en zone d'espaces verts au plan de secteur;

- sont accessibles à partir d'une voirie régionale : la N604;

- sont situés pour l'essentiel en zone C et, pour le solde, en zone B du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset;

Considérant que l'intérieur de l'îlot circonscrit par la E42, la chaussée de Liège, la rue Sainte-Anne et la rue des Grosses Pierres n'est plus apte au développement de l'habitat du fait de l'évolution des caractéristiques de son environnement: zone d'activité économique industrielle à l'Est, autoroute de Wallonie et infrastructure aéroportuaire au Nord;

Considérant que le développement d'activités tertiaires peut en revanche constituer une transition adéquate entre le contexte existant au Nord et les zones résidentielles implantées au Sud;

Considérant que le fait de modifier la destination d'une partie de la zone d'espaces verts inscrite le long de l'autoroute de Wallonie en zone d'activité économique mixte ne modifiera pas fondamentalement son aménagement puisqu'elle sera nécessairement utilisée, du fait de sa localisation en périphérie de la zone, à établir le périmètre ou le dispositif d'isolement imposés à l'article 30 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine;

Considérant qu'il est proposé d'affecter en zone d'activité économique mixte les terrains actuellement situés en zone d'habitat et en zone d'espaces verts jusqu'à la crête du talus de la E42; que la délimitation et les conditions de mise en œuvre de celle-ci devront cependant être validées, compte tenu de la nature du milieu et des contraintes à l'implantation relevées, par l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur;

3. rue des Communes :

Considérant que la zone d'habitat à caractère rural inscrite à Ferdoux est attenante à une vaste zone d'activité économique industrielle;

Considérant que le projet du Gouvernement wallon est de fixer clairement dans l'espace la limite du développement de la zone d'activité économique industrielle vers l'Ouest; que la rue des Communes constitue de ce point de vue une limite physique nettement plus identifiable que la limite arrière de la zone d'habitat à caractère rural inscrite au plan de secteur;

Considérant qu'en ce qui concerne la situation existante de fait et de droit, les terrains :

- sont situés en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur;
- sont occupés par une seule habitation inachevée et vouée à la démolition;
- sont accessibles à partir de voiries communales;
- sont situés en zone B du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset;
- sont repris dans l'inventaire des périmètres d'intérêt paysager et points de vue remarquable réalisé par l'ADESA pour le compte de la Région wallonne;
- sont contigus à un site de grand intérêt biologique;

Considérant qu'il est proposé d'adopter pour les terrains situés en rive est de la rue des Communes la destination de la zone attenante à savoir : zone d'activité économique industrielle assortie de la prescription supplémentaire, repérée par le sigle "S.02" au plan annexé au présent arrêté, suivante : "Cette zone sera réservée à des entreprises utilisant les infrastructures de l'aéroport dont l'activité nécessite une localisation à proximité immédiate et reliée à l'aéroport, telles que des entreprises de production ou de distribution de produits, notamment à haute valeur ajoutée; cette zone comportera en bordure des zones d'habitat à caractère rural de Ferdoux et Bierset un périmètre d'isolement d'une largeur minimum de 50 m, constitué de merlons verdurés ou d'écrans végétaux denses selon la topographie du site, accompagné d'un dispositif antibruit adéquat lorsque l'activité projetée le requiert; des gabarits de construction appropriés seront imposés afin d'assurer la transition entre les activités industrielles et la zone agricole";

Sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse :

Considérant qu'à travers la présente révision du plan de secteur, le Gouvernement wallon poursuit également l'objectif de rendre à la commune de Saint-Georges-sur-Meuse un potentiel, en termes de recettes fiscales notamment, équivalent à celui qui prévalait avant la révision du plan de secteur de Liège adoptée définitivement le 6 février 2003, de manière à lui garantir un équilibre financier à moyen terme;

Considérant que la relocalisation de certaines zones existantes et la réaffectation de certains terrains peuvent notamment contribuer à cet objectif; que l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège projetait l'inscription :

1. de deux zones d'activité économique mixte situées, pour la première, sur des terrains affectés en zone agricole et, pour la seconde, sur des terrains affectés en zone d'aménagement communal concerté et en zone agricole;
2. d'une zone de loisirs, assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.26" sur le plan annexé à l'arrêté, réservée à l'implantation d'un golf et les équipements connexes située sur des terrains affectés en zone d'aménagement communal concerté, en zone d'habitat à caractère rural et en zone agricole;
3. de trois zones de services publics et d'équipements communautaires situées, pour deux d'entre elles, sur des terrains affectés en zone agricole et, pour la troisième, sur des terrains affectés en zone d'aménagement communal concerté;

Considérant que s'il maintient toujours son option de soutenir le développement économique de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse par toutes les mesures de développement territorial dont il peut prendre l'initiative, le Gouvernement wallon n'entend pas augmenter la superficie des zones déjà destinées à l'urbanisation de la commune au-delà de la superficie qu'il projette d'affecter à l'habitat en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003;

Considérant que cette option est motivée par l'absence de constat en matière de déficit d'offre foncière à destination économique; qu'elle n'exclut en revanche pas la relocalisation de certaines zones existantes, voire l'ouverture de nouvelles zones destinées à l'urbanisation, de manière à adapter la répartition des activités sur le territoire communal aux conséquences du développement aéroportuaire, pour autant que celles-ci soient strictement compensées par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 avait retenu l'option d'inscrire une nouvelle zone d'activité économique mixte à l'Est de la Chaussée verte plutôt que d'étendre la zone d'activité économique mixte existante située en partie sur le territoire de la commune de Verlaine;

Considérant qu'il a été établi que les terrains limitrophes de forme triangulaire, situés au lieu-dit "La Tomballe" entre un chemin agricole et la chaussée verte, que l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège maintenait en zone agricole pour des raisons d'ordre archéologique, ne présentent plus aujourd'hui cet intérêt sur ce plan;

Considérant qu'il est en conséquence proposé d'étendre la zone aux terrains situés à l'Ouest de la Chaussée verte pour porter la superficie de la nouvelle zone à quelque 28 hectares;

Considérant qu'en ce qui concerne la situation existante de fait et de droit, les terrains :

- sont situés en zone agricole et, pour une petite partie, en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur;
- sont attenants à une zone d'habitat à caractère rural;
- sont traversés du Nord au Sud par la N614 et situés à proximité de l'échangeur n° 5 de l'autoroute E42;

- sont situés au Nord en zone C du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset et au Sud en zone B du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset;
- ne sont pas égouttés;
- sont circonscrits à l'Est et à l'Ouest par des voiries agricoles;
- sont traversés à l'Est par une zone hydromorphe orientée Nord-Est/Sud-Ouest selon l'axe du réseau hydrographique;

Considérant que sa localisation permet d'éviter au trafic de poids lourds d'emprunter un réseau de voiries communales tout à fait inadapté;

Considérant que sa configuration présente l'avantage :

- d'éviter le développement d'une urbanisation linéaire à front de la N614;
- d'intégrer les constructions existantes;

Considérant que parmi les incidences non négligeables probables de cette composante du projet, il conviendra d'accorder une attention particulière à l'évaluation de son impact sur le paysage dans le cadre de l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur;

Considérant en revanche que la zone de loisirs destinée à l'aménagement d'un golf et de ses équipements connexes et la zone d'activité économique mixte localisée à "Sur-les-Bois", toutes deux projetées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège, ne sont plus d'actualité;

Considérant qu'il est proposé d'affecter, d'une part, la partie bâtie des terrains concernés en zone d'aménagement communal concerté et, d'autre part, les parties inoccupées et homogènes quant à leurs caractéristiques de ceux-ci en zone agricole; que cette option présente également un intérêt dans le cadre de la compensation des nouvelles zones que le Gouvernement wallon destine à l'urbanisation;

Considérant que les deux zones de services publics et d'équipements communautaires situées d'une part à l'Ouest du bassin de natation et d'autre part au lieu-dit Tige des Morts, toutes deux projetées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège, ne sont plus d'actualité;

Considérant en effet que les actes et travaux projetés par les autorités communales ne nécessitent pas la modification préalable de la destination des zones concernées au plan de secteur à défaut d'un projet concret et dans la mesure où ils entrent dans le champ d'application de l'article 110 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Considérant en outre que les autorités communales n'envisagent plus de destiner à l'urbanisation la zone d'aménagement communal concerté située au sud de la drève du château de Warfusée, compte tenu des contraintes liées à son accessibilité;

Considérant que les autorités communales de Saint-Georges-sur-Meuse souhaitent relocaliser, à l'arrière de la maison communale, une maison de retraite, aujourd'hui située à Sur-les-Bois dans la zone B du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset et destinée à être désaffectée, et construire dans son environnement des logements intergénérationnels;

Considérant qu'en ce qui concerne la situation existante de fait et de droit, les terrains :

- sont situés en zone agricole au plan de secteur;
- sont accessibles à partir de voiries communales;
- sont situés en zone C du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset;
- comportent deux zones hydromorphes orientées Nord-Est/Sud-Ouest dans l'axe du réseau hydrographique;

Considérant que la localisation projetée présente l'avantage d'être située près du cœur administratif de la commune, qu'elle contribuerait à renforcer, et de s'inscrire dans un îlot constitué sur trois côtés : rue Albert 1^{er}, rue du Centre et rue de la Vallée, de zones d'habitat à caractère rural;

Considérant que la présence des deux zones hydromorphes avait conduit à écarter le site en 2004 pour y localiser une des zones d'habitat réservées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003; qu'il apparaît, au vu des avantages que présente la localisation projetée en termes de structure territoriale et de la réduction des superficies aujourd'hui concernées, que les impacts de la nature du milieu et des contraintes à l'implantation relevées sur le projet des autorités communales mériteraient d'être mieux cernés avant d'envisager un autre site et qu'il conviendra dans le cadre de l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur de valider cette option ou de proposer une alternative;

Considérant qu'il est proposé, d'une part, de destiner l'intérieur de l'îlot à l'urbanisation en l'affectant pour l'essentiel en zone de services publics et d'équipements communautaires et, pour le solde, en zone d'habitat à caractère rural, et, d'autre part, d'affecter en zone de services publics et d'équipements communautaires les terrains actuellement situés en zone d'habitat à caractère rural où sont implantés les services communaux et l'église;

Compensations.

Considérant que l'article 46, § 1^{er}, 3^o, dispose que "l'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation est compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement";

Considérant que l'arrêté du Gouvernement du 6 février 2003 avait réservé une superficie maximale de 43 hectares à Ans et de 45 hectares à Saint-Georges-sur-Meuse à affecter en zone d'habitat ou d'habitat à caractère rural; que la non-inscription graphique de ces 88 hectares n'enlevait rien à la décision du Gouvernement d'inscrire ces zones; qu'en effet, l'arrêté précité mentionne explicitement que le Gouvernement entendait inscrire au plan de secteur les 88 hectares en question dans le cadre de la révision de 2003, mais que dans l'attente du plan d'exposition au bruit, il était impossible de localiser définitivement lesdits hectares;

Considérant, dès lors, que l'on peut s'interroger sur la nécessité de compenser leur inscription graphique dans le cadre de la présente révision;

Considérant, néanmoins et à titre subsidiaire, que, compte tenu de la modification de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, par le décret RESA, le Gouvernement accompagnera cette inscription de "nouvelles" zones destinées à l'urbanisation d'une compensation;

Considérant que l'inscription des nouvelles zones d'habitat et d'habitat à caractère rural à Ans et Saint-Georges-sur-Meuse est fondée sur le constat d'un déficit d'offre en matière de terrains affectés à la résidence dans ces deux communes; qu'elle ne peut dès lors être compensée par la modification en zones non destinées à l'urbanisation des zones déjà destinées à la résidence dans les deux communes;

Considérant que l'inscription des nouvelles zones d'habitat ne peut de même être compensée par la modification en zones non destinées à l'urbanisation des zones qui ont été destinées à l'activité économique par la révision du plan de secteur de Liège adoptée le 6 février 2003 au risque de remettre en cause les motifs qui l'avaient justifié;

Considérant que le Gouvernement wallon constate, pour ces motifs, qu'il est a priori difficile de proposer la modification de zones destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation dans la zone polarisée par l'activité aéroportuaire afin de compenser l'inscription des nouvelles zones d'habitat et d'habitat à caractère rural qu'il projette d'inscrire à Ans et à Saint-Georges-sur-Meuse sans affecter les options fixées en 2003;

Considérant que le Gouvernement wallon décide dès lors de connaître avec plus de précision les incidences environnementales de l'inscription des zones susvisées avant de définir les compensations les plus adéquates; qu'il reviendra donc à l'auteur d'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège d'éclairer le Gouvernement wallon sur ce point;

Considérant qu'il convient de rappeler que le Gouvernement wallon s'est engagé dans une politique ambitieuse de rénovation des sites industriels aujourd'hui désaffectés et que la rénovation de certains d'entre eux pourrait constituer, par le bénéfice qu'elle permet de dégager en termes d'amélioration de la qualité du cadre de vie, une alternative à la recherche de mesures de compensation ciblées sur le territoire concerné par le présent avant-projet de révision du plan de secteur;

Considérant, par ailleurs, que l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du CWATUP vise expressément "toute" compensation alternative définie par le Gouvernement; qu'il s'ensuit, comme le soulignent notamment les travaux de la Commission de l'Aménagement du territoire, des Transports, de l'Energie et du Logement du Parlement wallon du 9 juillet 2007, que ces compensations alternatives peuvent se définir tant en termes opérationnel, environnemental ou énergétique que de mobilité;

Considérant que le contenu de l'étude d'incidences sur l'environnement sera dès lors complété afin que cet aspect soit étudié de manière plus approfondie par l'auteur d'étude;

Considérant que le Gouvernement wallon entend cependant préciser que ces décisions ne préjugent en rien du ou des modes de compensation qu'il retiendra au terme de l'instruction de la présente révision du plan de secteur;

Considérant que l'inscription du reste des nouvelles zones que le Gouvernement wallon projette de destiner à l'urbanisation ne résulte pas d'un déficit d'offre en matière de terrains affectés au développement des activités concernées mais de la volonté d'adapter leur répartition sur le territoire aux conséquences du développement aéroportuaire;

Considérant que le Gouvernement wallon prend l'option de les compenser strictement par la modification de zones déjà destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation; que le Gouvernement wallon a privilégié la recherche de terrains situés soit dans le périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire de Liège-Bierset afin de renforcer sa politique de maintien et de protection de l'infrastructure de communication, soit à proximité d'infrastructures de communication pour les mêmes raisons;

Considérant que le Gouvernement wallon propose en conséquence :

- la modification en zone agricole des parcelles non bâties ou occupées par des constructions délabrées situées dans les zones d'aménagement communal concerté des communes de Flémalle et de Saint-Georges-sur-Meuse couvertes par le périmètre de la zone A du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset;

- la modification en zone d'espaces verts de zones d'habitat situées sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne contiguës à la A604 et à la ligne de chemin de fer 36A;

- la modification en zone agricole d'une zone d'aménagement communal concerté située sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse au sud de la drève du château de Warfusée;

- la modification en zone agricole d'une zone d'habitat à caractère rural située sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse à l'extrémité ouest de la drève du château de Warfusée;

- la modification en zone agricole et en zone de parc de la partie non bâtie de la zone d'habitat à caractère rural située sur le territoire communal de Saint-Georges-sur-Meuse, rue de Warfusée, et couverte par le périmètre de la zone A du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset;

Considérant que l'article 1^{er}bis, § 4, de la loi relative à la lutte contre le bruit habilite le Gouvernement wallon à "réaliser des projets de développement urbanistiques ou d'amélioration du cadre de vie" dans les zones des plans d'exposition au bruit et des plans de développement à long terme des deux aéroports wallons;

Considérant que la SOWAER a été officiellement chargée par courrier daté du 21 septembre 2006 d'acquérir une partie des terrains que le présent avant-projet projette d'affecter en zone de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire de la commune de Ans afin d'y construire une infrastructure sportive;

Considérant que la construction d'un nouveau stade de football et d'une école de formation pour les jeunes contribuera à l'amélioration du cadre de vie de la population; que le Gouvernement wallon décide en conséquence de retenir ce projet dans le cadre des compensations alternatives qu'il peut définir afin de compenser l'inscription de nouvelles zones destinées à l'urbanisation; que l'étude d'incidences devra prendre en compte ce projet compensatoire pour en évaluer les incidences;

Considérant, en conclusion, que les modifications planologiques projetées dans le cadre de l'avant-projet de révision de plan de secteur de Liège visent à inscrire :

- deux zones de services publics et d'équipements communautaires d'une superficie totale de 87 hectares à Grâce-Hollogne et Fexhe-le-Haut-Clocher sur des terrains situés en zone d'activité économique mixte (28,6 ha), zone d'activité économique industrielle (26,6 ha), zone d'habitat à caractère rural (2,3 ha) et zone agricole (29,5 ha);

- une zone d'espaces verts de 30,2 hectares à Grâce-Hollogne sur des terrains situés en zone d'habitat de part et d'autre de la A604 et de la ligne de chemin de fer 36A;

- une zone d'habitat à Ans de 43 hectares sur des terrains situés en zone agricole, assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.14" sur l'avant-projet de plan;

- deux zones d'habitat à caractère rural d'une superficie totale de 45 hectares à Saint-Georges-sur-Meuse sur des terrains situés en zone agricole, assorties de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.14" sur l'avant-projet de plan;

- une zone d'habitat à caractère rural d'une superficie de 2 hectares à Saint-Georges-sur-Meuse sur des terrains situés en zone agricole;

- un périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire de Liège-Bierset en surimpression aux zones du plan de secteur situées dans la zone A du plan de développement à long terme à Ans, Awans, Flémalle, Grâce-Hollogne et Saint-Georges-sur-Meuse;

- deux zones d'activité économique industrielle d'une superficie totale de 3,6 hectares à Grâce-Hollogne, au Sud et à l'Est de Ferdoux, sur des terrains situés en zone d'habitat à caractère rural, assorties de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.02" sur l'avant-projet de plan;

- une zone d'activité économique mixte de 0,9 hectares à Grâce-Hollogne sur des terrains situés en zone d'habitat à caractère rural, assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.05" sur l'avant-projet de plan;

- une zone d'activité économique mixte de 28 hectares à Saint-Georges-sur-Meuse, de part et d'autre de la Chaussée verte, sur des terrains situés en zone agricole (27,4 ha) et en zone d'habitat à caractère rural (0,6 ha);

- deux zones d'aménagement communal concerté d'une superficie totale de 9,7 hectares à Saint-Georges-sur-Meuse sur des terrains situés en zone d'habitat à caractère rural;

- une zone de services publics et d'équipements communautaires d'une superficie totale de 6,9 hectares à Saint-Georges-sur-Meuse sur des terrains situés en zone agricole (6,2 ha) et zone d'habitat à caractère rural (0,7 ha);
- une zone de parc de 1,8 hectares à Saint-Georges-sur-Meuse sur des terrains situés en zone d'habitat à caractère rural;
- neuf zones agricoles d'une superficie totale de 29,4 hectares à Saint-Georges-sur-Meuse sur des terrains situés en zone d'aménagement communal concerté et en zone d'habitat à caractère rural;
- deux zones agricoles d'une superficie totale de 10,8 hectares à Flémalle sur des terrains situés en zone d'aménagement communal concerté (10,3 ha) et zone d'habitat à caractère rural (0,5 ha);
- une zone d'activité économique industrielle de 3,9 hectares à Grâce-Hollogne sur des terrains situés en zone d'habitat (2,6 ha) et en zone d'espaces verts (1,3 ha);
- une zone d'activité économique mixte de 3,1 hectares à Grâce-Hollogne sur des terrains situés en zone d'habitat (2,1 ha) et en zone d'espaces verts (1 ha);
- deux zones de services publics et d'équipements communautaires d'une superficie totale de 24 hectares à Ans sur des terrains situés en zone d'aménagement communal concerté et en zone d'habitat;
- la limite de la zone d'activité économique mixte située sur le territoire de la commune de Flémalle qui ne fait pas l'objet de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.04" sur le plan;
- et à supprimer la prescription supplémentaire, repérée par le sigle "S.12" sur le plan, assortissant les zones d'aménagement communal concerté inscrites en 2003 sur le territoire des communes de Ans, Flémalle et Saint-Georges-sur-Meuse;

Considérant que le présent avant-projet de révision du plan de secteur de Liège se traduit dès lors par l'inscription de 88 hectares de nouvelles zones d'habitat et d'habitat à caractère rural réservées dans la révision du plan de secteur de Liège adoptée le 6 février 2003, compensées par l'inscription d'un périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire en surimpression aux zones du plan de secteur situées dans le périmètre de la zone A du plan de développement à long terme, et de 67,4 hectares de nouvelles zones destinées à l'urbanisation, entièrement compensées par le transfert de 71,7 hectares de zones existantes destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation.

Conformité au schéma de développement de l'espace régional.

Considérant que l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège est conforme au schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 en ce qui concerne les options suivantes :

Renforcer la structure spatiale du schéma de développement de l'espace régional et intégrer la dimension supra-régionale dans le développement de la Wallonie :

Au niveau supra régional, Liège fait partie de l'une des quatre aires métropolitaines, à savoir l'aire MHAL (Maastricht-Hasselt-Aachen-Liège).

Liège participe par ailleurs à l'eurocorridor ouest-est Lille-Liège, eu égard à la densité des infrastructures multimodales situées dans la zone comprise entre les axes Lille-Bruxelles-Liège et la dorsale wallonne.

Le schéma de développement de l'espace régional met en évidence la polarisation de Liège qui s'étend au-delà des limites de la Wallonie. L'importance de ses activités commerciales, de recherche-industrie et de transport fait de Liège un pôle d'appui pour une région de près de 3 millions d'habitants située à la charnière entre l'Europe du Nord-Est et l'Europe occidentale.

L'accentuation de la polarisation de Liège au niveau international s'appuie notamment sur la concrétisation des projets liés au TGV et à l'aéroport. Ce pôle reconnu comme majeur dans le schéma de développement de l'espace régional doit relever d'importants défis en matière de restructuration du tissu urbain et économique.

Le développement de l'activité aéroportuaire et de l'activité économique qui lui est liée participe largement à relever ces défis et les résultats de cette politique volontariste sont, du reste, déjà sensibles. Ils contribuent à renforcer le pôle de Liège au plan supra-régional comme au plan régional.

Le schéma de développement de l'espace régional reconnaît l'affectation du sol comme le moyen privilégié pour structurer l'espace en ce qu'il vise à attribuer ou réserver aux différentes activités les espaces qui leur conviennent le mieux et à séparer les activités incompatibles (Schéma de développement de l'espace régional, Projet de structure spatiale, I. Structurer l'espace wallon, p.116).

La présente révision du plan de secteur de Liège s'inscrit dans la poursuite de la structuration du territoire opérée dans le cadre de la révision du plan de secteur de Liège approuvée définitivement par le Gouvernement wallon le 6 février 2003.

La volonté du Gouvernement wallon de concentrer les nuisances sonores des vols aériens qui l'a conduit à adopter, le 27 mai 2004, un plan d'exposition au bruit et un plan de développement à long terme a induit de profondes modifications des affectations du sol. Les zones les plus exposées au bruit ont été réservées à l'activité aéroportuaire et aux activités économiques qui lui sont liées, provoquant un déficit de zones d'habitat et de zones d'habitat à caractère rural.

L'un des objectifs de la présente révision du plan de secteur de Liège est d'inscrire de nouvelles zones résidentielles dans des zones moins exposées et de relocaliser certaines zones destinées à l'urbanisation afin de contribuer à la valorisation du pôle liégeois par le développement de l'activité aéroportuaire et de développer l'un des atouts spécifiques de la Wallonie par rapport au contexte suprarégional.

Par ailleurs, le développement de l'activité aéroportuaire a nécessité le déplacement des Forces armées. La présente révision du plan de secteur de Liège a aussi pour objectif d'inscrire une zone ad hoc pour permettre leur redéploiement.

Structurer les villes et les villages :

Les zones projetées d'habitat, d'habitat à caractère rural et de services publics et d'équipements communautaires inscrites sur les territoires de Saint-Georges-sur-Meuse et de Ans, sont prévues de façon à renforcer la centralité et à rendre la structure spatiale plus lisible.

L'inscription d'un périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire en surimpression aux zones du plan de secteur situées dans le périmètre de la zone A du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset contribue à donner un signal aux citoyens en ce qu'elle permet de confirmer, sans ambiguïté, l'option prise précédemment par le Gouvernement wallon à savoir d'y exclure, dans un premier temps, la construction de nouveaux logements ou la transformation de bâtiments qui auraient pour objet de multiplier les unités de logements et, à terme, d'y exclure la fonction résidentielle.

Répondre aux besoins primordiaux et aux besoins en logement :

En assurant un cadre de vie épanouissant, le Schéma de développement de l'espace régional vise notamment à mener des actions d'envergure dans les zones les plus dégradées, à développer des espaces ou des équipements de rencontre, à aménager de réels quartiers d'habitat, à lutter contre les nuisances du trafic intense et à veiller sur la sécurité des habitants.

La perte de population de certains noyaux d'habitat, tels le village de Sur-le-Bois ou les cités sociales situées dans les nouveaux parcs d'activité économique, nécessite de prévoir des zones résidentielles pour y développer des logements répondant aux critères minimaux de salubrité et de confort.

Contribuer à la création d'emplois et de richesses :

Le projet s'inscrit dans la continuité de la révision du plan de secteur de Liège adoptée par le Gouvernement wallon le 6 février 2003 qui répondait notamment aux logiques d'anticiper des besoins du développement économique et d'assurer les conditions du développement des entreprises en inscrivant de nouvelles zones résidentielles et remplacement de celles qui ont souffert du développement économique. Les communes qui ont subi la désertification ou la paupérisation de certains quartiers ont assumé des pertes en matières de recettes fiscales escomptées. Les lignes directrices établies par le Gouvernement wallon en matière de gestion immobilière des biens rachetés pour le compte de la Région amorcent une inversion de cette tendance, dans le respect, cependant, du principe de précaution.

Il convient de l'amplifier en permettant le développement de nouveaux quartiers, d'espaces publics et communautaires, affectés notamment aux infrastructures sportives, et de parcs d'activité économique. Le projet contribue ainsi à rééquilibrer la structure sociale de la population des communes concernées, à constituer des cadres d'accueil favorables à l'implantation d'entreprises et, en conséquence, à la création d'emplois et de richesses.

Améliorer l'accessibilité du territoire wallon et gérer la mobilité :

Le développement de l'activité aéroportuaire impose de prendre des mesures réglementaires notamment d'usage du sol à proximité des aéroports afin de leur garantir des possibilités d'extension et de développement de trafic (VI.1. Intégrer la région dans les réseaux transeuropéens, p. 201).

En inscrivant des zones destinées à l'urbanisation bénéficiant de bonnes conditions d'accessibilité ou situées selon le cas, à proximité des centres ou en extension de zones d'activité économique, le projet s'inscrit pleinement dans cette préoccupation de structuration de l'espace et de gestion de la mobilité. Le projet permet en effet de concilier le développement économique particulier lié à l'activité aéroportuaire et le développement de quartiers résidentiels et d'espaces publics et communautaires en préservant un cadre de vie de qualité.

Etude d'incidences sur l'environnement.

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 42, alinéas 2 et 4 du Code, le Gouvernement wallon est tenu de faire réaliser une étude d'incidences dont il fixe l'ampleur et le degré de précision et de soumettre le projet de contenu de l'étude d'incidences ainsi que l'avant-projet de plan, pour avis, à la commission régionale d'aménagement du territoire, au conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et à la direction générale des ressources naturelles et de l'environnement du ministère de la Région wallonne;

Considérant, en ce qui concerne l'ampleur de l'étude à réaliser, que les incidences sur l'environnement de chacune des composantes du projet sont de nature et d'importance très différentes;

Considérant que l'auteur de l'étude limitera son analyse aux composantes du projet susceptibles d'avoir une influence non négligeable sur l'environnement; qu'il justifiera la pertinence de ses choix;

Considérant que l'inscription d'un périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire en surimpression aux zones du plan de secteur situées dans le périmètre de la zone A du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement compte tenu du projet concerné et de l'importance de la superficie en cause, que l'étude d'incidences devra porter sur cette composante du projet;

Considérant que l'inscription de nouvelles zones destinées à l'urbanisation est a priori susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement; que l'étude d'incidences devra porter sur toutes les composantes du projet présentant cette caractéristique;

Considérant que l'inscription d'une zone de services publics et d'équipements communautaires de 24 hectares sur le territoire communal de Ans est également susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement compte tenu du projet concerné et de l'importance de la superficie en cause; que l'étude d'incidences devra porter sur cette composante du projet;

Considérant que l'inscription de deux zones d'activités économiques industrielles au sud et à l'est de Ferdoux et d'une zone d'activité économique mixte projetée au sud de Bierset, sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne, est également susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement compte tenu des activités attendues dans ces zones; que l'étude d'incidences devra porter sur ces composantes du projet;

Considérant que la désaffectation de zones destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation constitue une compensation au sens de l'article 46, §1^{er}, 3^o du Code wallon de l'aménagement du territoire du logement et du patrimoine et qu'il n'y a donc pas lieu de valider cette composante du projet; que celle-ci peut en revanche être susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement; que l'étude d'incidences devra analyser son impact;

Considérant que la suppression de la prescription supplémentaire, repérée par le sigle "S.12" sur le plan, n'est pas susceptible d'avoir des conséquences non négligeables sur l'environnement; que l'étude d'incidence ne devra pas porter sur cette composante du projet;

Considérant que l'inscription de la limite de la zone d'activité économique mixte assortie de la prescription supplémentaire, repérée par le sigle "S.04" sur le plan, vise à corriger une erreur matérielle dans la transcription du dessin de la carte du plan de secteur lors de l'extension de la zone d'activité économique mixte dans la mesure où la prescription supplémentaire ne concernait que l'extension de la zone; qu'elle n'est dès lors pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement; que l'étude d'incidences ne devra pas porter sur cette composante du projet;

Considérant que l'étude d'incidences peut, en application de l'article 42, 3^e alinéa, du Code, être fondée notamment sur les renseignements utiles obtenus lors des études d'incidences déjà réalisées, notamment dans le cadre de l'instruction de la révision du plan de secteur de Liège adoptée le 6 février 2003, et de l'instruction des permis uniques et des permis d'environnement qui couvrent l'exploitation de l'aéroport;

Considérant que l'étude d'incidences devra s'attacher à proposer les modes de compensations les plus pertinents à l'inscription des nouvelles zones d'habitat et d'habitat à caractère rural à Ans et à Saint-Georges-sur-Meuse;

Considérant qu'elle devra en particulier analyser les bénéfices sur le plan environnemental de la réaffectation éventuelle des sites à rénover situés dans le territoire couvert par le plan de secteur de Liège ainsi que l'impact environnemental de la localisation d'un nouveau stade de football et d'une école de formation pour les jeunes;

Considérant que la validation des besoins et de la localisation des différentes zones d'affectation de l'avant-projet ainsi que la recherche des variantes seront circonscrites aux territoires suivants :

- périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire : territoires attenants à l'aéroport de Liège-Bierset;
- redéploiement des forces armées : territoires attenants aux pistes de l'aéroport de Liège-Bierset;
- zones d'habitat et d'habitat à caractère rural : territoires des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse;
- zones de services publics et d'équipements communautaires : territoires des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse;
- zones d'activité économique : territoires des communes de Saint-Georges-sur-Meuse et de Grâce-Hollogne;
- sites à rénover : territoire couvert par le plan de secteur de Liège;

Considérant que la validation de la délimitation et des conditions de mise en œuvre des zones d'affectation ainsi que la recherche des variantes devront quant à elles être circonscrites au périmètre d'étude jugé le plus pertinent compte tenu de la nature du milieu et des contraintes à l'implantation considérées;

Considérant, en ce qui concerne la précision de l'étude à réaliser, que le projet de contenu annexé au présent arrêté a été établi en tenant compte des spécificités du projet et respecte le contenu-type défini à l'article 42, 2^e alinéa, du Code;

Considérant qu'une attention particulière devra cependant être accordée aux éléments suivants :

- évaluation de l'impact de l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège sur la mobilité, les réseaux et les infrastructures (plan d'assainissement du sous bassin hydrographique de la Meuse-aval, etc.);
- évaluation de l'impact du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire de Liège-Bierset sur les biens immobiliers inscrits à l'inventaire du patrimoine monumental de la Wallonie; propositions de réaffectations;
- évaluation de l'impact du développement de la base militaire sur la santé humaine (bruit) et l'aménagement des zones voisines;
- analyse des besoins en zones d'habitat sur le territoire des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse;
- évaluation de l'impact de la zone d'habitat projetée sur la commune de Ans sur les eaux (souterraines), le paysage et l'aménagement des zones voisines;
- évaluation des contraintes à l'implantation des zones urbanisables projetées sur la commune de Ans;
- évaluation de l'impact de la zone de services publics et d'équipements communautaires projetée sur la commune de Ans sur l'aménagement des zones voisines;
- analyse des besoins en zones d'activités économiques sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- évaluation de l'impact de la zone d'activité économique mixte projetée sur la commune de Saint-Georges-sur-Meuse sur la population (mobilité) et le paysage;
- évaluation des contraintes, physiques notamment, à l'implantation des zones urbanisables projetées sur la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- évaluation de l'impact de l'inscription de nouvelles zones destinées à l'agriculture à Flémalle et Saint-Georges-sur-Meuse sur l'activité agricole;
- identification des différents niveaux d'exposition au bruit en application de la directive européenne 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement et, en particulier, évaluation des niveaux sonores prévisionnels auxquels seraient soumises les populations dans les zones destinées à la résidence;

Considérant que la présente révision du plan de secteur de Liège constitue le cadre des projets et des activités suivantes :

- maintien et protection de l'infrastructure aéroportuaire;
- redéploiement des Forces armées;
- une zone résidentielle de 43 ha sur le territoire de la commune de Ans et deux zones résidentielles de 45 ha sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- construction d'un stade de football et d'une école de formation pour jeunes à Ans;
- activités économiques à Grâce-Hollogne;
- construction d'une maison de retraite et de logements intergénérationnels à Saint-Georges-sur-Meuse;

Considérant que le degré de précision de l'étude d'incidences devra dans ce cas être équivalent à celui que l'on exigerait pour l'évaluation des incidences relative aux demandes de permis d'urbanisme pour chacun d'eux;

Sur proposition du Ministre du logement, des transports et du développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon décide la mise en révision du plan de secteur de Liège et adopte l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège (planches 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S et 42/5N).

Art. 2. Un périmètre de réservation des espaces nécessaires à la protection et au maintien de l'infrastructure aéroportuaire est inscrit en surimpression aux zones du plan de secteur situées dans le périmètre de la zone A du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset, sur le territoire des communes de Ans, Awans, Flémalle, Grâce-Hollogne et Saint-Georges-sur-Meuse. La prescription suivante est d'application dans l'ensemble du périmètre :

"Les actes et travaux ayant pour objet la construction ou la reconstruction de bâtiments destinés à la résidence ou à l'hébergement de personnes ainsi que la transformation ou la modification de la destination de bâtiments ou parties de bâtiments existants dans le but de les affecter à la résidence ou à l'hébergement de personnes ou d'augmenter le nombre d'unités de logements sont interdits dans le périmètre de réservation. "

Art. 3. Le Gouvernement wallon décide l'inscription :

- d'une zone d'habitat sur le territoire de la commune de Ans;
 - de trois zones d'habitat à caractère rural sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
 - de deux zones de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire de la commune de Ans;
 - de deux zones de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire des communes de Fexhe-le-Haut-Clocher et Grâce-Hollogne;
 - d'une zone de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
 - de deux zones d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;
 - d'une zone d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
 - de trois zones d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;
 - de deux zones d'aménagement communal concerté sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
 - de la limite de la zone d'activité économique mixte située sur le territoire de la commune de Flémalle qui ne fait pas l'objet de la prescription supplémentaire repérée par le sigle " *S.04 " sur le plan;
- ainsi que au titre de compensation planologique :
- de neuf zones agricoles sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
 - de deux zones agricoles sur le territoire de la commune de Flémalle;
 - d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;
 - d'une zone de parc sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- conformément à la carte ci-annexée.

Art. 4. La prescription supplémentaire suivante, repérée par le sigle *"*S.14"*, est d'application dans la zone d'habitat inscrite, sur le territoire de la commune de Ans, et dans deux des zones d'habitat à caractère rural inscrites, sur le territoire de Saint-Georges-sur-Meuse, au plan par le présent arrêté :

"L'aménagement des zones d'habitat et d'habitat à caractère rural repérées par le sigle *"*S.14"* sera conçu de manière à concentrer les constructions autour d'un ou plusieurs pôles dont la localisation sera établie en fonction des caractéristiques physiques locales et de la performance des réseaux de communication et de distribution et exécuté par phases dont la succession sera liée à l'achèvement des constructions autour du pôle précédent et du réseau de communication et de distribution".

Art. 5. La prescription supplémentaire, repérée par le sigle *"*S.02"*, est d'application dans les deux zones d'activité économique industrielle inscrites à l'Est et au Sud de Ferdoux, sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne, au plan par le présent arrêté :

"Cette zone sera réservée à des entreprises utilisant les infrastructures de l'aéroport dont l'activité nécessite une localisation à proximité immédiate et reliée à l'aéroport, telles que des entreprises de production ou de distribution de produits, notamment à haute valeur ajoutée; cette zone comportera en bordure des zones d'habitat à caractère rural de Ferdoux et Bierset un périmètre d'isolement d'une largeur minimum de 50 m, constitué de merlons verdurés ou d'écrans végétaux denses selon la topographie du site, accompagné d'un dispositif antibruit adéquat lorsque l'activité projetée le requiert; des gabarits de construction appropriés seront imposés afin d'assurer la transition entre les activités industrielles et la zone agricole".

Art. 6. La prescription supplémentaire, repérée par le sigle *"*S.05"*, est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite au sud de Bierset, sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne, au plan par le présent arrêté.

"Cette zone sera réservée aux activités ne générant qu'un charroi léger; les entreprises relevant du secteur du commerce de détail seront exclues; les constructions s'intégreront au bâti existant".

Art. 7. La prescription supplémentaire, repérée par le sigle *"*S.12"*, inscrite au plan de secteur dans les zones d'aménagement communal concerté situées sur le territoire des communes de Ans, Flémalle et Saint-Georges-sur-Meuse est supprimée.

Art. 8. Le Gouvernement wallon impose au titre de compensation alternative, selon des modalités à déterminer entre la commune de Ans et la SOWAER, la création d'un nouveau stade de football et d'une école de formation pour les jeunes dans la zone de services publics et d'équipements communautaires qu'il projette d'inscrire à Ans;

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège en vue du redéploiement des Forces Armées à Liège-Bierset et de l'octroi aux communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse de compensations planologiques aux modifications apportées au plan de secteur de Liège en vue du développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui y est liée est abrogé.

Art. 10. Le Gouvernement wallon adopte le projet de contenu d'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège annexé au présent arrêté.

Art. 11. Le Gouvernement wallon charge le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions de soumettre ledit projet de contenu d'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège, pour avis, à la Commission régionale de l'aménagement du territoire, au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et à la direction générale des ressources naturelles et de l'environnement du Ministère de la Région wallonne, puis de le lui représenter ensuite pour approbation.

Namur, le 19 juillet 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE.

Annexe

Annexe 1^{re} au cahier des charges

PROJET DE CONTENU DE L'ETUDE D'INCIDENCES DE PLAN DE SECTEUR

L'avant-projet de révision des planches 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S et 42/5N du plan de secteur de Liège adopté par arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 porte sur l'inscription :

- des composantes de l'avant-projet énumérées ci-dessous :
- d'un périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire de Liège-Bierset en surimpression aux zones du plan de secteur situées dans le périmètre de la zone A du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset sur le territoire des communes de Ans, Awans, Flémalle, Grâce-Hollogne et Saint-Georges-sur-Meuse;
- d'une zone d'habitat assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle *"*S.14"* sur le plan sur le territoire de la commune de Ans;
- de deux zones d'habitat à caractère rural assorties de la prescription supplémentaire repérée par le sigle *"*S.14"* sur le plan sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- d'une zone d'habitat à caractère rural sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- de deux zones de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire de la commune de Ans;
- de deux zones de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire des communes de Grâce-Hollogne et Fexhe-le-Haut-Clocher;
- d'une zone de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse; d'une zone d'activité économique mixte assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle *"*S.05"* sur le plan sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;
- d'une zone d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;
- d'une zone d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;
- de deux zones d'activité économique industrielle assorties de la prescription supplémentaire repérée par le sigle *"*S.02"* sur le plan sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;
- de deux zones d'aménagement communal concerté sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;

- * des compensations planologiques suivantes :
 - de neuf zones agricoles sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
 - de deux zones agricoles sur le territoire de la commune de Flémalle;
 - d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;
 - d'une zone de parc sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
 - * des compensations alternatives, de toute nature, qui devraient se traduire par une inscription sur le plan de secteur;
 - * et de la correction d'une erreur matérielle datant de la révision du plan de secteur de Liège arrêtée par le Gouvernement wallon le 6 février 2003 :
 - de la limite de la zone d'activité économique mixte située sur le territoire de la commune de Flémalle assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.04" sur le plan.

1. Ampleur de l'étude d'incidences et degré de précision des informations (article 42, alinéa 2 du CWATUP)

1. Ampleur de l'étude d'incidences.

L'étude d'incidences portera sur l'inscription :

- du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire;
- des nouvelles zones destinées à l'urbanisation;
- de la zone de services publics et d'équipements communautaires de 24 hectares sur le territoire communal de Ans;
- des deux zones d'activités économiques industrielles au Sud et à l'Est de Ferdoux et de la zone d'activité économique mixte projetée au Sud de Bierset, sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne.

Elle analysera l'impact des compensations planologiques du projet :

- zone d'espaces verts;
- zones agricoles;
- zones de parc.

L'auteur de l'étude limitera son analyse aux composantes du projet susceptibles d'avoir une influence non négligeable sur l'environnement. Il justifiera la pertinence de ses choix.

L'étude pourra se référer aux renseignements utiles obtenus lors de l'étude d'incidences réalisée dans le cadre de l'instruction de la révision du plan de secteur de Liège adoptée le 6 février 2003 et de l'instruction des permis uniques et des permis d'environnement qui couvrent l'exploitation de l'aéroport; les préciser, les compléter et les actualiser.

L'étude suivra le principe d'une démarche "en entonnoir", c'est-à-dire que, suivant la nature des aspects abordés, l'analyse des différentes composantes de l'avant-projet se fera depuis l'échelle la plus large jusqu'à l'échelle locale du périmètre concerné.

L'analyse des besoins et de la localisation des différentes zones d'affectation de l'avant-projet ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites aux territoires suivants :

- périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire : territoires attenants à l'aéroport de Liège-Bierset;
- redéploiement des Forces armées : territoires attenants aux pistes de l'aéroport de Liège-Bierset;
- zones d'habitat et d'habitat à caractère rural : territoires des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse;
- zones d'activités économiques : territoires des communes de Saint-Georges-sur-Meuse et de Grâce-Hollogne;
- zones de services publics et d'équipements communautaires : territoires des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse.

L'analyse de la délimitation et des conditions de mise en œuvre des zones d'affectation ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites au périmètre d'étude jugé le plus pertinent compte tenu de la nature du milieu et des contraintes à l'implantation considérées.

Le périmètre d'étude (échelle micro-géographique) des composantes de l'avant-projet susceptibles de perturber la diversité biologique, la population (mobilité,...), les eaux (souterraines, de surface, usées...), l'air, les facteurs climatiques, les paysages, l'activité agricole et forestière dépendra du territoire susceptible d'être touché pour chacune des problématiques étudiées.

En particulier, le périmètre d'étude des composantes de l'avant-projet et de leurs compensations sur la faune, la flore, les sols, les biens matériels et le patrimoine culturel sera circonscrit aux terrains concernés.

2. Degré de précision des informations.

Le cahier des charges retenu ci-dessous a été établi en tenant compte des spécificités du projet et constitue un document dont le degré de précision est considéré comme suffisant au regard de l'article 42 du Code.

Tous les points du présent cahier des charges doivent, à priori, être considérés comme étant indispensables, néanmoins l'auteur de l'étude peut proposer d'alléger l'analyse de certains points, pour autant qu'il en démontre la non-pertinence par rapport à l'avant-projet étudié.

Par ailleurs, s'il l'estime important par rapport au dossier analysé, l'auteur de l'étude peut toujours aborder et développer l'un ou l'autre point qui ne serait pas repris dans le cahier des charges.

Les facteurs de modification (ou composantes perturbatrices) du milieu et les éléments constitutifs de la situation de droit et de fait sont inventoriés en annexe, à charge pour les auteurs de l'étude d'incidences de ne retenir dans l'analyse que ceux qui se révèlent pertinents ou d'ajouter les éléments qu'il s'avérerait nécessaire de considérer.

Une attention toute particulière sera accordée aux éléments suivants :

- évaluation de l'impact de l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège sur la mobilité, les réseaux et les infrastructures (plan d'assainissement du sous bassin hydrographique de la Meuse-aval, etc.);
- évaluation de l'impact de la zone de réservation de l'infrastructure aéroportuaire de Liège-Bierset sur les biens immobiliers inscrits à l'inventaire du patrimoine monumental de la Wallonie; propositions de réaffectations;
- évaluation de l'impact du développement de la base militaire sur la santé humaine (bruit) et l'aménagement des zones voisines;
- analyse des besoins en zones d'habitat sur le territoire des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse;
- évaluation de l'impact de la zone d'habitat projetée sur la commune de Ans sur les eaux (souterraines), le paysage et l'aménagement des zones voisines;
- évaluation des contraintes à l'implantation des zones urbanisables projetées sur la commune de Ans;
- évaluation de l'impact de la zone de services publics et d'équipements communautaires projetée sur la commune de Ans sur l'aménagement des zones voisines;
- analyse des besoins en zones d'activités économiques sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;

- évaluation de l'impact de la zone d'activité économique mixte projetée sur la commune de Saint-Georges-sur-Meuse sur la population (mobilité) et le paysage;
- évaluation des contraintes, physiques notamment, à l'implantation des zones urbanisables projetées sur la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- évaluation de l'impact de l'inscription de nouvelles zones destinées à l'agriculture à Flémalle et Saint-Georges-sur-Meuse sur l'activité agricole;
- évaluation de l'impact des zones de prévention établies autour des captages existants sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège;
- évaluation de l'impact de la présence de dépotoirs sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège;
- évaluation des niveaux sonores prévisionnels auxquels seront soumis les zones destinées à la résidence du fait du bruit généré par les infrastructures routières et ferroviaires, le trafic aérien et les industries et activités soumises à permis d'environnement.

Cette liste n'est aucunement exhaustive.

La révision du plan de secteur de Liège constitue le cadre des projets et des activités suivantes :

- maintien et protection de l'infrastructure aéroportuaire;
- redéploiement des Forces armées;
- une zone résidentielle de 43 ha sur le territoire de la commune de Ans et deux zones résidentielles de 45 ha sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- construction d'un stade de football et d'une école de formation pour jeunes à Ans;
- activités économiques projetées à Grâce-Hollogne;
- construction d'une maison de retraite et de logements intergénérationnels à Saint-Georges-sur-Meuse.

Le degré de précision de l'étude d'incidences devra dans ce cas être équivalent à celui que l'on exigerait pour l'évaluation des incidences relative aux demandes de permis d'urbanisme pour chacun d'eux.

Phase I : ANALYSE DE L'AVANT-PROJET

A. RESUME DU CONTENU ET DESCRIPTION DES OBJECTIFS ET DES MOTIVATIONS DE L'AVANT-PROJET DE REVISION DU PLAN

(*article 42, alinéa 2, 1^o, du CWATUP*)

A.1. Résumé du contenu et description des objectifs et des motivations de l'avant-projet de révision du plan

Il s'agit de résumer l'objet de la révision du plan de secteur de Liège et d'identifier les objectifs et les motivations du Gouvernement wallon tels qu'ils apparaissent dans l'arrêté adoptant l'avant-projet de plan.

Par objet de la révision du plan de secteur de Liège on entend : les zones d'affectation, les périmètres où une protection particulière se justifie, les prescriptions supplémentaires d'ordre urbanistique ou planologique, les autres mesures d'aménagement et la carte.

Par objectifs du Gouvernement wallon on entend les buts qu'il poursuit en décidant de réviser le plan.

Par motivations du Gouvernement wallon on entend les raisons pour lesquelles il considère la révision du plan de secteur de Liège comme indispensable à la réalisation des objectifs.

A.2. Analyse

A.2.1. Examen de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des options régionales

Il s'agit d'identifier d'une part les liens de l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège avec d'autres plans et programmes pertinents et d'autre part les objectifs de la protection de l'environnement pertinents au regard de l'avant-projet.

A.2.2. Examen de la compatibilité des zones d'affectation au regard des objectifs du Gouvernement wallon

Il s'agit de vérifier si les zones d'affectation, hors compensations, inscrites à l'avant-projet de plan sont appropriées aux objectifs du Gouvernement wallon.

A.2.3. Examen de la conformité de l'avant-projet aux réglementations en vigueur

Il s'agit de vérifier si l'avant-projet de plan est conforme aux réglementations en vigueur, en particulier à l'article 46 du CWATUP (*art. 42, al. 2, 2^o, du CWATUP*).

A.2.4. Identification/validation du (des) territoire(s) de référence

Le territoire de référence est le territoire sur lequel doit se baser la réflexion pour vérifier la pertinence de la révision du plan de secteur de Liège en ce qui concerne les besoins et la localisation des zones d'affectation. Il correspond à ce que le CWATUP appelle le "territoire visé" (*art. 42, al. 2, 3^o*).

L'analyse des besoins justifiant l'avant-projet et de la pertinence de la localisation des différentes zones d'affectation de l'avant-projet ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites aux territoires suivants :

- périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire : territoires attenants à l'aéroport de Liège-Bierset;
- redéploiement des Forces armées : territoires attenants aux pistes de l'aéroport de Liège-Bierset;
- zones d'habitat et d'habitat à caractère rural : territoires des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse;
- zones d'activités économiques : territoires des communes de Saint-Georges-sur-Meuse et de Grâce-Hollogne;
- zones de services publics et d'équipements communautaires : territoires des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse.

L'auteur de l'étude peut prendre en compte d'autres territoires de référence. Il justifiera alors la pertinence de ses choix.

A.2.5. Synthèse

Il s'agit de mettre en évidence les objectifs de l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège au regard de leur compatibilité avec les options régionales et conclusions sur les territoires de référence associés à l'avant-projet ou aux différentes composantes ou ensembles de composantes de celui-ci (les différentes zones d'affectation étant éventuellement regroupées en ensembles cohérents au regard de leur territoire de référence).

A. ANALYSE DES BESOINS JUSTIFIANT L'AVANT-PROJET

En toute hypothèse, pour chaque composante ou ensemble de composantes de l'avant-projet, il s'agit d'évaluer la demande d'espace à lui ou à leur réserver et de la confronter à l'offre pertinente, selon le canevas suivant.

B.1. Evaluation de la demande

Description des caractéristiques humaines du territoire de référence. Il s'agit d'identifier ses potentialités (atouts et opportunités) et ses contraintes (faiblesses et menaces), en particulier celles qui sont de nature à influencer sur la demande d'espace. Seuls les éléments pertinents au regard de l'avant-projet ou d'une de ses composantes ou ensemble de composantes doivent être envisagés.

B.1.2 Evaluation de la demande (ou du déficit) d'espace pour les affectations examinées au sein du territoire de référence.

B.2. Evaluation de l'offre

B.2.1. Identification des critères de localisation répondant aux objectifs de l'avant-projet, aux options régionales et aux réglementations en vigueur.

B.2.2. Evaluation de l'offre pertinente d'espace pour les affectations examinées au sein du territoire de référence.

B.3. Conclusion

Evaluation quantitative et qualitative de la nécessité de destiner de nouvelles superficies aux affectations examinées au sein du ou des territoires de référence.

B. ANALYSE DE LA LOCALISATION DES ZONES D'AFFECTATION

Il s'agit ici, à l'échelle du ou des territoires de référence, d'analyser ou non la localisation des différentes zones d'affectation de l'avant-projet en tenant compte :

- des potentialités et contraintes humaines et environnementales desdits territoires;
 - des options régionales qui s'appliquent à ces territoires;
 - de critères de localisation à identifier au cours de ce point C (en fonction des objectifs de l'avant-projet, des principes d'aménagement du territoire et des réglementations en vigueur);
- et, s'il échet, de rechercher, au sein de ces territoires, des variantes de localisation répondant à ces éléments.

C.1. Analyse des caractéristiques humaines et environnementales des territoires de référence

Description des caractéristiques humaines et environnementales majeures du territoire de référence. Il s'agit d'identifier les potentialités (atouts et opportunités) et les contraintes (faiblesses et menaces) pour la localisation des zones d'affectation projetées et d'en établir une synthèse cartographique.

Elles sont prises en compte à l'échelle du ou des territoires de référence. Les situations de fait, de droit et environnementales seront abordées de façon précise (à l'échelle micro-géographique) dans la phase II de l'étude.

C.2. Transcription spatiale des grandes options régionales

Il s'agit d'établir une synthèse cartographique de la vision conférée au(x) territoire(s) de référence par les documents régionaux d'orientation.

C.3. Analyse de la pertinence de la localisation des zones d'affectation de l'avant-projet

Il s'agit d'examiner la pertinence de la localisation du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire, des différentes zones d'affectation ou ensembles de zones d'affectation de l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège, à l'exclusion des zones inscrites à titre de compensations planologiques, au regard des critères de localisation identifiés au point B (B.2.1. en l'occurrence), de l'analyse des caractéristiques des territoires de référence (C.1.) et des options régionales qui s'y appliquent (C.2.).

C.4. Choix des variantes de localisation

Dans les cas où le bureau d'études estime que la recherche de variantes de localisation ne se justifie pas, il doit motiver sa position de manière sérieuse.

Il s'agit de rechercher des variantes à la localisation de l'avant-projet ou de ses composantes ou ensembles de composantes en appliquant aux territoires de référence les critères de localisation identifiés au point B et en tenant compte de l'analyse de leurs caractéristiques (C.1.) et des options régionales qui s'y appliquent (C.2.).

Cette démarche peut, si nécessaire, s'effectuer en deux temps :

- recherche de sites potentiels de variantes de localisation;
- choix de variantes de localisation parmi ces sites potentiels et les sites considérés dans l'arrêté.

C.5. Evaluation des coûts et des délais de mise en œuvre du plan et des variantes de localisation

Il y a lieu de distinguer les coûts à charge des opérateurs privés et ceux à charge de la collectivité (M.E.T., sociétés de distribution, communes, intercommunales ...).

C.6. Synthèse : comparaison de l'avant-projet de plan et des variantes de localisation

Il s'agit d'établir les avantages et les inconvénients de la localisation des différentes zones d'affectation ou ensembles de zones d'affectation de l'avant-projet et des variantes de localisation, notamment pour les éléments suivants :

- les potentialités et contraintes humaines et environnementales majeures du territoire;
- les options régionales qui s'appliquent au territoire de référence;
- les critères de localisation (intégrant les objectifs de l'avant-projet, les principes d'aménagement du territoire et les réglementations en vigueur);
- les coûts et les délais de mise en oeuvre.

Conclusion de la phase I

Synthèse de l'analyse de l'avant-projet ou de ses différentes composantes ou ensembles de composantes et conclusions quant à la pertinence de l'avant-projet.

Phase II : EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

A. ANALYSE DE LA DELIMITATION ET DES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES ZONES D'AFFECTATION

Il s'agit d'affiner, à l'échelle locale, la délimitation et les conditions de mise en œuvre du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire, des zones d'affectation de l'avant-projet et de chaque variante de localisation, suite à l'analyse détaillée de leur périmètre d'étude.

Si une ou plusieurs variantes de localisation sont retenues à la fin du point C, le point D doit être reproduit pour chacune d'elles.

Le périmètre d'étude des zones d'affectation de l'avant-projet et des variantes de localisation est la partie du territoire susceptible d'être touchée par leur mise en oeuvre ou de présenter des contraintes à leur implantation. Il peut donc varier en fonction de chacun des aspects de la situation existante envisagé puisqu'il dépend de la nature du milieu (plus ou moins sensible aux facteurs de modification du milieu inhérents au projet) et de la contrainte considérées.

(art. 42, al. 2, 11°, du CWATUP)

D.1. Identification des facteurs de modification du milieu liés au projet

Il s'agit d'identifier les aspects (ou composantes) des projets susceptibles de perturber le milieu et de les hiérarchiser selon leur ampleur (perturbation forte, moyenne, faible, négligeable ou nulle) pour chacune des trois étapes de mise en œuvre du plan suivantes :

- équipement des zones d'affectation, construction des installations et équipements;
- fonctionnement des activités;
- réhabilitation du site d'activité.

Dans le cas présent la phase de réhabilitation ne semble pas devoir être considérée, les zones d'affectations projetées n'étant en principe pas réversibles.

Les facteurs de modification du milieu à examiner sont listés à l'annexe D.1., sans prétention à l'exhaustivité.

D.2. Description de la situation existante de droit

Il s'agit d'identifier les éléments de la situation existante de droit qui risquent de subir les effets des facteurs de modification du milieu identifiés au point D.1., que l'on qualifie de "vulnérabilités du milieu" (art. 42, al. 2, 4^o, du CWATUP), ou qui constituent des "contraintes aux implantations" projetées. Ils doivent être cartographiés.

Une attention particulière sera portée aux zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux directives 79/409/C.E.E. et 92/43/C.E.E. (art. 42, al. 2, 5^o, du CWATUP).

Les éléments d'une situation existante de droit sont listés à l'annexe D.2., sans prétention à l'exhaustivité.

D.3. Description de la situation existante de fait

Il s'agit d'identifier les éléments de la situation existante de fait qui risquent de subir les effets des facteurs de modification du milieu identifiés au point D.1., que l'on qualifie de "vulnérabilités du milieu", ou qui constituent des "contraintes aux implantations" projetées. Ils doivent être cartographiés.

Une attention particulière sera portée :

- aux zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux directives 79/409/C.E.E. et 92/43/C.E.E.;
- à la présence d'établissement présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 96/82.C.E.;
- à l'inscription de zones dans lesquelles pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 96/82 C.E.

D.4. Présentation de variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre des zones d'affectation

Il s'agit, à partir des "vulnérabilités" et "contraintes" identifiées aux points D.2. et D.3., de rechercher des variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre aux zones d'affectation de l'avant-projet.

Les variantes visent à éviter, réduire ou compenser les incidences environnementales et les contraintes d'implantation. Un exercice du même type sera mené au point D.6. après évaluation des effets sur l'environnement des variantes identifiées ici.

Les variantes de délimitation portent sur le contour de la zone d'affectation.

Les variantes de conditions de mise en œuvre portent sur les prescriptions supplémentaires et les autres mesures d'aménagement envisageables (voir annexe A).

D.5. Evaluation des effets probables aux différentes étapes de mise en œuvre du plan des variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre (art. 42, al. 2, 8^o et 9^o, du CWATUP)

Il s'agit d'identifier les éléments de la situation existante de droit et de la situation existante de fait qui risquent de subir les effets des facteurs de modification du milieu liés aux variantes de localisation identifiées au point C et aux variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre identifiées au point D de façon à mettre en évidence leurs incidences non négligeables probables (effets secondaires cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs) sur l'environnement, ainsi que sur l'activité agricole et forestière.

Cette analyse doit être menée pour chacune des étapes de mise en œuvre des variantes :

- équipement des zones d'affectation et construction des installations;
- fonctionnement des activités.

Elle devra également permettre d'établir si l'aménagement projeté par l'avant-projet de plan et ses variantes (de localisation/délimitation/mise en œuvre) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement des Régions voisines, en vue de l'application éventuelle des dispositions de l'article 43, § 2, du Code modifié par le décret du 3 février 2005.

D.5.1 Identification des principales incidences environnementales

Les incidences environnementales à examiner sont listées à l'annexe D.5., cette liste n'est pas limitative.

D.5.2 Comparaison des variantes

Il s'agit de comparer les effets sur le milieu de l'avant-projet de plan et des différentes variantes.

D.5.3 Evolution probable en cas de non mise en œuvre du plan

Il s'agit d'examiner l'évolution probable de la situation environnementale si le plan ou l'une de ses composantes ou ensemble de composantes n'est pas mis en œuvre (art. 42, al. 2, 3^o, du CWATUP).

D.6. Mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs des variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre (art. 42, al. 2, 10^o, du CWATUP).

D.6.1. Présentation des mesures à mettre en œuvre

Il s'agit d'identifier les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs des variantes de délimitation et de conditions mise en œuvre identifiées au point D.4.

Il peut s'agir :

- d'ajustement de zones d'affectation voisines;
- de prescriptions supplémentaires;
- d'autres mesures d'aménagement.

D.6.2. Efficacité des mesures et estimation des impacts résiduels (non réductibles) de l'avant-projet ou de ses composantes ou ensembles de composantes et de chaque variante

D.6.3. Comparaison de l'avant-projet ou de ses composantes ou ensembles de composantes et de chaque variante

D.7. Evaluation des coûts et des délais de mise en œuvre des variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre

Il s'agit d'évaluer les coûts et les délais de mise en œuvre des variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre identifiées au point D.4. et de les comparer à ceux de l'avant-projet ou de ses composantes ou ensembles de composantes et des variantes de localisation identifiées au point C.6.

D.8. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre**A. SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION**

(correspond partiellement à l'art. 42, al. 2, 11^o, du CWATUP)

Il s'agit d'établir les avantages et inconvénients des différentes variantes identifiées au point C (variantes de localisation) et au point D (variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre).

Il s'agit de commenter les résultats notamment au regard du respect de l'article 1^{er}, § 1^{er}, du Code et de la prise en considération des objectifs de la protection de l'environnement identifiés au point A.2.1. en ce compris les motivations de l'avant-projet.

Cette synthèse devra permettre de se prononcer sur l'opportunité de réviser le plan de secteur sur base d'une analyse scientifique plus complète que celle sur laquelle s'appuyait l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège et, dans l'affirmative, d'opter pour un aménagement compatible avec l'article 1^{er}, § 1^{er}, du Code. Elle permet d'apprécier la pertinence des motivations de l'avant-projet décrites au point A.1.

Cette synthèse devra également permettre d'établir si l'aménagement proposé par l'avant-projet de plan et ses variantes de localisation, de délimitation et de conditions de mise en œuvre est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement des Régions voisines, en vue de l'application éventuelle des dispositions de l'article 43, § 2, du Code modifié par le décret du 3 février 2005. Cette position devra être justifiée par les résultats de l'étude.

B. COMPLEMENTS**F.1. Mesures envisagées pour assurer le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan de secteur**

(art. 42, al. 2, 13^o, du CWATUP)

Il s'agira de lister les impacts résiduels non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode d'évaluation, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

F.2. Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées

(art. 42, al. 2, 12^o, du CWATUP)

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'estimation des besoins.

F.3. Limites de l'étude

Il s'agit de lister les points qui devraient être approfondis dans les études d'incidences sur l'environnement qui seront réalisées sur les projets concrets lors des demandes de permis.

C. RESUME NON TECHNIQUE (maximum 30 pages + illustrations)

(art. 42, al. 2, 14^o, du CWATUP)

Ce résumé doit être compréhensible par un lecteur non spécialisé dans les matières abordées. Il doit être suffisamment documenté et se suffire à lui-même.

Annexe A**Prescriptions supplémentaires et autres mesures d'aménagement**

Les prescriptions supplémentaires visées à l'article 23, al. 2, 2^o, du Code sont définies à l'article 41 et peuvent porter notamment sur :

- la précision de l'affectation des zones;
- le phasage de leur occupation;
- la réversibilité des affectations;
- la densité des constructions ou des logements;
- l'obligation d'élaborer un plan communal d'aménagement préalable à leur mise en œuvre;
- l'obligation d'élaborer un règlement communal d'urbanisme préalable;

ou encore sur tout autre type de prescription d'ordre urbanistique ou planologique.

Les autres mesures d'aménagement visées à l'article 23, al. 2, 3^o, du Code recouvrent notamment :

- les équipements projetés sur le site et en dehors (infrastructures de transport, d'adduction d'eau, de gaz, d'électricité, d'égouttage/épuration);
- les dispositifs de gestion de l'environnement et d'atténuation des incidences (station d'épuration, bassin d'orage ...);
- les mesures d'intégration paysagère.

Annexe D.1.**Facteurs de modification du milieu****Facteurs de modification du milieu liés à la mobilisation ou à la consommation des ressources naturelles**

- Immobilisation du sol et sous-sol (retrait du sol et du sous-sol par rapport à d'autres activités humaines existantes et potentielles);
- Consommation d'eau.

Facteurs de modification du milieu liés aux rejets et émissions des activités

- Bruit;
- Rejets solides, liquides et gazeux, déchets.

Facteurs de modification du milieu ou risques liés au stockage de produits

- Matières premières, matières de process, produits, sous-produits et déchets ...

Facteurs de modification du milieu liés à la mobilisation des infrastructures et équipements publics dans et hors du site

- Mobilisation des voiries - circulation;
- Mobilisation des parkings;
- Mobilisation des équipements d'adduction (impétrants : eau, électricité, pipe-lines ...);

- Mobilisation des infrastructures de collecte et d'épuration des eaux usées.

Annexe D.2.

Situation existante de droit

Il convient notamment de relever les éléments suivants :

- Les périmètres et les zones d'aménagement réglementaires :
communes en décentralisation et/ou ayant adopté un RCU, périmètres de PCA, plan d'assainissement de sous bassin hydrographique (P.A.S.H.), périmètres d'application du règlement général sur les bâtisses en site rural ...
- Les objets territoriaux soumis à réglementation particulière :
statut juridique des voiries et voies de communication, statut juridique des bois et forêts, réseau RAVEL, statut juridique des cours d'eau ...
- Les périmètres d'autorisation à restriction du droit civil :
périmètres des lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du fond des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique ...
- Les périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel :
périmètres de remembrement, périmètres de revitalisation urbaine, périmètres de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées ...
- Les périmètres et sites patrimoniaux :
monuments et sites classés y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de la Belgique, liste des arbres et haies remarquables ...
- Les périmètres de contraintes environnementales (dont notamment les périmètres de prévention de captage, les zones Natura 2000, les zones d'aléas d'inondation, les zones liées à l'enquête inondation, ...).
- Les périmètres d'intérêt paysager :
délimitation des périmètres d'intérêt paysager tels qu'inscrits au plan de secteur.
-
-
-
-
-
-

Annexe D.3.

Situation existante de fait

Le milieu biophysique

- Air et climat (dont la direction du vent);
- Eaux de surface et souterraines;
- Sol et sous-sol (dont le relief et l'identification des gisements de grande valeur économique ou patrimoniale à protéger, les sites pollués et les sites de CET);
- Biotopes;
- Risques naturels et contraintes géotechniques auxquels est soumis le périmètre d'étude :
- inondations;
- phénomènes karstiques;
- risque minier;
- éboulement;
- glissement de terrain;
- risque sismique;
- Périmètres d'intérêt paysager (en fonction des lignes de force du paysage et de la présence de points de vue remarquables);
- Zones réservées pour la création d'éventuels bassins de rétention.

Le milieu humain

- Ambiance sonore et olfactive;
- Localisation de l'habitat, structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics;
- Patrimoine culturel et naturel;
- Paysage et ambiance visuelle;
- Infrastructure et équipements;
- Le cheminement des modes lents;
- Présence de biens immobiliers ou d'un site classé;
- Réseau de transports en commun et fréquences - cartes d'accessibilité;
- Existence de zones vulnérables à proximité des établissements SEVESO.

Les activités humaines

- Nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles (dans le cadre du plan de secteur actuel);
- Equipements socioculturels sensibles;
- Autres occupations humaines sensibles aux activités dérangeantes;
- Activités agricoles;
- Autres activités économiques.

Annexe D.5.

Incidences environnementales

Effets sur l'air et le climat

- Eventuelle perturbation du microclimat par des bâtiments de grande hauteur (ombre portée, effets de turbulence aux pieds des bâtiments de grande hauteur ...);

- Eventuelle participation à la formation de brouillards par le rejet de poussières dans l'atmosphère.
- Eventuel rejet de gaz à effet de serre, consommation énergétiques.

Effets sur les eaux superficielles et souterraines

- Modification du régime des nappes aquifères et de l'hydrologie des cours d'eau liée à l'imperméabilisation des sols par les bâtiments et aménagements au sol (voiries et parkings);
- Incidences sur les plans d'épouillage P.A.S.H,
- Modification de la qualité chimique, micro biologique et de la turbidité des cours d'eau liée aux rejets des eaux pluviales et épurées;
- Modification du régime des cours d'eau liée au rejet des eaux pluviales et épurées;
- Risque de pollution accidentelle notamment liée au stockage de produits ou de déchets;
- Possible mobilisation de ressources en eau de proximité par puisage;
- Régime karstique et effondrements par le rabattement des nappes;
- Modifications des bassins hydrographiques suite aux rectifications des lits mineurs des cours d'eau;
- Incidences sur la qualité des eaux souterraines.

Effets sur le sol et le sous-sol

- Immobilisation non réversible du sol et du sous-sol liée à l'implantation des bâtiments et aux aménagements du sol par les voiries et parkings;
- Risque de pollution accidentelle des sols liée notamment au stockage de produits ou de déchets;
- Effondrements karstiques et/ou miniers avec risques majeurs;
- Glissement de terrains liés à la nature du substrat géologique.

Effets sur la faune et la flore

- Destruction et/ou fragmentation des biotopes liée à l'implantation des bâtiments, aux aménagements au sol et à la modification du relief du sol;
- Altération des écotopes par des polluants gazeux, liquides ou solides;
- Perturbation de la faune liée aux activités (bruits, mouvements, disparition d'habitat ...);
- Impact sur les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux directives 79/409/CEE (conservation des oiseaux sauvages) et 92/43/CEE (conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages = réseau Natura 2000).

Effets sur la santé et la sécurité de l'homme

- Altération de la santé liée au bruit généré par les infrastructures routières et ferroviaires, le trafic aérien les industries et activités soumises à permis d'environnement;
- Altération de la santé liée au rejet de polluants atmosphériques;
- Atteinte à la sécurité liée à l'accroissement de la circulation de motos, voitures et camions sur le réseau de voiries;
- Vibrations dues aux activités des entreprises (cribles, concasseurs, broyeurs ...)

Effets sur l'agrément des conditions de vie

- Altération de l'ambiance olfactive par le rejet de polluants gazeux voire de déchets;
- Altération de l'ambiance sonore par des activités bruyantes et l'accroissement du trafic routier, ferroviaire et aérien;
- Altération de la qualité visuelle liée à la volumétrie ou à la composition architecturale et urbanistique des futurs bâtiments ainsi qu'aux modifications probables de relief du sol pour les implanter.

Effets sur les biens matériels et patrimoniaux

- Dégradation des biens immobiliers patrimoniaux par les rejets atmosphériques de certaines industries polluantes;
- Atteinte à d'éventuels sites archéologiques;
- Effets sur la situation foncière.

Effets sur la mobilité, les réseaux et infrastructures

- Partage modal du trafic;
- Mobilisation inadéquate des infrastructures routières à l'origine d'incidences sur la fluidité du trafic;
- Perturbation par un apport de charge inadéquate sur le réseau de viabilité et d'épuration des eaux;
- Surcharge des réseaux électriques, de gaz et de communication.

Effets sur les activités

- Impact sur les activités primaires (agriculture, sylviculture) présentes sur le site de l'avant-projet lié à la mobilisation de la ressource sol et sous-sol;
- Impact sur certains usages du sol et activités permanentes ou occasionnelles sensibles (résidences, tourisme ...) lié aux éventuelles nuisances sonores et olfactives.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 3931

[2007/202859]

19. JULI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Revision des Sektorenplans Lüttich (Karten 41/S, 41/8N, 41/8S, 42/IN, 42/IS und 42/5N) und zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Planrevision im Hinblick auf die Verlagerung der Streitkräfte in Lüttich-Bierset und zur Gewährung zugunsten der Gemeinden Ans und Saint-Georges von vorbehaltlichen planologischen Ausgleichmaßnahmen im Rahmen der Revision des Sektorenplans Lüttich, um die Entwicklung der Flughafenaktivität von Lüttich-Bierset und der mit ihr verbundenen Aktivität zu ermöglichen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 26, 27, 28, 30, 35, 39, 40-6°, 41-1°, 42 bis 46;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere Artikel 1bis, eingefügt per Dekret vom 1. April 1999 und abgeändert durch die Dekrete vom 8. Juni 2001, 25. Oktober 2001, 29. April 2004, 15. Dezember 2005 und 2. Februar 2006;

Aufgrund des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 26. November 1987 zur Festlegung des Sektorenplans von Lüttich, abgeändert vor allem durch den Erlass der wallonischen Regionalexekutive vom 10. Dezember 1992 und die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993, 4. Mai 1995 und 6. Februar 2003;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich (Karten 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N und 42/1S) im Hinblick auf die Verlagerung der Streitkräfte in Lüttich-Bierset und zur Gewährung zugunsten der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse von planologischen Ausgleichsmaßnahmen zu den Abänderungen am Sektorenplan Lüttich, um die Entwicklung der Flughafenaktivität von Lüttich-Bierset und der mit ihr verbundenen Aktivität zu ermöglichen.

In der Erwägung, dass dieser Erlass am 2. September 2004 im *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht worden ist;

In der Erwägung, dass das durch diesen Erlass eingeleitete Verfahren zur Revision des Sektorenplans Lüttich nicht weitergeführt werden kann, da der Entwurf zur Revision des Sektorenplans von der Wallonischen Regierung nicht vor dem Inkrafttreten des Programmdekrets "zur Ankurbelung der Wirtschaft und administrativen Vereinfachung" vom 3. Februar 2005 vorläufig verabschiedet worden ist; dass es nun gilt, dem in Artikeln 42 ff des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, in ihrer durch das vorgenannte Programmdekret abgeänderten Fassung, festgelegten Verfahren Rechnung zu tragen;

In der Erwägung, dass der Beschluss, den Sektorenplan einer Revision zu unterziehen, gemäß dem neuen Verfahren ausdrücklich von der Wallonischen Regierung gefasst werden muss, was im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 nicht erwähnt war;

In der Erwägung, dass dieser Beschluss außerdem vor der Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision, oder zumindest gleichzeitig gefasst werden muss;

In der Erwägung, dass der am 27. Mai 2004 verabschiedete Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich auf eine Weiterführung der Strukturierung des Gebiets abzielte, so wie sie im Rahmen der am 6. Februar 2003 verabschiedeten Revision des Sektorenplans Lüttich eingeleitet worden war, insbesondere durch die Reservierung des für die Verlagerung der Streitkräfte notwendigen Raums und die Eintragung von neuen Wohn- und Gewerbegebieten anschließend an die Abänderung der Zweckbestimmung bestimmter Gebiete;

In der Erwägung, dass der von der Wallonischen Regierung gefasste Beschluss zur Verankerung eines Teils der wirtschaftlichen Entwicklung der Wallonischen Region auf der Tätigkeiten von zwei Flughäfen dauerhaft gemacht werden muss, und zwar dadurch, dass die notwendigen Räume dem Schutz und der Erhaltung der Kommunikationsinfrastruktur (hier des Flughafens Lüttich-Bierset) gewidmet werden müssen;

In der Erwägung, dass nun neue Informationen verfügbar sind hinsichtlich der Projekte, die den am 27. Mai 2004 verabschiedeten Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich bestimmten, und dass die Wallonische Regierung über neue Projekte informiert worden ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung seitdem ihre Politik der Lärmbekämpfung im Rahmen der Aktivität der regionalen Flughäfen festgelegt hat, und zwar in zwei Erlassen, einerseits über die Lärmzonen des langfristigen Entwicklungsplans und des Lärmbelastungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset, und andererseits über die Städtebauordnung hinsichtlich der akustischen Qualität für die Bauten in den Zonen B, C und D der langfristigen Entwicklungspläne der Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Brüssel Süd.;

In der Erwägung, dass sich aus diesen Erlassen ergibt, dass die Grenzen der Lärmzonen leicht abweichen von denen, worauf sowohl die am 6. Februar 2003 verabschiedete Revision des Sektorenplans Lüttich wie der Vorentwurf zur Revision vom 27. Mai 2004 beruhen, und dass die Bedingungen der Vereinbarkeit der Wohnfunktion mit der Flughafenaktivität nun festgelegt sind, sowohl für bestehende Bauten als für den Bau von neuen Wohnungen;

In der Erwägung, dass das Programmdekret vom 3. Februar 2005 den Artikel 33 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe abgeändert hat, um die Umsetzung der in Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung verwandelten Bauerwartungsgebiete zu vereinfachen; dass die neuen Bestimmungen durch die Verkürzung der Fristen für die vor ihrer Durchführung durchzuführenden Verwaltungsverfahren den von der Wallonischen Regierung gefassten Beschluss, die Wahl der Zweckbestimmung mancher dieser Gebiete nicht mehr aufzuschieben, wieder in Frage stellen;

In der Erwägung, dass Art. 46, § 1, 3°, des CWATUP in seiner vom Dekret vom 3. Februar 2005 abgeänderten Fassung Folgendes vorsieht:

"Die Eintragung jedes neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets wird ausgeglichen, und zwar dadurch, dass ein bestehendes, zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in gleichem Maße verändert wird, oder durch jegliche von der Regierung bestimmte Ausgleichung."

In der Erwägung, dass die Anwendung dieser Bestimmung im Rahmen eines dicht verstädterten Gebiets, das starken umweltbezogenen Beanspruchungen unterworfen ist, die auf die Entwicklung der Flughafenaktivität zurückzuführen sind, die Wallonische Regierung dazu gebracht hat, die Bedürfnisse hinsichtlich neuer zur Verstädterung bestimmter Gebiete auf ganz genaue Weise neu zu bewerten, und die betroffenen Flächen auf das strikt Notwendige zu beschränken;

In der Erwägung schließlich, dass der am 27. Mai 2004 verabschiedete Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich materielle Fehler aufwies, sowohl betreffend den Erlass als den beigefügten Plan;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich demnach außer Kraft zu setzen ist, und dass demnach ein neues Verfahren zur Revision des Sektorenplans Lüttich einzuleiten ist;

In der Erwägung, dass die nun von der Wallonischen Regierung beabsichtigte Revision des Sektorenplans die folgenden Ziele hat :

1. die Reservierung der notwendigen Räume für den Schutz und die Erhaltung der Kommunikationsinfrastruktur, die der Flughafen Lüttich-Bierset bildet;
2. die Reservierung der notwendigen Räume für die Verlagerung der Streitkräfte anschließend an die Entwicklung der Flughafenaktivität in Lüttich-Bierset auf den früher von den Streitkräften besetzten Geländen;
3. die Eintragung von Wohngebieten oder Gebieten mit ländlichem Charakteren auf dem Gebiet der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse in Anwendung der Paragraphen 2 und 7 von Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 über die endgültige Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Lüttich;
4. die Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet von Grâce-Hollogne und Saint-Georges-sur-Meuse;
5. die Eintragung von Gebieten für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse;

Reservierung der notwendigen Räume für den Schutz und die Erhaltung der Kommunikationsinfrastruktur

In der Erwägung, dass die 2003 verabschiedete Revision des Sektorenplans Lüttich zum Ziel hatte, die Ordnung des Raums in der Nähe des Flughafens auf der Grundlage der Projekte der Wallonischen Regierung im Bereich der wirtschaftlichen Entwicklung zu strukturieren; dass die vorschriftsmäßigen Maßnahmen, die sie hinsichtlich der Bodenbenutzung und der Beachtung der Lebensqualität der Anwohner getroffen hat, auf diesen Projekten beruhen;

In der Erwägung, dass die 2003 verabschiedete Revision des Sektorenplans Lüttich hingegen keine besonderen Maßnahmen zum Schutz oder zur Erhaltung der Infrastruktur selbst umfasste, wobei die gute Funktion dieser Infrastruktur jedoch für den Erfolg der von der Regierung beschlossenen Politik unerlässlich ist;

In der Erwägung, dass jedoch ein Risiko besteht, dass die Verstärkung der Wohndichte auf Frist ihre gute Funktionsweise gefährdet; dass, obwohl die heutige Verstädterung in der Nähe des Flughafens dessen Betrieb jetzt nicht beeinträchtigt, die notwendigen Maßnahmen jedoch ab sofort zu treffen sind, um die Weiterentwicklung der Wohndichte zu beherrschen;

In der Erwägung, dass die Kontrolle der Verstädterung der Gelände in der Nähe der Flughafeninfrastruktur eine prioritäre Zielsetzung bildet, die eine langfristige Erhaltung der guten Funktionsweise dieser Infrastruktur garantiert;

In der Erwägung, dass der Sektorenplan Lüttich hauptsächlich die verstädterbaren Gebiete in Gewerbegebieten und Gebieten für konzertierte kommunale Raumordnung betrifft, für die eine zusätzliche Vorschrift gilt, die auf dem Plan mit dem Zeichen "S.12" markiert ist, wodurch die Wohnfunktion auf Frist ausgeschlossen wird;

In der Erwägung, dass die Kontrolle der Urbanisierung der für wirtschaftliche Aktivitäten bestimmten Gebiet grundsätzlich als sicher gilt, da diese von der Flughafenaktivität eng abhängen und auch wegen der kleinen Zahl der betroffenen Akteure, ist die Situation für die Gebiete für konzertierte kommunale Raumordnung ganz anders, da deren Verwirklichung, die heute von den Gemeindebehörden abhängt, in der Zukunft Gegenstand von Forderungen mehrere Akteure sind wird, deren Zweck in der großen Mehrheit nichts mit der Arbeitsweise des Flughafens und der sich daraus ergebenden wirtschaftlichen Entwicklung zu tun hat; dass die Wohnfunktion, die schon sehr wichtig ist, von diesem Standpunkt her, eine Bedrohung für den Erhalt der Infrastruktur bilden kann, wenn die Bedingungen ihrer Weiterentwicklung nicht strikt begrenzt werden;

In der Erwägung, dass die von der Wallonischen Regierung im 2003 berücksichtigte Option, die Wohnfunktion auf Frist in den Gebieten auszuschließen, die zur Wohnfunktion bestimmt waren und die als Erwartungsgebiete neu eingestuft wurden, in der Wirklichkeit nicht genug umgesetzt wurde, gilt es folgende Frage zu stellen: welche Handlungen und Arbeiten sind dort noch erlaubt? - um der heute von der Wallonischen Regierung gesteckten Zielsetzung zu genügen.

In der Erwägung, dass der Sektorenplan Umkreise umfassen kann, wo ein besonderer Schutz aus den in Artikel 40 des CWATUP erläuterten Gründen berechtigt ist; dass der Reserveumkreis insbesondere darauf abzielt, "die notwendigen Flächen zur Verwirklichung, zum Schutz oder zur Erhaltung einer Kommunikations- oder Verkehrsinfrastruktur oder einer Flüssigkeits- oder Energietransportinfrastruktur vorzubehalten";

In der Erwägung, dass das von der Wallonischen Regierung verfolgte Ziel des Schutzes und der Erhaltung der Kommunikationsinfrastruktur, die der Flughafen von Lüttich-Bierset bildet, durch die Eintragung eines Reserveumkreises erreicht werden kann;

In der Erwägung, dass es unbedingt notwendig ist, dass der Sektorenplan den potentiellen Entwicklungen aller Aktivitäten, die die Infrastruktur des Flughafens Lüttich-Bierset beeinträchtigen könnten, vorgreift, und dies nicht nur was die Zone als Wohngebiet angeht, sondern im Allgemeinen;

In der Erwägung, dass die *ratio legis* der Artikel 40, 6°, und 452/25 des CWATUP darin besteht, die zukünftigen Infrastrukturen zu schützen, nicht nur vor bereits bekannten Aktivitäten sondern auch vor neuen, heute noch nicht bekannten Anlagen; dass, dadurch, dass man sich die Möglichkeit gibt, weitere Genehmigungen für Projekte, die die Aktivität der Flughafeninfrastruktur beeinträchtigen könnten, zu verweigern oder nur bedingt zu erteilen, die Bildung des Reserveumkreises die Lösung ist, um die Zielsetzung des CWATUP auf begründete, ausgeglichene und vernünftige Weise zu erreichen;

In der Erwägung in der Tat, dass die Verweigerung einer Genehmigung oder deren bedingte Erteilung im Reserveumkreis, ein Mittel ist, um den zur Umsetzung, zum Schutz oder zur Erhaltung der Flughafeninfrastruktur notwendigen Raum zu reservieren;

In der Erwägung, dass obwohl der Lärmbelastungsplan als solcher kein Mittel der Raumordnung ist, er jedoch bei der Revision des Sektorenplans von Lüttich-Bierset durch den Erlass vom 6. Februar 2003, eins der wichtigsten Elemente zur Begründung der Abänderung des Plans gebildet hat; dass das Ziel der Abänderung des Sektorenplans im Jahre 2003 wie bereits erwähnt darin bestand, die gesamte Zone A des Lärmbelastungsplans (wie er damals begrenzt war) als Wohngebiet auszuscheiden: alle Wohngebiete in der Nähe des Flughafengebiets wurden in eine industrielles oder gemischtes Gewerbegebiet verwandelt und die Wohngebiete, die etwas weiter gelegen waren, wurden in ein Bauerwartungsgebiet verwandelt, unter Beifügung einer zusätzlichen Vorschrift mit dem Kennzeichen *S.12, wodurch die Funktion als Wohngebiet auf Zeit ausgeschlossen wurde; dass am 29. April 2004 ein Wallonisches Dekret verabschiedet wurde, durch welches der Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1993 über die Lärmbekämpfung abgeändert worden ist; dass dieses Gesetz die Festlegung von zwei Umkreisen vorsieht : ein alle 3 Jahre revidierbarer Lärmbekämpfungsplan, der dem gegenwärtigen und für die nächsten 10 Jahre vorgesehenen Betrieb der Infrastruktur entspricht, und ein langfristiger Entwicklungsplan des Flughafens, der einer maximalen Benutzung des Flughafens entspricht; dass dieses Dekret sich auf den Lärmfaktor Lden anstatt Ldn bezieht; dass die Zonen des Lärmbelastungsplans und des langfristigen Entwicklungsplans in dem Erlass vom 27. Mai 2004 festgelegt worden sind; dass die Zone A des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens von Lüttich-Bierset logischerweise größer ist als die Zone A des Lärmbelastungsplans, auf dem die Wallonische Regierung sich bei der Revision des Sektorenplans im 2003 bezogen hatte, da sie einer maximalen Benutzung der Flughafeninfrastruktur entspricht; dass, wenn der Umkreis der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans aufgrund Kriterien u.a. akustischer Art festgelegt worden ist, es jedoch eine Beziehung gibt zwischen diesem Plan und dem Reserveumkreis; dass somit vorgeschlagen wird, beide Umkreise zu fusionieren, indem jedoch darin erinnert wird, dass, obwohl es eine Beziehung gibt, was die Gründe für die Konfiguration beider Umkreise angeht, beide jedoch zwei unterschiedlichen Ordnungen unterliegen;

In der Erwägung, dass, was die Städtebauordnung angeht, die Eintragung eines Reserveumkreises als Überdruck über die Gebiete des Sektorenplans, die sich im Umkreis der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset befinden, als Folge haben sollte, dass die Handlungen und Arbeiten zum Bau oder Wiederaufbau von Gebäuden mit einer Wohn- bzw. Unterkunftfunktion oder der Umbau bzw. die Änderungen der Zweckbestimmung von bestehenden Gebäuden oder Teilen von Gebäuden, mit dem Ziel, ihnen eine Wohn- bzw. Unterkunftfunktion zu vergeben, oder die Anzahl der Wohneinheiten zu vergrößern, verboten werden;

In der Erwägung, dass es somit keinen Anlass mehr gibt, um die Bauerwartungsgebiete, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 zur endgültigen Verabschiedung des Sektorenplans von Lüttich auf dem Gebiet der Gemeinden Ans, Flémalle et Saint-Georges-sur-Meuse eingetragen wurden, mit der zusätzlichen, mit dem Kennzeichen "S12" auf dem Plan markierten Vorschrift, die dort die Wohnfunktion auf Zeit ausschloss, zu versehen;

In der Erwägung, dass, da die Wohnfunktion eine der beiden Hauptbestimmungen der Wohngebiete mit ländlichem Charakter im Sinne des Artikels 27 des CWATUP bildet, die Erhaltung dieser Bestimmung im Sektorenplan Verwirrung hervorruft hinsichtlich der Möglichkeit, in den betreffenden Zonen eine Entwicklung der Wohnfunktion zu erlauben, welche diese sich aber den Grenzen unterwerfen muss, die die Wallonische Regierung auferlegen will; dass es demnach deutlicher ist, die 2003 umgesetzten Grundsätze anzunehmen, n.l.: den bebauten Teil der Gelände in ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung zu verwandeln, in diesem Fall ohne die zusätzliche, mit dem Kennzeichen "S.12" markierte Vorschrift, da diese nicht mehr nötig ist, und die nicht bebauten Teile der Gelände aufgrund des bestehenden Umfelds zu bestimmen;

In der Erwägung, dass diese Lösung jedoch nicht anwendbar ist, was die beiden Zonen betrifft, die sich auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne befinden, und dies wegen deren Konfiguration; dass es andererseits aber gerechtfertigt ist, auf diese an den Flughäfen angrenzenden Gelände die im Sektorenplan für das Gebiet innerhalb des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur festgelegte Zweckbestimmung auszudehnen;

In der Erwägung, dass demnach vorgeschlagen wird, die Gelände, die sich rue de Fontaine befinden, in ein industrielles Gewerbegebiet zu verwandeln, mit der folgenden zusätzlichen Vorschrift (die auf dem beiliegenden Plan mit dem Kennzeichen "S.02" markiert wird):

"Diese Zone wird den Betrieben vorbehalten, die die Infrastrukturen des Flughafens benutzen, und deren Tätigkeit einen Standort in unmittelbarer Nähe und in Verbindung mit dem Flughafen benötigt, wie z.B. Betriebe für die Herstellung und den Vertrieb von Produkten, u.a. mit hohem Wertzuwachs; diese Zone umfasst am Rande des ländlichen Wohngebietes von Bierset ein mindestens 50 m breites Isolierumfeld, das sich je nach Beschaffenheit des Geländes aus grünen Zinnen oder pflanzlich dicht bewachsenen Stellwänden zusammensetzt und falls es die geplante Tätigkeit erfordert, über einen entsprechenden Lärmschutzwald verfügt; geeignete Baunormen zur Gewährleistung des Übergangs zwischen der Gewerbezone und der Agrarzone werden auferlegt";

In der Erwägung, dass demnach vorgeschlagen wird, die Gelände, die sich südlich von Bierset befinden, in ein gemischtes Gewerbegebiet zu verwandeln, mit der folgenden zusätzlichen Vorschrift (die auf dem beiliegenden Plan mit dem Kennzeichen "S.05" markiert wird):

"Besagte Zone ist den Tätigkeiten vorbehalten, die nur ein geringes Transportaufkommen verursachen; die Unternehmen aus dem Einzelhandel sind ausgeschlossen; Neubauvorhaben werden in die bereits bestehenden Baumasse integriert";

In der Erwägung dementgegen, dass der bebaute Teil des Wohngebiets mit ländlichem Charakter der rue Fond Bougerie auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse aufgrund seiner Konfiguration als Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung verwandelt werden kann, wobei der Rest des Gebiets als Agrarzone bestimmt werden kann;

In der Erwägung, dass das Wohngebiet mit ländlichem Charakter ganz südlich des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur auf beiden Seiten der rue de Warfusée einen besonderen Fall bildet, da seine Bestimmung erhalten worden war, während es bereits von der Zone A des Lärmbelastungsplans betroffen war; dies war im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich bestätigt worden, in dem jedoch eine zusätzliche Vorschrift mit folgendem Wortlaut beigefügt war: "Jede Genehmigung zum Bau neuer Wohnungen oder zur Abänderung der vorhandenen Wohnmöglichkeiten, die zu einer Erhöhung deren Wohnkapazität führen würde, ist in dem unter der Abkürzung *S.27 vermerkten Gebiet untersagt."

In der Erwägung, dass es keinen Anlass mehr gibt, diese Besonderheit aufrechtzuerhalten, und dass für dieses Gebiet dieselben Grundsätze als für die anderen Gebiete anzuwenden sind, n.l.: den bebauten Teil der Gelände in ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung zu verwandeln, und die nicht bebauten Teile der Gelände aufgrund des bestehenden Umfelds zu bestimmen: Agrargebiet und Parkgebiet;

In der Erwägung, dass der Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur nicht mehr auf die Gelände übergreift, die sich in einem Bauerwartungsgebiet befinden, und auf dem Plan, der dem Erlass vom 6. Februar 2003 beigefügt ist, mit dem Kennzeichen "S.12" markiert sind; dass, wenn diese Gelände wieder zu Wohnzwecken dienen können, die Wallonische Regierung jedoch den Willen hat, diese Gelände in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung festzuhalten, in dem die zusätzliche Vorschrift jedoch abgeschafft wurde, damit deren Einrichtung mit den Optionen vereinbar bleibt, die die betroffenen Gemeindebehörden für die Gelände treffen werden, die sich innerhalb des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur befinden;

In der Erwägung, dass in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004, die Bauerwartungsgebiete von Hombroux in Ans, Awirs in Flémalle und "Les communes" in Saint-Georges-sur-Meuse mit einer zusätzlichen Vorschrift mit der Markierung "S.19" auf dem dem Erlass beigefügten Plan versehen waren; dass der Inhalt dieser zusätzlichen Vorschrift nicht im Text des Erlasses steht; dass der sich aus der Begründung des Erlasses ergebende Wille der Wallonischen Regierung darin bestand, dass die Tatsache, ob die Wohnfunktion in den Bauerwartungsgebieten, die sich in der Zone B des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset befinden, zu untersagen ist, von der Umweltverträglichkeitsstudie zu untersuchen ist, der der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zu unterwerfen ist;

In der Erwägung, dass diese Frage seit der Verabschiedung durch die Wallonische Regierung des Erlasses zur Regelung in Sachen Städtebau über die akustische Qualität der Wohnhäuser in den Zonen B, C und D der langfristigen Entwicklungspläne der Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Brüssel-Süd geregelt ist; dass die vorgenannten Zonen nicht mehr mit der o.a. zusätzlichen Vorschrift zu versehen sind;

In der Erwägung, dass unter den nicht unbedeutenden Auswirkungen dieser Komponente des Entwurfs, der Bewertung seiner Auswirkungen auf die Netze, Infrastrukturen (Sanierungsplan des Zwischeneinzugsgebiets der Maas-flussabwärts, usw.) und das Kulturerbe im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung besondere Aufmerksamkeit zu schenken sein wird;

Verlagerung der Streitkräfte

In der Erwägung, dass ein Teil der Gelände, die die Streitkräfte zu militärischen Zwecken besetzten, der Wallonischen Region übertragen wurden, und nun zu wirtschaftlichen Zwecken dienen; dass der zur Verlagerung der Streitkräfte notwendige Raum bei der Revision des Sektorenplans Lüttich laut dem Erlass vom 6. Februar 2003 nicht reserviert werden konnte, da damals kein konkretes Projekt bestand;

In der Erwägung, dass dieses Projekt nun beschlossen wurde und darin besteht, eine neue Landebahn für Hubschrauber (Länge = ca. 680 m), die parallel zu den Pisten des Flughafens verläuft, sowie alle für die Abteilung "Wing héli" notwendigen Infrastrukturen und Gebäude zu bauen, und dies auf Geländen nordwestlich der Straße zwischen Bierset und Velroux;

In der Erwägung, dass der Standort durch die Existenz von militärischen Infrastrukturen und die Verpflichtung, einen Zugang zu den Pisten des Flughafens vorzubehalten (laut dem technischen Übereinkommen vom 22. Mai 2003 in Anwendung des Kooperationsrahmenabkommens vom 23.12.2002 zwischen dem Belgischen Staat und der Wallonischen Region über die gemeinsame Benutzung des Flughafens Bierset für militärische Aktivitäten und Aktivitäten im Rahmen der zivilen Luftfahrt), gerechtfertigt wird;

In der Erwägung, dass, was die Sach- und Rechtslage angeht, die Gelände:

- in einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, in einem Agrargebiet, in einem gemischten und in einem industriellen Gewerbegebiet im Sektorenplan liegen;
- ab der N637 und Gemeindestraßen zugänglich sind;
- im Nordosten von der Wasserzuleitung von Grâce-Hollogne durchquert werden;
- sich in einer entfernten Präventivzone des Typs IIb der Wassergalerie Hespengau befinden;
- drei gallisch-römische Standorte umfassen; In der Erwägung, dass unter den nicht unbedeutenden Auswirkungen dieser Komponente des Entwurfs und unter Berücksichtigung seiner Merkmale, der Bewertung seiner Auswirkungen auf die Bevölkerung (Mobilität), die menschliche Gesundheit (Lärm) und die Einrichtung der benachbarten Gebiete im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans unterworfen sein wird, besondere Aufmerksamkeit zu schenken sein wird;

Durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003
vorbehaltene Wohngebiete oder Wohngebiete mit ländlichem Charakter

In der Erwägung, dass die Paragraphen 2 und 7 von Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Februar 2003 zur endgültigen Verabschiedung des Sektorenplans von Lüttich, um die Entwicklung des Flugbetriebs des Flughafens Lüttich-Bierset und der damit verbundenen Tätigkeit zu ermöglichen, eine Höchstfläche von 43 ha freihalten, die als Wohngebiet oder Wohngebiet mit ländlichem Charakter auf dem Gebiet der Gemeinde Ans zu benutzen ist, und eine Höchstfläche von 45 ha freihalten, die als Wohngebiet oder Wohngebiet mit ländlichem Charakter auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse zu benutzen ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Eintragung von neuen zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten verschoben hatte, da sie damals den Umkreis der vier Zonen des Lärmbelastungsplans, wo sie die Zulassung der Weiterentwicklung der Wohnmöglichkeiten als nicht zweckmäßig betrachtet hatte, nicht gutgeheißen hatte;

In der Erwägung, dass die Ansicht der Wallonischen Region auf der Feststellung beruhte, dass anschließend an die Abschaffung bestimmter Wohngebiete und Wohngebiete mit ländlichem Charakter im Sektorenplan nur ein geringes Angebot von zur Wohnung bestimmten Immobilien verfügbar war;

In der Erwägung, dass dieses Defizit im Angebot nach dem sogenannten "planttechnischen" Ansatz eingeschätzt wurde; dass dieser Ansatz in der Umweltverträglichkeitsprüfung empfohlen war, die im Rahmen des Revisionsverfahrens des Sektorenplans durchgeführt worden war; dass dieser Ansatz darin besteht, einen strikten Ausgleich für die Flächen festzulegen, die der Wohnfunktion zurückgenommen werden;

In der Erwägung, dass sowohl die seitdem von der Wallonischen Regierung erlassenen Maßnahmen in Sachen Lärmbekämpfung im Rahmen der Aktivität der regionalen Flughäfen als die von ihr gesteckten Ziele, deren Umsetzung Gegenstand der vorliegenden Revision des Sektorenplans Lüttich in Sachen Schutz und Erhaltung der Infrastruktur, grundsätzlich einen nicht so großen Einfluss auf die Fläche der Wohngebiete oder Wohngebiete mit ländlichem Charakter haben, die tatsächlich durch die Entwicklung des Flughafens belästigt werden, als die oben erwähnte Option, die als Folge hatte, dass sie von der vom Lärmbelastungsplan gedeckten Zone ausgeschlossen waren;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesen Gründen nicht beabsichtigt, im vorliegenden Entwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich die maximalen Flächen, die 2003 festgelegt worden waren, zu übertreffen;

In der Erwägung, dass die Standortbestimmung der neuen Wohngebiete mehrere Anforderungen miteinander vereinbar machen muss :

1. die Optionen des Entwicklungsplans des regionalen Raums einhalten (Stärkung der bestehenden bebauten Kerne, usw.);
2. an ein bereits bestehendes Gebiet angrenzen, das zur Urbanisierung bestimmt ist (Artikel 46, § 1, 1°, des CWATUP);
3. nicht die Form einer linearen Entwicklung am Wegenetz entlang haben (Artikel 46, § 1, 2°, des CWATUP);
4. sich außerhalb des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur von Lüttich-Bierset befinden, d.h. außerhalb der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans dieses Flughafens;
5. baufähige Gelände betreffen (größere physikalische Belastungen, Ausrüstungen, usw.);

In der Erwägung, dass was die Gemeinde Ans betrifft, vorgeschlagen wird, das zu Wohnzwecken bestimmte Gebiet auf die Gelände zu begrenzen, die an ein Wohngebiet angrenzen, und die sich außerhalb des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur von Lüttich-Bierset befinden, d.h.: die Gelände östlich der Domäne und des Schosses von Waroux;

In der Erwägung, dass, was die Sach- und Rechtslage angeht, die Gelände:

- auf dem Sektorenplan in einem Agrargebiet liegen;
- an ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung auf dem Gebiet der Gemeinden Ans und Awans angrenzen;
- ab Gemeindestraßen zugänglich sind;
- von einer Sickergalerie der CILE durchquert werden;
- teilweise von einem Aquädukt durchquert werden;
- zum Teil in einer nahen Präventivzone einer Wasserentnahmestelle des Typs IIa liegen;
- von zwei Gasleitungen durchquert werden;
- von der "Kluft von Horion Hozémont" durchquert werden, die sich unter der Kreideformation befindet;
- ehemalige Phosphatbetriebe umfassen;

- im Verzeichnis der Umkreise von landschaftlichem Interesse und Zonen mit bemerkenswertem Ausblick erwähnt werden, das von der ADESA für Rechnung der Wallonischen Region erstellt wurde;
- in einem Umkreis für gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern liegen;
- im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans Nr. 4 "nordwestlicher Teil" der ehemaligen Gemeinde Alleur liegen;

In der Erwägung, dass die Gemeindebehörden von Ans am 1. März 2004 einem kommunalen Mobilitätsplan zugestimmt haben;

In der Erwägung, dass die Grenzen der Zone so festgelegt worden sind, dass eine Fläche von 43 ha, die dem im Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 anerkannten Defizit an Grundstücken entspricht, eingetragen wurde; dieses sowie dessen geplante Lokalisierung müssen jedoch im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans unterzogen werden muss, bestätigt werden;

In der Erwägung, dass unter den nicht unbedeutenden Auswirkungen dieser Komponente des Entwurfs, der Bewertung seiner Auswirkungen auf die Untergrundgewässer, die Landschaft und die Einrichtung der benachbarten Gebiete im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans unterworfen sein wird, besondere Aufmerksamkeit zu schenken sein wird;

In der Erwägung, dass, was die Zweckbestimmung betrifft, vorgeschlagen wird, dieselbe Zweckbestimmung wie die des angrenzenden zur Verstädterung bestimmten Gebiets anzunehmen, d.h.: ein Wohngebiet; dass durch diese Option eine geeignete funktionelle Kontinuität mit dem bestehenden Kontext gewährleistet wird;

In der Erwägung, dass, was die Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse betrifft, mehrere Standorte, die sich alle südlich der Autobahn E42, d.h. im am meisten urbanisierten Teil der Gemeinde befinden, im Rahmen der Revision des Sektorenplans von Lüttich gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 schon geplant worden werden; dass nun vorgeschlagen wird, die Gelände am Standort "La Sarte" und nördliche der Kapelle Notre-Dame de Hal zu berücksichtigen;

In der Erwägung, dass, was die Sach- und Rechtslage angeht, die Gelände am Standort genannt "La Sarte":

- auf dem Sektorenplan in einem Agrargebiet liegen;
- ab Gemeindestraßen zugänglich sind;
- in der Zone C des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset liegen;
- keiner besonderen physikalischen Belastung ausgesetzt sind;

In der Erwägung, dass, was die Sach- und Rechtslage angeht, die Gelände nördlich der Kapelle Notre-Dame de Hal:

- auf dem Sektorenplan in einem Agrargebiet liegen;
- von Kommunalstraßen umkreist sind;
- in der Zone C des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset liegen;
- nördlich unweit der E42 liegen;
- nordwestlich einem Erdrutschrisiko ausgesetzt sind ("smectite sub-affleurante");

In der Erwägung, dass die Grenzen der Zonen so festgelegt worden sind, dass eine Fläche von 45 ha, die dem im Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 anerkannten Defizit an Grundstücken entspricht, eingetragen wurde; dieses sowie dessen geplante Lokalisierung müssen jedoch im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans unterzogen werden muss, bestätigt werden;

In der Erwägung, dass, was die Zweckbestimmung betrifft, vorgeschlagen wird, in beiden Fällen dieselbe Zweckbestimmung wie die des angrenzenden zur Verstädterung bestimmten Gebiets anzunehmen, d.h.: ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter; dass durch diese Option eine geeignete funktionelle Kontinuität mit dem bestehenden Kontext gewährleistet wird;

In der Erwägung, dass die in Artikel 25 des CWATUP angeführten Gebiete in Anwendung von Artikel 41 des CWATUP Zusatzvorschriften unterworfen sein können;

In der Erwägung, dass die drei neuen Gebiete durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 mit der folgenden zusätzlichen Vorschrift, die auf dem dem Erlass beigefügten Plan mit dem Kennzeichen "R.5.1" markiert ist, ausgestattet werden: "das Gebiet muss vor seiner Verwertung Gegenstand eines kommunalen Raumordnungsplans sein";

In der Erwägung, dass diese Gebiete nicht dazu bestimmt sind, Bodenreserven zu bilden, sondern ein Grundstückspotential darzustellen, das rasch umgesetzt werden kann; dass in diesem Falle und unter Berücksichtigung der Tatsache, dass keine öffentlichen Einrichtungen vorhanden sind, eine Gesamtstudie betreffend die Einrichtung dieser 3 Zonen sich für die Gemeindebehörden von selbst als notwendig erweisen wird; dass sie im Rahmen eines kommunalen Raumordnungsplans, dessen Ausarbeitungs- und Genehmigungsverfahren als besonders lang erscheinen können, nicht notwendigerweise formalisiert werden muss;

In der Erwägung jedoch, dass das neue Landpotential, das die Wallonische Regierung einzutragen plant, gemäß der Politik die sie durchführen möchte und deren Grundsätze in der 4. Zielsetzung des Entwicklungsplans des regionalen Raums aufzuwerten ist, d.h.: "die Städte und Dörfer strukturieren", was die Politik ist, die im Entwicklungsplan des regionalen Raums festgehalten wurde, um den Wallonischen Raum besser zu organisieren; dass es notwendig ist, die Kriterien betreffend die Konzentration und Phasierung der Bauten im Hinblick auf die schonende Benutzung des Bodens im Sinne von Artikel 1 des CWATUP festzulegen;

In der Erwägung, dass vorgeschlagen wird, die drei neuen Zonen mit der zusätzlichen Vorschrift (auf dem Plan mit "S.14" gekennzeichnet) auszustatten:

"die Gestaltung des Gebiets wird so entworfen, dass die Bauten um einen oder mehrere Pole konzentriert werden, deren Standort aufgrund der örtlichen physikalischen Eigenschaften und der Leistung der Kommunikations- und Versorgungsnetzwerke festgelegt wird; sie wird phasenweisen umgesetzt je nach der Fertigstellung der Bauten um den vorherigen Pol und das Kommunikations- und Versorgungsnetz";

Sonstige Änderungen an der Zoneneinteilung des Sektorenplans Lüttich

Auf dem Gebiet der Gemeinde Ans:

In der Erwägung, dass die Gemeindebehörden von Ans ein neues Fußballstadion sowie eine Schule für die Ausbildung von Jugendlichen bauen wollen, und zwar auf Geländen innerhalb des von den Straßen rue Guillaume Reynen, rue de Lantin und route militaire gebildeten Umkreises;

In der Erwägung, dass, was die Sach- und Rechtslage angeht, die Gelände:

- auf dem Sektorenplan in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung liegen, teilweise auf dem Gebiet der Gemeinde Juprelle;
- ab Gemeindestraßen zugänglich sind;
- sich in einer entfernten Präventivzone des Typs IIb der Wassergalerie Hespengau befinden;
- in der Achse S-N von einem Wasserlauf 3. Kategorie genannt "rigole d'Alleur" durchquert werden;
- in der Zone B des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset liegen;

In der Erwägung, dass die betroffene "Insel" in einem Teil des Gemeindegebiets liegt, wo sich bereits mehrere Gemeinschaftsanlagen befinden (öffentlicher Park, Velodrom, Fußballstadion, Tennis etc.), die mehrere Wohnviertel bedienen und somit zur Verbesserung der Lebensqualität der Anwohner beitragen;

In der Erwägung, dass die Grundstücke hauptsächlich der Gesellschaft für Sozialwohnungen "société de logements sociaux du plateau de Ans" gehören; dass das Vorhaben eine bessere Alternative als der Bau von Wohnungen darstellt, wegen der Lage in der Zone B des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset;

In der Erwägung, dass aus diesen Gründen vorgeschlagen wird, 24 ha des Teils des auf dem Gebiet der Gemeinde Ans befindlichen Gebiets für konzertierte kommunale Raumordnung für öffentliche Dienste und Gemeinschaftsanlagen zu bestimmen; dass die Abgrenzung und Umsetzungsbedingungen dieses Gebiets jedoch noch bestätigt werden müssen, unter Berücksichtigung der Art des Umfelds und der Anforderungen, die von der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans unterworfen wird, hervorgehoben werden;

In der Erwägung, dass unter den nicht unbedeutenden Auswirkungen dieser Komponente des Entwurfs, der Bewertung seiner Auswirkungen auf die Mobilität und die Einrichtung der benachbarten Gebiete im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans unterworfen sein wird, besondere Aufmerksamkeit zu schenken sein wird;

Auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle :

In der Erwägung, dass die Einrichtung eines Freizeitgebiets (Golf und Nebenanlagen), wie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich erwähnt, nicht mehr aktuell ist;

In der Erwägung, dass vorgeschlagen wird, einerseits den bebauten Teil der Grundstücke als Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung zu benutzen und andererseits die unbesetzten und hinsichtlich ihrer Merkmale homogenen Teile als Agrargebiet zu benutzen; dass diese Option ebenfalls im Rahmen des Ausgleichs der neuen Zonen, die die Wallonische Regierung der Verstädterung widmen will, interessant ist;

In der Erwägung, auf dem Plan, der dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 zur endgültigen Verabschiedung des Sektorenplans von Lüttich beigefügt ist, die Grenze des gemischten Gewerbegebiets, das als Erweiterung des bereits bestehenden gemischten Gewerbegebiets genannt "Cahottes" eingetragen ist, nicht materialisiert ist, während die Option der Regierung gerade darin bestand, dieses Gebiet vom benachbarten Gebiet zu unterscheiden, indem sie mit der zusätzlichen Vorschrift, die auf dem Plan mit dem Kennzeichen "S.04" materialisiert ist, ausgestattet wird; dass dieser materielle Fehler nun zu verbessern ist;

Auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne:

1. Industriepark:

In der Erwägung, dass die Gesellschaft BREMHOVE/MAFER ihre Aktivitäten nach Westen ausdehnen möchte, d.h. auf Gelände, die an den Industriepark Grâce-Hollogne angrenzen, und durch die E42, die chaussée de Liège und die rue de Wallonie begrenzt sind;

In der Erwägung, dass, was die Sach- und Rechtslage angeht, die Gelände:

- auf dem Sektorenplan in einem Wohngebiet und einem Grüngelände liegen;
- an den Industriepark von Grâce-Hollogne angrenzen;
- ab einer Regionalstraße zugänglich sind, n.l. der N604;
- in der Zone C des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset liegen;
- sich in einer entfernten Präventivzone des Typs IIb der Wassergalerie Hespengau befinden;
- was den auf dem Sektorenplan in einem Wohngebiet befindlichen Teil betrifft, schon wirtschaftlichen Tätigkeiten gewidmet sind;

In der Erwägung, dass die Änderung der Zweckbestimmung eines Teils des Grüngeländes entlang der Autobahn der Wallonie, um es als industrielles Gewerbegebiet zu benutzen, dessen Einrichtung grundsätzlich nicht ändert, da es wegen seines Standorts an der Peripherie des Gebiets sowieso dazu dienen wird, den Umkreis oder das Abschirmgebiet festzulegen, die kraft Art. 30 des CWATUP auferlegt sind;

In der Erwägung, dass vorgeschlagen wird, die zur Zeit in einem Wohngebiet und in einem Grüngelände befindlichen Gelände bis zur Böschung der E42 in ein industrielles Gewerbegebiet zu verwandeln; dass die Abgrenzung und Umsetzungsbedingungen dieses Gebiets jedoch noch bestätigt werden müssen, unter Berücksichtigung der Art des Umfelds und der Anforderungen, die von der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans unterworfen wird, hervorgehoben werden;

2. Chaussée de Liège:

In der Erwägung, dass die Gemeindebehörden von Grâce-Hollogne tertiäre Aktivitäten auf den Geländen, die an die vorigen (westlich der chaussée de Liège) angrenzen, erlauben möchten;

In der Erwägung, dass, was die Sach- und Rechtslage angeht, die Gelände:

- auf dem Sektorenplan in einem Wohngebiet und einem Grüngelände liegen;
- ab einer Regionalstraße zugänglich sind, n.l. der N604;
- hauptsächlich in der Zone C, und sonst in der Zone B des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset liegen;

In der Erwägung, dass die Entwicklung von tertiären Aktivitäten eine geeignete Transition zwischen dem bestehenden Kontext im Norden und den Wohngebieten im Süden darstellen kann;

In der Erwägung, dass die Änderung der Zweckbestimmung eines Teils des Grüngeländes entlang der Autobahn der Wallonie, um es als Gewerbegebiet zu benutzen, dessen Einrichtung grundsätzlich nicht ändert, da es wegen seines Standorts an der Peripherie des Gebiets sowieso dazu dienen wird, den Umkreis oder das Abschirmgebiet festzulegen, die kraft Art. 30 des CWATUP auferlegt sind;

In der Erwägung, dass vorgeschlagen wird, die zur Zeit in einem Wohngebiet und in einem Grüngelände befindlichen Gelände bis zur Böschung der E42 in ein Gewerbegebiet zu verwandeln; dass die Abgrenzung und Umsetzungsbedingungen dieses Gebiets jedoch noch bestätigt werden müssen, unter Berücksichtigung der Art des Umfelds und der Anforderungen, die von der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans unterworfen wird, hervorgehoben werden;

3. rue des Communes:

In der Erwägung, dass das in Ferdoux eingetragene Wohngebiet mit ländlichem Charakter an ein großes industrielles Gewerbegebiet angrenzt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beabsichtigt, die Entwicklung des industriellen Gewerbegebiets räumlich nach Westen zu begrenzen; dass die rue des Communes in dieser Hinsicht eine physische Grenze darstellt, die einfacher zu identifizieren ist als die hintere Grenze des auf dem Sektorenplan eingetragenen Wohngebiets mit ländlichem Charakter;

In der Erwägung, dass, was die Sach- und Rechtslage angeht, die Gelände:

- auf dem Sektorenplan in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter liegen;
- nur ein einziges Wohngebäude aufweisen, das nicht vollendet ist und abgebrochen werden muss;
- ab Gemeindestraßen zugänglich sind;
- in der Zone B des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset liegen;
- im Verzeichnis der Umkreise von landschaftlichem Interesse und Zonen mit bemerkenswertem Ausblick erwähnt werden, das von der ADESA für Rechnung der Wallonischen Region erstellt wurde;
- an ein Gebiet von großem biologischem Interesse angrenzen;

In der Erwägung, dass vorgeschlagen wird, für die östlich der rue des Communes befindlichen Gelände dieselbe Zweckbestimmung wie die des angrenzenden Gebiets anzunehmen, d.h.: ein industrielles Gewerbegebiet mit der folgenden zusätzlichen Vorschrift (die auf dem beiliegenden Plan mit dem Kennzeichen "S.02" markiert wird): "Diese Zone wird den Betrieben vorbehalten, die die Infrastrukturen des Flughafens benutzen, und deren Tätigkeit einen Standort in unmittelbarer Nähe und in Verbindung mit dem Flughafen benötigt, wie z.B. Betriebe für die Herstellung und den Vertrieb von Produkten, u.a. mit hohem Wertzuwachs; diese Zone umfasst am Rande des ländlichen Wohngebietes von Bierset ein mindestens 50 m breites Isolierumfeld, das sich je nach Beschaffenheit des Geländes aus grünen Zinnen oder pflanzlich dicht bewachsenen Stellwänden zusammensetzt und falls es die geplante Tätigkeit erfordert, über einen entsprechenden Lärmschutzwald verfügt; geeignete Baunormen zur Gewährleistung des Übergangs zwischen der Gewerbezone und der Agrarzone werden auferlegt";

Auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse:

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung durch die vorliegende Revision des Sektorenplans ebenfalls das Ziel verfolgt, der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse ein Potential (u.a. was die steuerlichen Einnahmen angeht) zurück zu verleihen, das dem entspricht, das vor der Revision der am 6. Februar 2003 endgültig verabschiedeten Revision des Sektorenplans Lüttich existierte, um ihr auf mittlere Frist ein finanzielles Gleichgewicht zu garantieren;

In der Erwägung, dass die Relokalisierung bestimmter bestehender Zonen und die Wiederzuweisung bestimmter Gelände insbesondere zu diesem Ziel beitragen können; dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich die Eintragung folgender Gebiete vorsah:

1. zwei gemischte Gewerbegebiete, wobei eins in einem Agrargebiet liegt, und das andere teilweise in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung und teilweise in einem Agrargebiet liegt;
2. ein Freizeitgebiet, das auf dem dem Erlass beigefügten Plan mit der zusätzlichen Vorschrift "S.26" ausgestattet ist, das für die Ansiedlung eines Golfplatzes und dessen Nebenanlagen auf Geländen, die einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung, einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter und einem Agrargebiet angehören;
3. drei Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, wovon zwei einem Agrargebiet und eins einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung angehören;

In der Erwägung, dass die Regierung weiterhin vorhat, die wirtschaftliche Entwicklung in der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse durch alle Maßnahmen der räumlichen Entwicklung, die sie auf eigene Initiative treffen kann, zu fördern, sie jedoch nicht beabsichtigt, die Oberfläche der bereits zur Verstädterung bestimmten Flächen der Gemeinden über diejenige Fläche hinaus zu erhöhen, die sie in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 zu Wohnzwecken bestimmen will;

In der Erwägung, dass diese Option durch die Tatsache begründet wird, dass es nicht zu wenig Grundstücke für wirtschaftliche Aktivitäten gibt; dass die Relokalisierung bestimmter bestehender Zonen, oder gar die Öffnung neuer zur Verstädterung bestimmter Gebiete nicht ausschließt; so dass die Verteilung der Aktivitäten auf dem Gebiet der Gemeinde an die Folgen der Flughafenentwicklung angepasst wird, ohne dass diese Gebiete durch eine gleichwertige Verwandlung eines bereits bestehenden Gebiets, das zur Verstädterung bestimmt ist, in ein Gebiet, das nicht zur Verstädterung bestimmt ist, ausgeglichen werden; In der Erwägung, dass, was die Sach- und Rechtslage angeht, die Gelände:

- auf dem Sektorenplan in einem Agrargebiet und zum Teil auch in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter liegen;
- an ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter angrenzen;
- in der N/S-Achse von der N614 durchquert werden, und sich nahe des Autobahnkreuzes Nr. 5 auf der Autobahn E42 befinden;
- nördlich in der Zone C, und südlich in der Zone B des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset liegen;
- nicht mit Entwässerungskanalisationen ausgestattet sind;
- westlich und östlich durch Feldwege begrenzt sind;
- im Osten durch eine NO/SW orientierte hydromorphe Zone durchquert werden, je nach der Achse des hydrographischen Netzes;

In der Erwägung, dass der Standort des Gebiets es erlaubt, dass die LkW's nicht über das nicht dafür geeignete Netz der Kommunalstraßen fahren müssen;

In der Erwägung, dass die Konfiguration des Gebiets folgende Vorteile hat :

- eine lineare Verstädterung entlang der N614 zu vermeiden;
- die bereits bestehenden Bauten zu integrieren;

In der Erwägung, dass unter den nicht unbedeutenden Auswirkungen dieser Komponente des Entwurfs, der Bewertung seiner Auswirkungen auf die Landschaft im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans unterworfen sein wird, besondere Aufmerksamkeit zu schenken sein wird;

In der Erwägung jedoch, dass die Einrichtung eines Freizeitgebiets (Golf und Nebenanlagen) und eines gemischten Gewerbegebiets in "Sur-les-Bois", wie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich erwähnt, nicht mehr aktuell ist;

In der Erwägung, dass vorgeschlagen wird, einerseits den bebauten Teil der Grundstücke als Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung zu benutzen und andererseits die unbesetzten und hinsichtlich ihrer Merkmale homogenen Teile als Agrargebiet zu benutzen; dass diese Option ebenfalls im Rahmen des Ausgleichs der neuen Zonen, die die Wallonische Regierung der Verstädterung widmen will, interessant ist;

In der Erwägung, dass die beiden Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen einerseits westlich des Schwimmbades und andererseits am Ort genannt Tige des Morts, wie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich geplant, nicht mehr aktuell sind;

In der Erwägung, dass die von den Gemeindebehörden geplanten Handlungen und Arbeiten keine vorherige Änderung der Zweckbestimmung der auf dem Sektorenplan betroffenen Gebiete benötigen, dies mangels eines konkreten Vorhabens und in dem Maße, wo sie in den Anwendungsbereich von Art. 110 des CWATUP fallen;

In der Erwägung außerdem, dass die Gemeindebehörden nicht mehr beabsichtigen, das südlich der "drève du château de Warfusée" befindliche Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung zur Verstädterung zu bestimmen, dies wegen der schwierigen Zugänglichkeit dieser Zone;

In der Erwägung, dass die Gemeindebehörden von Saint-Georges-sur-Meuse hinter dem Gemeindehaus ein Erholungsheim niederlassen wollen, das sich zur Zeit in Sur-les-Bois befindet, d.h. in der Zone B des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset, und neben diesem Heim intergenerationelle Wohnungen bauen möchte;

In der Erwägung, dass, was die Sach- und Rechtslage angeht, die Gelände:

- auf dem Sektorenplan in einem Agrargebiet liegen;
- ab Gemeindestraßen zugänglich sind;
- in der Zone C des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset liegen;
- zwei NO/SW-orientierte hydromorphe Zonen aufweisen, in der Achse des hydrographischen Netzes;

In der Erwägung, dass die geplante Lokalisierung den Vorteil hat, dass sie sich in der Nähe des administrativen Herzens der Gemeinde befindet; dass sie sich in eine Insel mit 3 Seiten einfügt: rue Albert I^{er}, rue du Centre und rue de la Vallée, die Wohngebieten mit ländlichem Charakter angehören;

In der Erwägung, dass vorgeschlagen wird, einerseits den Innenteil dieser Insel der Verstädterung zu widmen, indem er hauptsächlich in ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen verwandelt wird und zum Teil auch in ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter, und andererseits die Gelände, die sich jetzt in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter, wo sich die kommunalen Dienststellen und die Kirche befinden, in ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen zu verwandeln;

Ausgleichsmaßnahmen.

In der Erwägung, dass in Artikel 46, § 1, 3^o, des vorerwähnten Gesetzbuches verfügt wird, dass die Eintragung jedes neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets ausgeglichen wird, und zwar dadurch, dass ein bestehendes, zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in gleichem Maße verändert wird, oder durch jegliche von der Regierung bestimmte Ausgleichung."

in Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 der Gemeinde Ans eine Höchstfläche von 43 ha und der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse eine Höchstfläche von 45 ha vorbehalten hatte, die als Wohngebiet oder Wohngebiet mit landwirtschaftlichem Charakter zu benutzen sind; dass die Nicht-Eintragung dieser 88 ha in den Plänen an dem Beschluss der Regierung zur Eintragung dieser Gebiete nichts änderte; dass der vorerwähnte Erlass ausdrücklich erwähnt, dass die Regierung diese 88ha im Rahmen der Revision von 2003 zu eintragen beabsichtigte, dass es aber in Abwartung des Lärmbelastungsplans nicht möglich war, diese Flächen genau zu lokalisieren;

In der Erwägung, dass man sich somit die Frage stellen kann, ob ihre graphische Eintragung im Rahmen vorliegender Revision Gegenstand von Ausgleichsmaßnahmen sein muss;

In der Erwägung, dass die Regierung jedoch hilfsweise unter Berücksichtigung der Abänderung von Artikel 46, § 1, alinéa 2, 3^o, durch das "RESA"-Dekret diese Eintragung von "neuen" zur Verstädterung bestimmten Gebieten mit einem Ausgleich begleiten wird;

In der Erwägung, dass die Eintragung der neuen Wohngebiete und Wohngebiete mit ländlichem Charakter in Ans und Saint-Georges-sur-Meuse auf der Feststellung eines Defizits an zu Wohnzwecken bestimmten Grundstücken auf dem Gebiet dieser beiden Gemeinden beruht; dass sie demnach nicht durch die Verwandlung der bereits zu Wohnzwecken bestimmten Gebiete in nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete in diesen beiden Gemeinden ausgeglichen werden kann;

In der Erwägung, dass die Eintragung der neuen Wohngebiete auch nicht durch die Verwandlung der Gebiete, die anschließend an die Revision des Sektorenplans Lüttich am 6. Februar 2003 der wirtschaftlichen Aktivität zugewiesen worden waren, in nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete ausgeglichen werden kann, da die Begründung, die diese Maßnahme gerechtfertigt hatte, dann wieder in Frage gestellt würde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesen Gründen feststellt, dass es grundsätzlich schwierig ist, als Ausgleich für die Eintragung der neuen Wohngebiete und Wohngebiete mit ländlichem Charakter, deren Eintragung in Ans und Saint-Georges-sur-Meuse geplant ist, die Verwandlung von zur Verstädterung bestimmten Gebieten in nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete vorzuschlagen, ohne die im 2003 festgelegten Optionen zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung somit beschließt, sich näher über die umweltrelevanten Auswirkungen der Eintragung der oben genannten Gebiete zu informieren, bevor sie geeignete Ausgleichsmaßnahmen festlegt; dass der Umweltverträglichkeitsprüfer demnach die Aufgabe hat, die Wallonische Regierung hierüber zu informieren;

In der Erwägung, dass es daran zu erinnern gilt, dass die Wallonische Regierung sich zu einer ehrgeizigen Politik der Renovierung der heute stillgelegten Industriegelände verpflichtet hat, und dass die Renovierung bestimmter dieser Gelände durch die Vorteile hinsichtlich der Verbesserung des Lebensrahmens eine Alternative zur Suche nach gezielten Ausgleichsmaßnahmen auf dem durch den vorliegenden Entwurf zur Revision des Sektorenplans betroffenen Gebiet bilden könnte;

In der Erwägung außerdem, dass in Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3^o, des CWATUP ausdrücklich "jegliche" von der Regierung bestimmte alternative Ausgleichsmaßnahme erwähnt wird; dass diese alternativen Ausgleichsmaßnahmen demnach sowohl operativer, umweltrelevanter, energetischer oder mobilitätsbezogener Art sein können, wie u.a. in den Arbeiten der Kommission für Raumordnung, Transportwesen, Energie und Wohnungswesen des Wallonischen Parlaments vom 9. Juli 2007 hervorgehoben;

In der Erwägung, dass der Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung somit ergänzt wird, damit dieser Aspekt vom Verfasser dieser Studie gründlicher untersucht wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung jedoch hervorheben möchte, dass diese Entscheidungen den Ausgleichsmaßnahmen keineswegs vorgreifen, die sie am Ende der Untersuchung über vorliegende Revision des Sektorenplans berücksichtigen wird;

In der Erwägung, dass die Eintragung des restlichen neuen Gebiete, die die Wallonische Regierung der Verstärkung zu widmen beabsichtigt, nicht die Folge eines mangelnden Angebots an Geländen für die Entwicklung der betroffenen Aktivitäten ist, sondern die Folge der Absicht ist, ihre Verteilung über das Grundgebiet an die Folgen der Entwicklung des Flughafens anzupassen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung sich dafür entscheidet, diese Gebiete ausschließlich durch die Verwandlung von bereits zur Verstärkung bestimmten Gebiete in nicht zur Verstärkung bestimmte Gebiete zu verwandeln; dass die Wallonische Regierung die Suche nach Geländen, die entweder im Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur von Lüttich-Bierset liegen, um ihre Politik zur Erhaltung und zum Schutz der Kommunikationsinfrastruktur zu stärken, oder - aus denselben Gründen - die sich in der Nähe von Kommunikationsinfrastrukturen befinden, bevorzugt hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demzufolgende Folgendes vorschlägt:

- die Verwandlung in ein Agrargebiet der Parzellen, die nicht bebaut sind, oder auf denen beschädigte Gebäude stehen, die sich in den Gebieten für konzertierte kommunale Raumordnung der Gemeinden Flémalle und Saint-Georges-sur-Meuse befinden, und vom Perimeter der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset gedeckt sind;

- die Verwandlung in ein Grüngelände der Wohngebiete, die sich auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne neben der A604 und der Eisenbahnlinie 36A befinden;

- die Verwandlung in ein Grüngelände eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumordnung auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse südlich der "drève du château de Warfusée";

- die Verwandlung in ein Grüngelände eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse am westlichen der "drève du château de Warfusée";

- die Verwandlung in ein Agrargebiet und in ein Parkgebiet des nicht bebauten Teils des Wohngebiets mit ländlichem Charakter auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse, rue de Warfusée, das durch den Perimeter der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset gedeckt ist;

In der Erwägung, dass Artikel 1bis, § 4, des Lärmschutzgesetzes die wallonische Regierung dazu ermächtigt, städtebauliche Entwicklungsprojekte oder Projekte zur Verbesserung des Lebensrahmens in den Zonen der Lärmbelastungspläne und der langfristigen Entwicklungspläne beider wallonischen Flughäfen durchzuführen;

In der Erwägung, dass die SOWAER durch ein Schreiben vom 21. September 2006 offiziell damit beauftragt wurde, ein Teil der Grundstücke zu erwerben, die der vorliegende Vorentwurf beabsichtigt, als Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinde Ans zu benutzen, um dort eine Sportinfrastruktur zu bauen;

In der Erwägung, dass der Bau eines neuen Fußballstadions und einer Schule für die Ausbildung der Jugendlichen zur Verbesserung des Lebensumfelds der Bevölkerung beitragen wird; dass die Wallonische Regierung demzufolge beschließt, dieses Projekt im Rahmen der alternativen Ausgleichsmaßnahmen zu berücksichtigen, die sie festlegen kann als Ausgleich für die Eintrag neuer zur Verstärkung bestimmter Gebiete; dass die Umweltverträglichkeitsstudie dieses Ausgleichsprojekt berücksichtigen und dessen Auswirkungen bewerten muss;

In der abschließenden Erwägung, dass die raumplanerischen Abänderungen im Rahmen des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich folgende Eintragungen bezwecken :

- zwei Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen mit einer Gesamtfläche von 87 ha in Grâce-Hollogne und Fexhe-le-Haut-Clocher, auf Geländen, die sich in einem gemischten Gewerbegebiet (28,6 ha), einem industriellen Gewerbegebiet (26,6 ha), einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter (2,3 ha) und einem auf Agrargebiet (29,5 ha) befinden;

- ein Grüngelände von 30,2 ha in Grâce-Hollogne auf Geländen, die sich in einem Wohngebiet auf beiden Seiten der A604 und der Eisenbahnlinie 36A befinden;

- ein Wohngebiet in Ans mit einer Fläche von 43 ha auf Geländen, die sich in einem Agrargebiet befinden, mit der zusätzlichen Vorschrift, die mit "S.14" auf dem Planvorentwurf gekennzeichnet ist;

- zwei Wohngebiete mit ländlichem Charakter mit einer Fläche von 45 ha in Saint-Georges-sur-Meuse, auf Geländen, die sich in einem Agrargebiet befinden, mit der zusätzlichen Vorschrift, die mit "S.14" auf dem Planvorentwurf gekennzeichnet ist;

- ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter mit einer Fläche von 2 ha in Saint-Georges-sur-Meuse, auf Geländen, die sich in einem Agrargebiet befinden;

- ein Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur von Lüttich-Bierset als Überdruck zusätzlich zu den Gebieten des Sektorenplans, die in der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans in Ans, Awans, Flémalle, Grâce-Hollogne und Saint-Georges-sur-Meuse liegen;

- zwei industrielle Gewerbegebiete mit einer Gesamtfläche von 3,6 ha in Grâce-Hollogne, südlich und östlich von Ferdoux, auf Geländen, die sich in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter befinden, mit der zusätzlichen Vorschrift, die mit "S.02" auf dem Planvorentwurf gekennzeichnet ist;

- ein gemischtes Gewerbegebiet in Grâce-Hollogne mit einer Fläche von 0,9 ha auf Geländen, die sich in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter befinden, mit der zusätzlichen Vorschrift, die mit "S.05" auf dem Planvorentwurf gekennzeichnet ist;

- ein gemischtes Gewerbegebiet mit einer Fläche von 28 ha in Saint-Georges-sur-Meuse, auf beiden Seiten der chaussée verte, auf Geländen, die in einem Agrargebiet (27,4 ha) und einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter (0,6 ha) liegen;

- zwei Gebiete für konzertierte kommunale Raumordnung mit einer Fläche von 9,7 ha in Saint-Georges-sur-Meuse, auf Geländen, die in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter liegen;

- ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen mit einer Fläche von 6,9 ha in Saint-Georges-sur-Meuse, auf Geländen, die sich in einem Agrargebiet (6,2 ha) und in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter (0,7 ha) befinden;

- ein Parkgebiet mit einer Fläche von 1,8 ha in Saint-Georges-sur-Meuse, auf Geländen, die sich in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter befinden;

- neun Agrargebiete mit einer Gesamtfläche von 29,4 ha in Saint-Georges-sur-Meuse, auf Geländen, die in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung und in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter liegen;

- zwei Agrargebiete mit einer Gesamtfläche von 10,8 ha in Flémalle, auf Geländen, die in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung (10,3 ha) und in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter (0,5 ha) liegen;

- ein industrielles Gewerbegebiet von 3,9 ha in Grâce-Hollogne auf Geländen, die sich in einem Wohngebiet (2,6 ha) und in einem Grüngelände (1,3 ha) befinden;
 - ein gemischtes Gewerbegebiet von 3,1 ha in Grâce-Hollogne auf Geländen, die sich in einem Wohngebiet (2,1 ha) und in einem Grüngelände (1 ha) befinden;
 - zwei Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen mit einer Gesamtfläche von 24 ha in Ans, auf Geländen, die in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung und in einem Wohngebiet liegen;
 - die Grenze des gemischten Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle, die nicht Gegenstand der auf dem Plan mit "S04" gekennzeichneten zusätzlichen Vorschrift ist;
- und die zusätzliche, auf dem Plan mit "S12" gekennzeichnete Vorschrift abzuschaffen, die die Gebiete für konzertierte kommunale Raumordnung betrifft, die 2003 auf dem Gebiet der Gemeinden Ans, Flémalle und Saint-Georges-sur-Meuse eingetragen waren;

In der Erwägung, dass der vorliegende Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich somit in der Eintragung von 88 ha neuer Wohngebiete und neuer Wohngebiete mit ländlichem Charakter besteht, die in der Revision des Sektorenplans Lüttich vom 6. Februar 2003 vorbehalten waren, und durch die Eintragung eines Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur als Überdruck zu den Gebieten des Sektorenplans, die sich im Umkreis der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans befinden ausgeglichen werden, und von 67,4 ha neuer zur Verstärkung bestimmter Gebiete, die vollständig ausgeglichen werden durch die Verwandlung von 71,7 ha bestehender, zur Verstärkung bestimmter Gebiete in nicht zur Verstärkung bestimmte Gebiete.

Übereinstimmung mit dem Entwicklungsplan des regionalen Raumes

In der Erwägung, dass der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich mit dem durch die Wallonische Regierung am 27. Mai 1999 angenommenen Entwicklungsplan des regionalen Raums für die folgenden Zielsetzungen in Übereinstimmung steht:

Verstärkung der Raumstruktur des Entwicklungsplanes des regionalen Raums und Eingliederung der überregionalen Dimension in die Entwicklung der Wallonie:

Auf überregionaler Ebene ist Lüttich Teil einer der vier sgt. Hauptstadt-Einflussbereiche, nl. des Bereichs MHAL (Maastricht-Hasselt-Aachen-Lüttich).

Lüttich liegt ebenfalls im Eurokorridor W/O Lille-Lüttich, unter Berücksichtigung der Dichte der multimodalen Infrastrukturen in diesem Gebiet zwischen den Achsen Lille-Brüssel-Lüttich und der Wallonischen Ost-West-Trasse.

Der Entwicklungsplan des regionalen Raums hebt die Polarisierung von Lüttich hervor, die sich über die Grenzen der Wallonie ausdehnt. Die Bedeutung der kommerziellen Aktivitäten, der Forschung, der Industrie und des Transportwesens in Lüttich, macht dass diese Stadt ein Stützpunkt ist für ca. 3 Millionen Personen an der Schnittstelle zwischen NW und Westeuropa.

Auch die Projekte in Zusammenhang mit dem TGV und dem Flughafen unterstreichen die Bedeutung der Stadt auf internationaler Ebene. Dieser also im Rahmen des Entwicklungsplans des regionalen Raums bedeutende Pol muss jedoch großen Herausforderungen gerecht werden, u.a. im Bereich der Umstrukturierung des Stadt- und Wirtschaftsgefüges.

Die Entwicklung der Flughafenaktivitäten und damit verbundenen wirtschaftlichen Tätigkeit trägt dazu bei, diese Herausforderungen zu bewältigen. Die Ergebnisse dieser voluntaristischen Politik sind übrigens schon spürbar. Sie tragen dazu bei, den Pol Lüttich sowohl auf regionaler als überregionaler Ebene zu stärken.

Im Entwicklungsplan des regionalen Raums wird die Flächennutzung als ein privilegiertes Mittel zur Strukturierung des Raums anerkannt, weil sie zum Zweck hat, den verschiedenen Tätigkeiten die Räume, die ihnen am besten passen, zu gewähren bzw. für sie zu reservieren und die unvereinbaren Tätigkeiten voneinander zu trennen (Entwicklungsplan des regionalen Raums, Projekt einer Raumstruktur, I. Den wallonischen Raum strukturieren, S. 116).

Die vorliegende Revision des Sektorenplans Lüttich fügt sich in die Weiterführung der Strukturierung des Gebiets ein, die im Rahmen der Revision des Sektorenplans Lüttich, die am 6. Februar 2003 genehmigt wurde, durchgeführt worden ist.

Die Bemühungen der Wallonischen Regierung zur Konzentrierung der Lärmbelastungen durch den Flugzeugverkehr haben zur Verabschiedung eines Lärmbelastungsplans und eines langfristigen Entwicklungsplans am 27. Mai 2004 geführt, und tiefgreifende Änderungen in Sachen Bodennutzung mit sich gebracht. Die den Lärmbelastungen am stärksten ausgesetzten Zonen sind der Flughafenaktivitäten und den damit verbundenen Tätigkeiten vorbehalten worden, was ein Defizit an Wohngebieten und Wohngebieten mit ländlichem Charakter verursacht hat.

Eins der Ziele vorliegender Revision des Sektorenplans Lüttich besteht in der Eintragung neuer Wohngebiete dort, wo die Lärmbelastung nicht so stark ist, und in der Verlagerung mancher zur Verstärkung bestimmter Gebiete, um durch die Entwicklung der Flughafenaktivitäten zur Aufwertung des Lütticher Pols beizutragen, und somit einen der spezifischen Trümpfe der Wallonie im überregionalen Rahmen zu fördern.

Darüber hinaus hat das Wachstum der Flughafenaktivitäten die Verlagerung der Streitkräfte erfordert. Die vorliegende Revision des Sektorenplans Lüttich zielt somit ebenfalls darauf ab, ein geeignetes Gebiet für die Verlagerung der Streitkräfte einzutragen.

Die Städte und Dörfer strukturieren:

Die geplanten Wohngebiete, Wohngebiete mit ländlichem Charakter, Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse tragen dazu bei, die Zentralität zu stärken, und die Raumstruktur deutlicher zu gestalten. Die Eintragung eines Reserveumkreises für die Flughafeninfrastruktur als Überdruck über die Gebiete des Sektorenplans, die sich im Umkreis der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset befinden, trägt dazu bei, den Bürgern ein Signal zu übermitteln, indem sie die von der Wallonischen Regierung gewählte Option, in einer ersten Phase den Bau von neuen Wohnungen oder die Änderung von Gebäuden, durch welche die Anzahl der Wohnungseinheiten vergrößert wird, und auf Zeit die Wohnfunktion ganz auszuschließen, unmissverständlich bestätigt.

Den vorrangigen Bedürfnissen und dem Wohnungsbedarf entgegenkommen:

Durch Gewährleistung eines Lebensraums mit Entfaltungsmöglichkeiten zielt der Entwicklungsplan des regionalen Raums darauf ab, wichtige Aktionen in den Gebieten, wo die Lage am schlechtesten ist, zu führen, Räume oder Ausrüstungen zur Förderung der Treffgelegenheiten zu schaffen, reelle Wohnviertel einzurichten, die Belästigungen eines regen Verkehrs zu bekämpfen und die Sicherheit der Einwohner zu fördern. Die Bevölkerungsvverluste bestimmter Wohnkerne, wie das Dorf Sur-le-Bois oder die soziale Wohnsiedlungen in den neuen Gewerbegebieten, zwingen dazu, Wohngebiete vorzusehen, um dort Wohnungen bereitzustellen, die den minimalen Kriterien in Sachen gesundheitliche Zuträglichkeit und Komfort genügen.

Zur Schaffung von Arbeitsplätzen und von Reichtümern beitragen:

Das Projekt fügt sich in die Kontinuität der am 6. Februar 2003 verabschiedeten Revision des Sektorenplans Lüttich ein, die u.a. der Logik, den Bedürfnissen des wirtschaftlichen Wachstums vorzugreifen und die Bedingungen zur Entwicklung der Betriebe zu gewährleisten, Rechnung trug, indem sie neue Wohngebiete als Ersatz für diejenigen, die unter dem wirtschaftlichen Wachstum gelitten haben, einzutragen. Die Gemeinden, die Viertel umfassen, die sich durch Bevölkerungsverlust oder Verarmung gekennzeichnet haben, mussten auf bedeutende Steuereinkommen verzichten. Die von der Wallonischen Regierung erlassenen Leitlinien im Bereich der Immobilienverwaltung von für Rechnung der Region zurückgekauften Gütern bilden den Anfang einer Umkehr dieses Trends, unter Einhaltung des Grundsatzes der Vorbeugung.

Diese positive Entwicklung soll gefördert werden, durch die Entwicklung neuer Viertel, von Zonen mit allgemein zugänglichen Freiräumen und gemeinschaftlichen Anlagen, u.a. für Sportinfrastrukturen, und von Gewerbegebieten. Das Projekt trägt somit dazu bei, die soziale Struktur der Bevölkerung in den betreffenden Gemeinden wieder auszugleichen, ein Umfeld zu schaffen, das für die Ansiedlung von Betrieben günstig ist, und also Stellen und Reichtümer zu schaffen.

Verbesserung der Zugänglichkeit des Wallonischen Gebiets und Verwaltung der Mobilität:

Die Entwicklung der Flughafenaktivität erfordert die Verabschiedung von Ordnungsmaßnahmen, insbesondere bezüglich der Geländenutzung in Flughafennähe, damit Erweiterungsmöglichkeiten und Verkehrsentwicklungsmöglichkeiten garantiert sind. (VI.1. Integration der Region in transeuropäische Netze, S. 201).

Durch die Eintragung von zur Verstärkung bestimmten Gebieten, die über günstige Zugänglichkeitsbedingungen verfügen, oder je nach Fall in der Nähe der Zentren oder in Erweiterung von Gewerbegebieten liegen, entspricht das Projekt völlig dieser Sorge um eine zweckmäßige Strukturierung des Raums und Verwaltung der Mobilität. Das Projekt macht es in der Tat möglich, die besondere wirtschaftliche Entwicklung in Zusammenhang mit der Flughafenaktivität und die Entwicklung von Wohnvierteln und öffentlichen und gemeinschaftlichen Räumen mit dem Schutz eines hochqualitativen Lebensumfelds in Einklang zu bringen.

Umweltverträglichkeitsprüfung

In der Erwägung, dass gemäß den Bestimmungen von Artikel 42, Absätze 2 und 4 des Gesetzbuches die Regierung verpflichtet ist, eine Umweltverträglichkeitsprüfung ausführen zu lassen, deren Umfang und Genauigkeit sie festlegt, und den Entwurf bezüglich des Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfung sowie den Vorentwurf des Planes dem Regionalausschuss für Raumordnung und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region zur Begutachtung zu unterbreiten;

In der Erwägung, dass, was den Umfang der auszuführenden Prüfung betrifft, die Auswirkungen einer jeden der Komponenten des Projekts auf die Umwelt sehr unterschiedlicher Art und unterschiedlichen Umfangs sind;

In der Erwägung, dass der Verfasser der Studie seine Analyse auf die Komponenten des Projekts begrenzen wird, die einen nicht unbedeutenden Einfluss auf die Umwelt haben können; dass er die Relevanz seiner Entscheidungen hervorheben wird;

In der Erwägung, dass die Eintragung eines Reserveumkreises für die Flughafeninfrastruktur als Überdruck zu den Gebieten des Sektorenplans, die sich im Umkreis der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset befinden, nicht unbedeutenden Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte unter Berücksichtigung der Eigenart des Projekts und des Umfangs der betroffenen Oberfläche; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung diese Komponente des Projekts zu untersuchen hat;

In der Erwägung, dass die Eintragung von neuen zur Verstärkung bestimmten Gebieten grundsätzlich bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt haben kann; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung alle diese Eigenschaft aufweisenden Komponenten des Projekts betreffen muss;

In der Erwägung, dass die Eintragung eines Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen mit einer Fläche von 24 ha auf dem Gebiet der Gemeinde Ans ebenfalls wichtige Auswirkungen auf die Umwelt haben kann, unter Berücksichtigung der Eigenart des Projekts und des Umfangs der betroffenen Oberfläche; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung diese Komponente des Projekts zu untersuchen hat;

In der Erwägung, dass die Eintragung von zwei industriellen Gewerbegebieten im Süden und Osten von Ferdoux und von einem gemischten Gewerbegebiet südlich von Bierset auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne, ebenfalls wichtige Auswirkungen auf die Umwelt haben kann, unter Berücksichtigung der Eigenart des Projekts und des Umfangs der betroffenen Oberfläche; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung diese Komponente des Projekts zu untersuchen hat;

In der Erwägung, dass die Zweckentfremdung von zur Verstärkung bestimmten Gebieten, um sie als nicht zur Verstärkung bestimmte Gebiete zu benutzen, eine Ausgleichsmaßnahme im Sinne von Art. 46, § 1, 3°, des CWATUP bildet, so dass diese Komponente des Projekts nicht validiert werden muss; dass diese jedoch bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die Auswirkungen dieser Maßnahme zu untersuchen hat;

In der Erwägung, dass die Abschaffung der zusätzlichen Vorschrift, die auf dem Plan mit "S.12" gekennzeichnet wird, keine wichtigen Auswirkungen auf die Umwelt haben sollte; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung diese Komponente des Projekts nicht zu untersuchen hat;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die besten Ausgleichsmaßnahmen für die Eintragung neuer Wohngebiete und neuer Wohngebiete mit ländlichem Charakter in Ans und Saint-Georges-sur-Meuse vorzuschlagen hat;

In der Erwägung, dass sie insbesondere die Vorteile für die Umwelt der möglichen Wiederverwendung der zu sanierenden Standorte auf dem von dem Sektorenplan Lüttich gedeckten Gebiet zu untersuchen hat, sowie die Auswirkungen auf die Umwelt der Niederlassung eines neuen Fußballstadions und einer Ausbildungsschule für die Jugendlichen;

In der Erwägung, dass die Validierung der den Vorentwurf begründenden Bedürfnisse und der Lokalisierung der unterschiedlichen Verwendungsgebiete sowie die Suche nach den Varianten auf folgende Gebiete begrenzt werden müssen:

- Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur: an den Flughafen von Lüttich-Bierset angrenzende Gebiete;
- Verlagerung der Streitkräfte: an die Pisten des Flughafens von Lüttich-Bierset angrenzende Gebiete;
- Wohngebiete und Wohngebiete mit ländlichem Charakter: Gebiete der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse;
- Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen: Gebiete der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse;
- Gewerbegebiete: Gebiete der Gemeinden Saint-Georges-sur-Meuse und Grâce-Hollogne;
- zu sanierende Standorte: vom Sektorenplan Lüttich gedecktes Gebiet;

In der Erwägung, dass die Validierung der Begrenzung und der Bedingungen zur Durchführung der Verwendungsgebiete sowie die Suche nach den Varianten auf den Prüfungsumkreis, der unter Berücksichtigung der Art des Milieus und der berücksichtigten Belastungen für die Ansiedlung als der am Besten passende betrachtet wird, begrenzt werden müssen,

In der Erwägung, was die Genauigkeit der durchzuführenden Studie betrifft, dass der dem vorliegenden Erlass beigefügte Inhaltsentwurf unter Berücksichtigung der Spezifitäten des Projekts erarbeitet wurde und den in Artikel 42, Absatz 2 des Gesetzbuches bestimmten Musterinhalt beachtet;

In der Erwägung, dass den folgenden Elementen jedoch besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden muss:

- Einschätzung der Auswirkungen des Vorprojekts zur Revision des Sektorenplans von Lüttich auf die Mobilität, die Netzwerke und die Infrastrukturen (Sanierungsplan des Zwischeneinzugsgebiets der Maas-stromabwärts, usw.);
- Einschätzung der Auswirkungen des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur von Lüttich-Bierset auf die Immobiliengüter, die im Denkmalverzeichnis der Wallonie eingetragen sind; Vorschläge zur Wiederverwendung;
- Einschätzung der Auswirkungen des Ausbaus der Militärbasis auf die menschliche Gesundheit (Lärm) und die Einrichtung der benachbarten Gebiete;
- Analyse des Bedarfs an Wohngebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse;
- Einschätzung der Auswirkungen des geplanten Wohngebiets in der Gemeinde Ans auf die (Untergrund)Gewässer, die Landschaft und die Einrichtung der benachbarten Gebiete;
- Einschätzung der mit der geplanten Ansiedlung von bebaubaren Gebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Ans verbundenen Belastungen;
- Einschätzung der Auswirkungen des geplanten Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen in der Gemeinde Ans auf die Einrichtung der benachbarten Gebiete;
- Analyse des Bedarfs an Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
- Einschätzung der Auswirkungen des auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse geplanten gemischten Gewerbegebiets auf die Bevölkerung (Mobilität) und die Landschaft;
- Einschätzung der mit der geplanten Ansiedlung von bebaubaren Gebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse verbundenen, u.a. physikalischen Belastungen;
- Einschätzung der Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit der Eintragung neuer der Landwirtschaft gewidmeten Gebiete in Flémalle und Saint-Georges-sur-Meuse;
- Identifizierung der verschiedenen Lärmbelastungspegel in Anwendung der Europäischen Richtlinie 2002/49/EG über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm, insbesondere Einschätzung der zu erwartenden Lärmpegel, denen die Bevölkerung in den Wohngebieten ausgesetzt würde;

In der Erwägung, dass die vorliegende Revision des Sektorenplans Lüttich den Rahmen folgender Projekte und Aktivitäten bildet:

- Erhaltung und Schutz der Flughafeninfrastruktur;
- Verlagerung der Streitkräfte;
- ein 43 ha großes Wohngebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Ans und zwei Wohngebiete (45 ha) auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
- Bau eines Fußballstadions und einer Ausbildungsschule für Jugendliche in Ans;
- wirtschaftliche Aktivitäten in Grâce-Hollogne;
- Bau eines Erholungsheims und von intergenerationellen Wohnungen in Saint-Georges-sur-Meuse;

In der Erwägung, dass der Genauigkeitsgrad der Umweltverträglichkeitsstudie dem entsprechen muss, was man für die Bewertung der Auswirkungen für Städtebaugenehmigungen für jedes einzelne Projekt verlangen würde;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung beschließt, den Sektorenplan Lüttich einer Revision zu unterziehen, und verabschiedet den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich (Karten 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S und 42/5N).

Art. 2 - Ein Reserveumkreis für die Flächen, die zum Schutz und zur Erhaltung der Flughafeninfrastruktur notwendig sind, wird als Überdruck zusätzlich zu den Gebieten des Sektorenplans eingetragen, die in der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens von Lüttich-Bierset auf dem Gebiet der Gemeinden Ans, Awans, Flémalle, Grâce-Hollogne und Saint-Georges-sur-Meuse liegen. Die folgende Vorschrift wird auf den gesamten Umkreis angewandt:

„Die Handlungen und Arbeiten zum Bau oder Wiederbau von Gebäuden mit einer Wohn- bzw. Unterkunftfunktion oder der Umbau bzw. die Änderungen der Zweckbestimmung von bestehenden Gebäuden oder Teilen von Gebäuden, mit dem Ziel, ihnen eine Wohn- bzw. Unterkunftfunktion zu vergeben, oder die Anzahl der Wohneinheiten zu vergrößern, sind im Reserveumkreis verboten.“

Art. 3 - Die Wallonische Regierung beschließt die Eintragung :

- eines Wohngebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Ans;
 - von drei Wohngebieten mit ländlichem Charakter auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
 - von zwei Gebieten für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen in der Gemeinde Ans;
 - zwei Gebieten für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinden Grâce-Hollogne und Fexhe-le-Haut-Clocher;
 - eines Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
 - von zwei gemischten Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne;
 - eines gemischten Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
 - von drei industriellen Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne;
 - von zwei Gebieten für konzertierte kommunale Raumordnung auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
 - der Grenze des gemischten Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle, die nicht Gegenstand der auf dem Plan mit „*.S04“ gekennzeichneten zusätzlichen Vorschrift ist;
- sowie als raumplanerische Ausgleichsmaßnahme:
- von neun Agrargebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
 - von zwei Agrargebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle;
 - eines Grüngebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne;
 - eines Parkgebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;

in Übereinstimmung mit der beiliegenden Karte.

Art. 4 - Folgende, mit *"*S.14"* gekennzeichnete Zusatzvorschrift gilt in dem in der Gemeinde Ans durch vorliegenden Erlass im Plan eingetragenen Wohngebiet und in zwei in der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse durch vorliegenden Erlass im Plan eingetragenen Wohngebieten mit ländlichem Charakter:

"die Gestaltung der Wohngebiete und der Wohngebiete mit ländlichem Charakter mit dem Kennzeichen *"*S.14"* wird so entworfen, dass die Bauten um einen oder mehrere Pole konzentriert werden, deren Standort aufgrund der örtlichen physikalischen Eigenschaften und der Leistung der Kommunikations- und Versorgungsnetzwerke festgelegt wird; sie wird phasenweisen umgesetzt je nach der Fertigstellung der Bauten um den vorherigen Pol und das Kommunikations- und Versorgungsnetz".

Art. 5 - Die folgende zusätzliche Vorschrift mit dem Kennzeichen *"*S.02"* findet in beiden industriellen Gewerbegebieten Anwendung, die durch den vorliegenden Erlass auf dem Plan östlich und südlich von Ferdoux auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne eingetragen sind:

"Diese Zone wird den Betrieben vorbehalten, die die Infrastrukturen des Flughafens benutzen, und deren Tätigkeit einen Standort in unmittelbarer Nähe und in Verbindung mit dem Flughafen benötigt, wie z.B. Betriebe für die Herstellung und den Vertrieb von Produkten, u.a. mit hohem Wertzuwachs; diese Zone umfasst am Rande des ländlichen Wohngebietes von Bierset ein mindestens 50 m breites Isolierumfeld, das sich je nach Beschaffenheit des Geländes aus grünen Zinnen oder pflanzlich dicht bewachsenen Stellwänden zusammensetzt und falls es die geplante Tätigkeit erfordert, über einen entsprechenden Lärmschutzwald verfügt; geeignete Baunormen zur Gewährleistung des Übergangs zwischen der Gewerbezone und der Agrarzone werden auferlegt".

Art. 6 - Die folgende zusätzliche Vorschrift mit dem Kennzeichen *"*S.05"* findet in dem gemischten Gewerbegebiet Anwendung, die durch den vorliegenden Erlass auf dem Plan südlich von Bierset auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne eingetragen ist:

"Besagte Zone ist den Tätigkeiten vorbehalten, die nur ein geringes Transportaufkommen verursachen; die Unternehmen aus dem Einzelhandel sind ausgeschlossen; Neubauvorhaben werden in die bereits bestehenden Baumasse integriert";

Art. 7 - Die zusätzliche, auf dem Sektorenplan mit *"*S.12"* gekennzeichnete Vorschrift, die die Gebiete für konzentrierte kommunale Raumordnung betrifft, die auf dem Gebiet der Gemeinden Ans, Flémalle und Saint-Georges-sur-Meuse eingetragen sind, wird abgeschafft.

Art. 8 - Als alternative Ausgleichsmaßnahme und nach Modalitäten, die zwischen der Gemeinde Ans und der SOWAER festzulegen sind, erlegt die Wallonische Regierung die Schaffung eines neuen Fußballstadions und einer Ausbildungsschule für Jugendliche in dem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, die sie in Ans einzutragen beabsichtigt, auf;

Art. 9 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich im Hinblick auf den Wiedereinsatz der Streitkräfte in Lüttich-Bierset und zur Gewährung zugunsten der Gemeinden Ans und St-Georges-sur-Meuse von planologischen Ausgleichsmaßnahmen zu den Abänderungen am Sektorenplan Lüttich, um die Entwicklung der Flughafenaktivität von Lüttich-Bierset und der mit ihr verbundenen Aktivität wird außer Kraft gesetzt.

Art. 10 - Die Wallonische Regierung genehmigt den Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf bezüglich der Revision des dem vorliegenden Erlass beigefügten Sektorenplans von Lüttich unterzogen werden wird.

Art. 11 - Die Wallonische Regierung beauftragt den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, den besagten Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf bezüglich der Revision des dem vorliegenden Erlass beigefügten Sektorenplans von Lüttich unterzogen werden wird, dem Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zur Begutachtung zu unterbreiten, und ihn ihr danach erneut zur Genehmigung vorzulegen.

Namur, den 19. Juli 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

—
Anlage

Anlage 1 zum Lastenheft

ENTWURF ZUM INHALT DER UMWELTVERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG FÜR DEN SEKTORENPLAN

1. Der Vorentwurf zur Revision der Karten 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S und 42/5N des durch Erlass der Wallonischen Region vom 19. Juli 2007 verabschiedeten Sektorenplans Lüttich betrifft die Eintragung folgender Gebiete:

- nachstehend aufgelistete Komponenten des Vorentwurfs :
- ein Reserveumkreis für die Flächen, die zum Schutz und zur Erhaltung der Flughafeninfrastruktur notwendig sind, als Überdruck zusätzlich zu den Gebieten des Sektorenplans, die in der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens von Lüttich-Bierset auf dem Gebiet der Gemeinden Ans, Awans, Flémalle, Grâce-Hollogne und Saint-Georges-sur-Meuse liegen;
- ein Wohngebiet mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen *"*S.14"* eingetragenen Vorschrift auf dem Gebiet der Gemeinde Ans;
- zwei Wohngebiete mit ländlichem Charakter mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen *"*S.14"* eingetragenen Vorschrift auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
- ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
- zwei Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen in der Gemeinde Ans;
- zwei Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinden Grâce-Hollogne und Fexhe-le-Haut-Clocher;
- ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;

- ein gemischtes Gewerbegebiet mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen “*S.05” eingetragenen Vorschrift auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne;
- ein gemischtes Gewerbegebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne;
- ein gemischtes Gewerbegebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
- ein industrielles Gewerbegebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne;
- zwei industrielle Gewerbegebiete mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen “*S.02” eingetragenen Vorschrift auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne;
- zwei Gebiete für konzertierte kommunale Raumordnung auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
- * die folgenden planologischen Ausgleichmaßnahmen :
 - neun Agrargebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
 - zwei Agrargebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle;
 - ein Grüngelände auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne;
 - ein Parkgebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
- * alternative Vergleichsmaßnahmen, die Gegenstand einer Eintragung auf dem Sektorenplan sein müssten* die Berichtigung eines materiellen Fehlers während der Revision des Sektorenplans Lüttich vom 6. Februar 2003 :
 - der Grenze des gemischten Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle, mit der auf dem Plan mit “*.S04” gekennzeichneten zusätzlichen Vorschrift.

1. Umfang der Umweltverträglichkeitsprüfung und Genauigkeit der Informationen (Art. 42, Absatz 2 des WGRSE)

1. Umfang der Umweltverträglichkeitsstudie.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung wird Folgendes betreffen:

- die Eintragung des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur;
- die Eintragung der neuen zur Verstärkung bestimmten Gebiete;
- die Eintragung des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen (24 ha) in der Gemeinde Ans;
- die Eintragung der beiden industriellen Gewerbegebiete südlich und östlich von Ferdoux und des gemischten Gewerbegebiets, das südlich von Bierset geplant ist, auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne.

Sie wird die Auswirkungen der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen des Projekts untersuchen:

- Grüngelände;
- Agrargebiete;
- Parkgebiete.

Der Verfasser der Prüfung wird seine Analyse auf die Komponenten des Projekts begrenzen, die einen nicht unbedeutenden Einfluss auf die Umwelt haben können. Er wird die Relevanz seiner Entscheidungen begründen.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung wird sich auf die Auskünfte beziehen können, die sich aus der Prüfung ergeben, die im Rahmen der Untersuchung für die am 6. Februar 2003 verabschiedete Revision des Sektorenplans Lüttich durchgeführt wurde, sowie aus der Untersuchung der Globalgenehmigungen und Umweltgenehmigungen, die den Betrieb des Flughafens betreffen; sie wird diese Auskünfte präzisieren, ergänzen und aktualisieren.

Die Prüfung wird nach dem Grundsatz des “Trichter-Verfahrens” erfolgen, d.h., dass unter Berücksichtigung der Art der angeschnittenen Aspekte die Analyse der verschiedenen Komponenten des Vorentwurfs von der breitesten Ebene bis zur lokalen Ebene des betroffenen Umkreises erfolgen wird.

Die Analyse der Bedürfnisse und der Lokalisierung der unterschiedlichen Verwendungsgebiete des Vorentwurfs sowie die Suche nach den Varianten müssen auf folgende Gebiete begrenzt werden:

- Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur: an den Flughafen von Lüttich-Bierset angrenzende Gebiete;
- Verlagerung der Streitkräfte: an die Pisten des Flughafens von Lüttich-Bierset angrenzende Gebiete;
- Wohngebiete und Wohngebiete mit ländlichem Charakter: Gebiete der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse;
- Gewerbegebiete: Gebiete der Gemeinden Saint-Georges-sur-Meuse und Grâce-Hollogne;
- Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen: Gebiete der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse;

Die Untersuchung der Begrenzung und der Bedingungen zur Durchführung der Verwendungsgebiete sowie die Suche nach den Varianten werden auf den Prüfungsumkreis, der unter Berücksichtigung der Art des Milieus und der berücksichtigten Belastungen für die Ansiedlung als der am Besten passende betrachtet wird, begrenzt werden müssen.

Der Prüfungsumkreis (mikrogeographische Ebene) der Komponenten des Vorentwurfs, die die biologische Vielfalt, die Bevölkerung (Mobilität, ...), das Wasser (Grundwasser, Oberflächenwasser, Abwasser, ...), die Luft, die klimatischen Faktoren, die Landschaften, die landwirtschaftliche und forstwirtschaftliche Aktivität beeinträchtigen können, wird vom Gebiet abhängen, das für jede der geprüften Problematiken betroffen werden kann.

Ganz besonders der Prüfungsumkreis der Komponenten des Vorentwurfs und ihrer Ausgleichsauswirkungen auf die Fauna, die Flora, die Böden, die materiellen Güter und das Kulturerbe wird auf die betroffenen Grundstücke begrenzt werden.

2. Genauigkeitsgrad der Informationen

Das nachstehend gewählte Lastenheft ist unter Berücksichtigung der Spezifitäten des Projekts erstellt worden und bildet ein Dokument, dessen Genauigkeitsgrad im Hinblick auf Artikel 42 des Gesetzbuches als ausreichend betrachtet wird.

Alle Punkte des vorliegenden Lastenheftes müssen grundsätzlich als unabdingbar betrachtet werden; der Verfasser der Studie kann jedoch vorschlagen, die Analyse von bestimmten Punkten weniger gründlich vorzunehmen, dies insofern er beweist, dass sie im Verhältnis zum geprüften Vorentwurf nicht relevant sind.

Wenn er andererseits der Meinung ist, dass ein bestimmter Punkt, der nicht im Lastenheft stehen würde, im Verhältnis zur analysierten Akte wichtig ist, kann der Verfasser der Studie diesen Punkt immer anschneiden und entwickeln.

Die Faktoren der Abänderung des Umfelds (oder nachteilige Auswirkungen) und die Komponenten der Sach- und Rechtslage sind in der Anlage aufgestellt, und die Autoren der Umweltverträglichkeitsprüfung haben die Verpflichtung, in der Analyse nur diejenigen zu behalten, die sich als relevant erweisen, oder die Elemente, deren Berücksichtigung als notwendig erscheinen würde, hinzuzufügen.

Besondere Aufmerksamkeit wird den folgenden Elementen geschenkt werden:

- Einschätzung der Auswirkungen des Vorprojekts zur Revision des Sektorenplans von Lüttich auf die Mobilität, die Netzwerke und die Infrastrukturen (Sanierungsplan des Zwischeneinzugsgebiets der Maas-stromabwärts, usw.);
- Einschätzung der Auswirkungen des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur von Lüttich-Bierset auf die Immobiliengüter, die im Denkmalverzeichnis der Wallonie eingetragen sind; Vorschläge zur Wiederverwendung;
- Einschätzung der Auswirkungen des Ausbaus der Militärbasis auf die menschliche Gesundheit (Lärm) und die Einrichtung der benachbarten Gebiete;
- Analyse des Bedarfs an Wohngebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse;
- Einschätzung der Auswirkungen des geplanten Wohngebiets in der Gemeinde Ans auf die (Untergrund)Gewässer, die Landschaft und die Einrichtung der benachbarten Gebiete;
- Einschätzung der mit der Ansiedlung von bebaubaren Gebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Ans verbundenen Belastungen;
- Einschätzung der Auswirkungen des geplanten Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen in der Gemeinde Ans auf die Einrichtung der benachbarten Gebiete;
- Analyse des Bedarfs an Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
- Einschätzung der Auswirkungen des auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse geplanten gemischten Gewerbegebiets auf die Bevölkerung (Mobilität) und die Landschaft;
- Einschätzung der mit der geplanten Ansiedlung von bebaubaren Gebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse verbundenen, u.a. physikalischen Belastungen;
- Einschätzung der Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit der Eintragung neuer der Landwirtschaft gewidmeten Gebiete in Flémalle und Saint-Georges-sur-Meuse;
- Einschätzung der Auswirkungen der Präventivzonen um die bereits bestehenden Wasserentnahmestellen auf den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich;
- Einschätzung der Auswirkungen des Vorhandenseins von Deponien auf den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich;
- Einschätzung der voraussichtlichen Schallpegel, denen die Wohngebiete ausgesetzt werden, wegen des Lärms, der von den Straßen und Eisenbahninfrastrukturen, vom Flugverkehr, von den Industrien und den einer Umweltgenehmigung unterworfenen Tätigkeiten stammt.

Diese Liste ist keinesfalls erschöpfend.

Die Revision des Sektorenplans Lüttich bildet den Rahmen folgender Projekte und Aktivitäten :

- Erhaltung und Schutz der Flughafeninfrastruktur;
- Verlagerung der Streitkräfte;
- ein 43 ha großes Wohngebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Ans und zwei Wohngebiete (45 ha) auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
- Bau eines Fußballstadions und einer Ausbildungsschule für Jugendliche in Ans;
- wirtschaftliche Aktivitäten, die in Grâce-Hollogne geplant werden;
- Bau eines Erholungsheims und von intergenerationellen Wohnungen in Saint-Georges-sur-Meuse.

Der Genauigkeitsgrad der Umweltverträglichkeitsstudie muss dem entsprechen, was man für die Bewertung der Auswirkungen für Städtebaugenehmigungen für jedes einzelne Projekt verlangen würde;

Phase I: ANALYSE DES VORENTWURFS

A. ZUSAMMENFASSUNG DES INHALTS UND BESCHREIBUNG DER ZIELSETZUNGEN UND DER BEGRÜNDUNGEN DES VORENTWURFS ZUR REVISION DES PLANS

(Artikel 42, Absatz 2, 1^o, des WGRSE)

A.1. Zusammenfassung des Inhalts und Beschreibung der Zielsetzungen und der Begründungen des Vorentwurfs zur Revision des Plans

Es geht darum, den Gegenstand der Revision des Sektorenplans Lüttich zusammenzufassen und die Ziele und die Begründungen der Wallonischen Regierung zu identifizieren wie sie in dem Erlass, durch den der Vorentwurf des abändernden Plans angenommen wird, erscheinen.

Unter Gegenstand der Revision des Sektorenplans Lüttich versteht man : die Verwendungsgebiete, die Umkreise, wo ein besonderer Schutz gerechtfertigt ist, die zusätzlichen städtebaulichen oder raumplanerischen Vorschriften, die anderen Raumordnungsmaßnahmen und die Karte;

Unter Zielsetzungen der Wallonischen Regierung versteht man die Ziele, die sie mit ihrer Entscheidung, den Plan zu revidieren, verfolgt.

Unter Begründungen der Wallonischen Regierung versteht man die Gründe, aus denen sie die Revision des Sektorenplans Lüttich als zur Erreichung der Zielsetzungen unerlässlich betrachtet.

A.2. Analyse

A.2.1. Überprüfung der Vereinbarkeit der Zielsetzungen des Vorentwurfs mit den regionalen Optionen

Es handelt sich darum, einerseits die Verbindungen des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich mit anderen relevanten Plänen und Programmen und andererseits die relevanten Zielsetzungen des Umweltschutzes hinsichtlich des Vorentwurfs zu identifizieren.

A.2.2. Überprüfung der Vereinbarkeit der zweckbestimmten Gebiete mit den Zielsetzungen der Wallonischen Regierung

Es gilt zu überprüfen, ob die im Vorentwurf des Plans eingetragenen zweckbestimmten Gebiete mit den Zielsetzungen der Wallonischen Regierung vereinbar sind.

A.2.3. Überprüfung der Übereinstimmung des Vorentwurfs mit den geltenden Regelungen

Es soll überprüft werden, ob der Planvorentwurf mit den geltenden Regelungen, insbesondere mit Artikel 46 des WGRSE, übereinstimmt (Art. 42, Abs. 2, 2^o, des WGRSE).

A.2.4. Identifizierung/Validierung des bzw. der Bezugsgebiets bzw. -gebiete

Das Bezugsgebiet ist das Gebiet, auf welchem die Überlegung beruhen muss, um die Relevanz der Revision des Sektorenplans Lüttich im Hinblick auf die Bedürfnisse und die Lokalisierung der Verwendungsgebiete zu überprüfen. Es entspricht dem, was im WGRSE *„das betroffene Gebiet“* (Art. 42, Abs. 2, 3^o).

Die Analyse der Bedürfnisse zur Begründung des Vorentwurfs und der Relevanz der Lokalisierung der unterschiedlichen Verwendungsgebiete des Vorentwurfs sowie die Suche nach den Varianten müssen auf folgende Gebiete begrenzt werden:

- Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur: an den Flughafen von Lüttich-Bierset angrenzende Gebiete;

- Verlagerung der Streitkräfte: an die Pisten des Flughafens von Lüttich-Bierset angrenzende Gebiete;
- Wohngebiete und Wohngebiete mit ländlichem Charakter: Gebiete der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse;
- Gewerbegebiete: Gebiete der Gemeinden Saint-Georges-sur-Meuse und Grâce-Hollogne;
- Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen: Gebiete der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse;

Der Verfasser der Studie kann andere Bezugsgebiete berücksichtigen. Dann wird er die Relevanz seiner Entscheidungen begründen.

A.2.5. Synthese

Es handelt sich darum, die Zielsetzungen des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich hinsichtlich deren Vereinbarkeit mit den regionalen Optionen und Schlussfolgerungen in den Bezugsgebieten, die mit dem Vorentwurf oder dessen verschiedenen Komponenten oder Gefügen von Komponenten verbunden sind, hervorzuheben (wobei die verschiedenen Verwendungsgebiete ggf. in hinsichtlich deren Bezugsgebiet kohärenten Gefügen gruppiert sind).

A. ANALYSE DER BEDÜRFNISSE, DIE DEN VORENTWURF RECHTFERTIGEN

Unter allen Umständen handelt es sich darum, für jede Komponente oder jedes Gefüge des Vorentwurfs den dafür vorzubehaltenden Raum zu schätzen und diese Schätzung nach dem folgenden Schema mit dem relevanten Angebot zu vergleichen.

B.1. Einschätzung der Nachfrage

Beschreibung der Merkmale des Bezugsgebiets hinsichtlich der Bevölkerung Es handelt sich darum, das Potential (Vorteile und Möglichkeiten) und die Einschränkungen (Schwächen und Gefährdungen) dieses Gebiets zu identifizieren, insbesondere diejenigen, die den Raumbedarf beeinflussen können. Nur die im Hinblick auf den Vorentwurf oder eine seiner Komponenten oder Gefüge von Komponenten relevanten Elemente sind zu berücksichtigen.

B.1.2 Bewertung der Raumnachfrage (oder des Raummangels) für die innerhalb des Bezugsgebiets untersuchten Zweckbestimmungen.

B.2. Schätzung des Angebots

B.2.1. Identifizierung der Kriterien für die Standortwahl, die den Zielen des Vorentwurfs, den regionalen Optionen und den geltenden Regelungen entsprechen.

B.2.2. Bewertung der relevanten Raumnachfrage für die innerhalb des Bezugsgebiets untersuchten Zweckbestimmungen.

B.3. Schlussfolgerung

Quantitative und qualitative Bewertung der Notwendigkeit, den untersuchten Zweckbestimmungen innerhalb des oder der Bezugsgebiete neue Flächen vorzubehalten.

B. ANALYSE DER STANDORTWAHL DER ZWECKBESTIMMTEN GEBIETE

Hier geht es darum, im Maßstab des oder der Bezugsgebiete die Standortwahl der verschiedenen zweckbestimmten Gebiete und Trassen des Vorentwurfs zu analysieren oder nicht, unter Berücksichtigung:

- des menschlichen und umweltbezogenen Potenzials und der menschlichen und umweltbezogenen Belastungen der betreffenden Gebiete;
- der regionalen Optionen, die auf diese Gebiete anwendbar sind;
- der Kriterien für die Standortwahl, die im Laufe des Punkts C (unter Berücksichtigung der Ziele des Vorentwurfs, der Grundsätze der Raumordnung und der geltenden Regelungen) zu identifizieren sind; und ggf innerhalb dieser Gebiete, Varianten für die Standortwahl zu suchen, die diesen Elementen entsprechen.

C.1. Analyse der Merkmale der Bezugsgebiete hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt

Beschreibung der Hauptmerkmale des Bezugsgebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt Es geht darum, das Potential (Trümpfe und Möglichkeiten) und die Einschränkungen (Schwächen und Gefährdungen) für die Standortwahl der zweckbestimmten Gebiete zu identifizieren und eine kartographische Zusammenfassung davon zu erstellen.

Sie werden im Maßstab des oder der Bezugsgebiete berücksichtigt. Die Sach- und Rechtslagen und umweltbezogenen Umstände werden in der Phase II der Prüfung genauer (d.h. auf mikrogeographischer Ebene) untersucht.

C.2. Räumliche Darstellung der großen regionalen Optionen

Hier geht es darum, eine kartographische Zusammenfassung der in den regionalen Orientierungsdokumenten für das oder die Bezugsgebiete gewählten Vorstellung zu erstellen.

C.3. Analyse der Relevanz der Standortwahl der zweckbestimmten Gebiete des Vorentwurfs

Hier geht es darum, die Relevanz der Standortwahl des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur, der unterschiedlichen zweckbestimmten Gebiete oder Gefüge von zweckbestimmten Gebieten des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich, mit Ausnahme der als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen eingetragenen Gebiete, hinsichtlich der in der Phase B (nl. Punkt B.2.1.) bestimmten Kriterien für die Standortwahl, der Analyse der Merkmale der Bezugsgebiete (C.1.) und der regionalen Optionen, die darauf Anwendung finden (C.2.), zu überprüfen.

C.4. Wahl der Standortvarianten

In den Fällen, wo das Planungsbüro der Auffassung ist, dass die Ermittlung von Standortvarianten nicht gerechtfertigt ist, muss es seine Stellungnahme ernsthaft begründen.

Hier geht es darum, Standortvarianten für den Vorentwurf oder seine Komponenten oder Gefüge von Komponenten zu suchen, und zwar unter Anwendung auf die Bezugsgebiete der in der Phase B bestimmten Kriterien für die Standortwahl, und unter Berücksichtigung der Analyse ihrer Merkmale (C.1.) und der regionalen Optionen, die darauf Anwendung finden (C.2.).

Wenn nötig kann dieser Vorgang in zwei Phasen erfolgen:

- Suche nach möglichen Geländen für die Standortvarianten;
- Wahl von Standortvarianten unter diesen potentiellen Geländen und den im Erlass berücksichtigen Standorten.

C.5. Einschätzung der Kosten und der Fristen für die Durchführung des Plans und seiner Varianten betreffend die Standortwahl

In diesem Punkt müssen insbesondere die Kosten, die zu Lasten der privaten Träger gehen, von denjenigen, die zu Lasten der Gemeinschaft gehen (Wallonisches Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen, Versorgungsgesellschaften, Gemeinden, Interkommunalen, usw.) unterschieden werden.

C.6. Synthese: Vergleich des Vorentwurfs zum Plan und der Standortvarianten

Es handelt sich darum, die Vor- und Nachteile der Standorte der verschiedenen zweckbestimmten Gebiete oder Gefüge von zweckbestimmten Gebieten und der Standortvarianten aufzulisten, insbesondere für folgende Faktoren:

- menschliches und umweltbezogenes Potenzial sowie menschliche und umweltbezogene Belastungen des besagten Gebiets;
- regionale Optionen, die auf das Bezugsgebiet Anwendung finden;
- Kriterien für die Standortwahl (Eingliederung der Ziele des Vorentwurfs, der Grundsätze der Raumordnung und der geltenden Regelungen);
- Kosten und Fristen für die Umsetzung.

Abschluss der Phase I

Synthese der Analyse des Vorentwurfs oder seiner unterschiedlichen Komponenten und Gefüge von Komponenten und Schlussfolgerungen hinsichtlich der Relevanz des Vorentwurfs.

Phase II: UMWELTBEWERTUNG

A. ANALYSE DER ABGRENZUNG UND BEDINGUNGEN FÜR DIE VERWIRKLICHUNG DER ZWECKBESTIMMTEN GEBIETE

Es handelt sich darum, auf örtlicher Ebene die Abgrenzung und die Bedingungen für die Umsetzung des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur, der Verwirklichung der zweckbestimmten Gebiete des Vorentwurfs und jeder Standortvariante anschließend an die ausführliche Analyse deren Untersuchungsgebieten näher zu bestimmen.

Wenn eine oder mehrere Standortvarianten am Ende von Punkt C ausgewählt werden, muss Punkt D für jede dieser Standortvarianten wiederholt werden.

Der Prüfungsumkreis der zweckbestimmten Gebiete des Vorentwurfs und der Standortvarianten ist der Teil des Gebiets, der bei ihrer Verwirklichung geschädigt werden könnte oder Einschränkungen bei deren Verwirklichung aufweisen könnte. Er kann also je aufgrund jedes Faktors der bestehenden Lage unterschiedlich sein, da er von der Natur des berücksichtigten Elements des Umfelds (mehr oder weniger empfindlich gegen die mit dem Projekt verbundenen Änderungsfaktoren des Umfelds) oder der berücksichtigten Belastung abhängt.

(Art. 42, Abs. 2, 11°, des CWATUP)

D.1. Identifizierung der mit dem Projekt verbundenen Änderungsfaktoren des Umfelds

Es handelt sich darum, die Aspekte oder Komponenten der Entwürfe zu identifizieren, die das Umfeld beeinträchtigen könnten, und sie aufgrund ihrer Intensität (die Störung kann als stark, schwach, belanglos oder gleich null bewertet werden) einzustufen, dies für alle drei nachstehend erwähnten Stufen der Umsetzung des Plans:

- Ausrüstung der zweckbestimmten Gebiete, Bau der Anlagen und Ausrüstungen;
- Betrieb der Aktivitäten;
- Sanierung des Standorts.

In vorliegendem Fall scheint die Sanierungsphase nicht berücksichtigt werden zu müssen, da die geplante Zweckbestimmung der Gebiete im Prinzip nicht rückgängig zu machen ist.

Die zu untersuchenden Faktoren, die die Umgebung ändern, werden in der Anlage D.1. aufgeführt, jedoch nicht unbedingt ausführlich.

D.2. Beschreibung der bestehenden Rechtslage

Es handelt sich darum, die Elemente der bestehenden Rechtslage zu identifizieren, die unter den Folgen der unter D.1. angegebenen Änderungsfaktoren der Umgebung leiden können, was als "Empfindlichkeit der Umgebung" (Art. 42, Abs. 2, 4°, des CWATUP) gekennzeichnet wird, oder die Belastungen oder Einschränkungen für die geplanten Niederlassungen bilden. Sie müssen kartographiert werden.

Eine besondere Aufmerksamkeit wird den Gebieten geschenkt, die für die Umwelt eine besondere Bedeutung haben, so wie diese gemäß den Richtlinien 79/409/E.W.G. und 92/43/E.W.G. bezeichnet werden. (Art. 42, Abs. 2, 5°, des CWATUP)

Die Elemente der bestehenden Rechtslage werden in der Anlage D.2. aufgeführt, jedoch nicht unbedingt ausführlich.

D.3. Beschreibung der bestehenden Sachlage

Es handelt sich darum, die Elemente der bestehenden Sachlage zu identifizieren, die unter den Folgen der unter D.1. angegebenen Änderungsfaktoren der Umgebung leiden können, was als "Empfindlichkeit der Umgebung" gekennzeichnet wird, oder die Belastungen oder Einschränkungen für die geplanten Niederlassungen bilden. Sie müssen kartographiert werden.

Eine besondere Aufmerksamkeit wird folgenden Elementen geschenkt:

- den Gebieten, die für die Umwelt eine besondere Bedeutung haben, so wie diese gemäß den Richtlinien 79/409/E.W.G. und 92/43/E.W.G. bezeichnet werden;
- dem Vorhandensein von Betrieben, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EG verbunden sind;
- der Eintragung von Gebieten, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die ein bedeutendes Risiko für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EG aufweisen.

D.4. Darstellung von Varianten für die Abgrenzung und/oder Durchführung der zweckbestimmten Gebiete

Es handelt sich darum, aufgrund der in den Punkten D.2. und D.3. identifizierten Empfindlichkeit, Belastungen und Einschränkungen, die Varianten für die Abgrenzung und/oder Durchführung der zweckbestimmten Gebiete des Vorentwurfs auszuarbeiten.

Diese Varianten zielen darauf ab, die Auswirkungen auf die Umwelt und die Belastungen bei der Ansiedlung zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen. Nach Einschätzung der Auswirkungen auf die Umwelt der hier identifizierten Varianten wird dasselbe für Punkt D.6. unternommen.

Die Abgrenzungsvarianten betreffen den Umkreis eines zweckbestimmten Gebiets.

Die Varianten der Durchführungsbedingungen betreffen die zusätzlichen Vorschriften und sonstigen denkbaren Raumordnungsmaßnahmen (siehe Anlage A).

D.5. Einschätzung der voraussichtlichen Ein- und Auswirkungen in den verschiedenen Stufen der Verwirklichung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführungsbedingungen (Art. 42, Abs. 2, 8° und 9° des CWATUP)

Es handelt sich darum, die Elemente der bestehenden Rechts- und Sachlage zu identifizieren, die unter den Folgen der mit den unter C angegebenen Standortvarianten verbundenen Änderungsfaktoren der Umgebung und der Abgrenzungsvarianten und ihrer unter D identifizierten Durchführungsbedingungen leiden können, um ihre

wahrscheinlichen bedeutsamen Ein- und Auswirkungen (kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive, als auch negative Nebenwirkungen) auf Umwelt, Land- und Forstwirtschaft hervorzuheben.

Diese Analyse muss für jede der Stufen der Umsetzung der Varianten geführt werden:

- Ausrüstung der zweckbestimmten Gebiete, Bau der Anlagen;
- Betrieb der Aktivitäten.

Durch diese Analyse muss ebenfalls festgestellt werden können, ob die im Vorentwurf des Plans und in seinen Varianten (Standort-/Abgrenzungs-/Durchführungsvarianten) projektierte Raumgestaltung eine Gefahr von bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt in den Nachbarregionen mit sich bringt, im Hinblick auf die eventuelle Anwendung der Bestimmungen von Artikel 43 § 2 des Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 3. Februar 2005 abgeänderten Fassung.

D.5.1 Identifizierung der hauptsächlichen Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt

Die zu untersuchenden Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt werden in der Anlage D.5. aufgelistet, wenn auch nicht ausführlich

D.5.2 Vergleich der Varianten

Es handelt sich darum, die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt des Vorentwurfs und der verschiedenen Varianten zu vergleichen.

D.5.3 Wahrscheinliche Entwicklung, falls der Plan nicht durchgeführt wird

Es handelt sich darum, die voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage zu untersuchen, wenn der Plan oder eine seiner Komponenten oder ein Gefüge von Komponenten nicht durchgeführt wird (*Art. 42, Abs. 2, 3^o, des CWATUP*)

D.6. Zu treffende Maßnahmen, um die negativen Auswirkungen der Varianten in Sachen Begrenzung und Durchführungsbedingungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen (*Art. 42, Abs. 2, 10^o des CWATUP*).

D.6.1. Darstellung der einzuleitenden Maßnahmen

Es geht darum, die durchzuführenden Maßnahmen zu bestimmen, um die negativen Auswirkungen der unter Punkt D.4 identifizierten Varianten in Sachen Abgrenzung oder Durchführungsbedingungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen.

Es kann sich handeln um:

- die Anpassung von benachbarten Verwendungsgebieten;
- zusätzliche Vorschriften;
- sonstige Raumordnungsmaßnahmen.

D.6.2. Effizienz der Maßnahmen und Einschätzung des (nicht reduzierbaren) Restimpakts des Vorentwurfs oder seiner Komponenten oder Gefüge von Komponenten und jeder Variante

D.6.3. Vergleich des Vorentwurfs oder seiner Komponenten oder Gefüge von Komponenten und jeder Variante

D.7. Einschätzung der Kosten und der Fristen für die Durchführung der Varianten in Sachen Abgrenzung und Durchführungsbedingungen

Es geht darum, die Kosten und Durchführungsfristen für die unter Punkt D.4 identifizierten Varianten in Sachen Abgrenzung und Durchführungsbedingungen einzuschätzen und sie mit denen des Vorentwurfs oder seiner Komponenten oder Gefüge von Komponenten und der unter Punkt C.6 identifizierten Lokalisierungsvarianten zu vergleichen.

D.8. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird

A. SYNTHESE DER EINSCHÄTZUNG

(entspricht teilweise dem Art. 42, Abs. 2, 11^o, des CWATUP)

Es handelt sich darum, die Vor- und Nachteile der verschiedenen, unter Punkt C (Lokalisierungsvarianten) und Punkt D (Varianten in Sachen Abgrenzung und Durchführungsbedingungen) identifizierten Varianten festzustellen.

Es handelt sich darum, die Ergebnisse insbesondere hinsichtlich der Einhaltung des Artikels 1, § 1, des Gesetzbuches und der Berücksichtigung der unter Punkt A.2.1. identifizierten Zielsetzungen des Umweltschutzes einschließlich der Begründungen des Vorentwurfs zu kommentieren.

Diese Synthese wird erlauben müssen, Stellung über die Zweckmäßigkeit einer Revision des Sektorenplanes auf der Grundlage einer wissenschaftlichen Analyse zu nehmen, die gründlicher als diejenige ist, auf welcher sich der Vorentwurf der Revision des Sektorenplans Lüttich sich stützte, und im Falle einer Revision, eine mit Art. 1 § 1 des Gesetzbuches vereinbare Raumgestaltung zu wählen. Sie erlaubt die Bewertung der Relevanz der Begründungen des Vorentwurfs, die unter Punkt A.1. beschrieben wurden.

Durch diese Synthese wird ebenfalls festgestellt werden können, ob die im Vorentwurf des Planes und in seinen Lokalisierungs-, Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten vorgeschlagene Raumgestaltung eine Gefahr von bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt in den Nachbarregionen mit sich bringt, im Hinblick auf die eventuelle Anwendung der Bestimmungen von Artikel 43 § 2 des Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 3. Februar 2005 abgeänderten Fassung. Diese Stellung wird durch die Ergebnisse der Studie zu begründen sein.

B. ERGÄNZUNGEN

F.1. In Betracht gezogene Maßnahmen zur Begleitung der bedeutsamen Auswirkungen der Durchführung des Sektorenplans auf die Umwelt

(*Art. 42, Abs. 2, 13^o, des CWATUP*)

Es geht darum, die bedeutsamen Restauswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Einschätzungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen, sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

F.2. Beschreibung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten

(*Art. 42, Abs. 2, 12^o des CWATUP*)

Es geht darum, die spezifischen Elemente der Bewertungsmethode zu beschreiben und die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

F.3. Grenzen der Studie

Es handelt sich darum, die Punkte, die in den Umweltverträglichkeitsprüfungen, die über konkrete Projekte erstellt werden, bei den Anträgen auf Genehmigung gründlicher untersucht werden müssten, aufzulisten.

C.

D. NICHT TECHNISCHE ZUSAMMENFASSUNG (höchstens 30 Seiten + Abbildungen)

(Art. 42, Abs. 2, 14^o, des CWATUP)

Diese Zusammenfassung muss für einen Leser, der kein Spezialist der angeschnittenen Bereiche ist, verständlich sein. Sie muss genügend dokumentiert sein und soll kein ergänzendes Material notwendig machen.

Anlage A**Zusätzliche Vorschriften und sonstige Raumordnungsmaßnahmen**

Die in Artikel 23, Abs. 2, 2^o, des Gesetzbuches erwähnten zusätzlichen Vorschriften werden in Artikel 41 bestimmt und können insbesondere das Folgende betreffen:

- die Genauigkeit der Zweckbestimmung der Gebiete;
- die Phasierung von deren Nutzung;
- die Umkehrbarkeit der Zweckbestimmungen;
- die Bau- oder Wohnungsdichte;
- die Pflicht zur Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans vor deren Verwertung;
- die Pflicht, eine vorherige kommunale Städtebauordnung zu erstellen; oder aber jede andere Art Vorschrift städtebaulicher Art oder betreffend den Plan.

Die in Artikel 23, Abs. 2, 3^o, des Gesetzbuches sonstigen Raumordnungsmaßnahmen betreffen insbesondere:

- die innerhalb und außerhalb der Gelände geplanten Ausrüstungen (Infrastrukturen für den Transport, für Wasser-, Gas-, Stromzuleitung, für Entwässerung/Klärung);
- die Vorrichtungen zur Umweltverwaltung und Verringerung der Auswirkungen (Klärstation, Regenauffangbecken, ...);
- die Maßnahmen zur landschaftlichen Integration.

Anlage D.1.**Faktoren der Änderung des Umfelds**

Faktoren der Änderung des Umfelds, die mit der Mobilisierung oder dem Verbrauch der natürlichen Ressourcen verbunden sind

- Immobilisierung von Boden und Unterboden (Gewinnung von Boden und Unterboden im Verhältnis zu anderen bestehenden und potenziellen menschlichen Aktivitäten);
- Wasserverbrauch:

Faktoren der Änderung des Umfelds, die mit den Abfällen und Emissionen aus den Aktivitäten verbunden sind

- Lärm
- Feste, flüssige und gasförmige Ausstöße, Abfälle.

Faktoren der Änderung des Umfelds oder Gefahren, die mit der Lagerung von Produkten verbunden sind

- Rohstoffe, Prozessstoffe, Produkte, Unterprodukte und Abfälle...

Faktoren der Änderung des Umfelds, die mit der Mobilisierung von Infrastrukturen und öffentlichen Einrichtungen innerhalb und außerhalb des Geländes verbunden sind

- Mobilisierung des Straßennetzes - Verkehr;
- Mobilisierung der Parkflächen;
- Mobilisierung der Leitungsausrüstungen (Berechtigte: Wasser, Strom, Rohrleitungen, ...);
- Mobilisierung der Infrastrukturen zur Abwassersammlung und -klärung.

Anlage D.2.**Bestehende Rechtslage**

Es gibt Anlass, insbesondere die folgenden Elemente hervorzuheben:

- Die vorschriftsmäßigen Umkreise und Raumordnungsgebiete: dezentralisierte Gemeinden, die eine kommunale Städtebauordnung angenommen haben, Umkreise von kommunalen Raumordnungsplänen, Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet, Bereiche der Anwendung der allgemeinen Bauordnung für ländliche Gebiete, ...

- Die territorialen Elemente, die einer besonderen Regelung unterworfen sind:

Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrsverbindungen, Rechtsstellung der Wälder und Forste, Rechtsstellung der Wasserläufe, usw.

- Die Genehmigungsgebiete mit Einschränkung des Zivilrechts:

bestehende Parzellierungsgebiete, Umkreise, für die eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind, ...

- Die Gebiete, die mit der Politik der operativen Planung verbunden sind:

Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete, ...

- Die erbebezogenen Umkreise und Gebiete:

unter Schutz gestellte Denkmäler und Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, bemerkenswerte Bäume und Hecken,...

- Die Umkreise mit Umwelteinschränkungen (insbesondere die Umkreise zum Schutze naheliegender Wasserentnahmestellen, die "Natura 2000" Gebiete, die Gebiete mit Überschwemmungsgefahr, die mit der Ermittlung von Überschwemmungen verbundenen Gebiete,...)

- Die Umkreise von landschaftlichem Interesse :

Abgrenzung der Umkreise von landschaftlichem Interesse so wie im Sektorenplan eingetragen.

-

-

-

Anlage D.3.**Bestehende Sachlage****Biophysischer Lebensraum**

- Luft und Klima (u.a. Windrichtung);
- Oberflächen- und Grundwasser;
- Boden und Unterboden (einschließlich des Relief und der Identifizierung der zu schützenden Vorkommen mit großem wirtschaftlichem oder erbebezogenem Wert, der verschmutzten Gebiete und der technischen Vergrabungszentren);
- Biotope;
- Naturrisiken und geotechnische Belastungen, denen das Untersuchungsgebiet unterworfen ist :
 - Überschwemmungen;
 - Karsterscheinungen;
 - bergbauliches Risiko;
 - Felssturz;
 - Erdbeben;
 - seismisches Risiko;
- Umkreise von landschaftlichem Interesse (unter Berücksichtigung der Hauptzüge der Landschaft und der Existenz von bemerkenswerten Ausblicken).
 - Gebiete, die der Einrichtung von etwaigen Rückhaltebecken vorbehalten sind;

Menschlicher Lebensraum

- Akustische und Geruchsumgebung;
- Lokalisierung des Wohnbereichs, architektonische städtebauliche und morphologische Struktur der Bausubstanz und der öffentlichen Flächen;
- Kultur- und Naturerbe;
- Landschaft und visuelle Atmosphäre;
- Infrastruktur und Ausrüstungen;
- Langsame Verkehrswege;
- Vorhandensein von Immobiliengütern oder eines geschützten Gebiets;
- Öffentliches Verkehrsmittelnetz und Häufigkeit - Zugänglichkeitskarten.
- Vorhandensein von gefährdeten Gebieten in der Nähe der SEVESO-Betriebe.

Menschliche Aktivitäten

- Art und Eigenschaften der gegenwärtigen und möglichen Aktivitäten (im Rahmen des gegenwärtigen Sektorenplans);
- Empfindliche soziokulturelle Ausrüstungen;
- Sonstige menschliche Beschäftigungen, die gegen störende Aktivitäten empfindlich sind;
- Landwirtschaftliche Aktivitäten;
- Sonstige wirtschaftliche Aktivitäten.

Anlage D.5.**Auswirkungen auf die Umwelt****Auswirkungen auf Luft und Klima**

- Eventuelle Störung des Mikroklimas durch hohe Gebäude (fallender Schatten, Turbulenzeffekt am Fuß der hohen Gebäude...);
- Eventueller Beitrag zur Nebelbildung durch Ausstöße von Staub in die Atmosphäre.
- Eventueller Ausstoß von Treibhausgas, Energieverbrauch.

Auswirkungen auf Oberflächen- und Grundwasser

- Mit der Abdichtung des Bodens durch die Gebäude und Bodenanlagen (Straßen und Parkflächen) verbundene Veränderung des Systems der Grundwasserleitschichten und des hydrologischen Systems der Wasserläufe;
- Auswirkungen auf die Kanalisationspläne (Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet),
- Mit der Ableitung des Regenwassers und des geklärten Abwassers verbundene Veränderung der chemischen, mikrobiologischen Qualität und des Trübungsgrads der Wasserläufe;
- Veränderung des Regimes der Wasserläufe, die auf die Ableitung des Regenwassers und des geklärten Abwassers zurückzuführen sind;
- Risiko einer unfallbedingten Verschmutzung, die insbesondere mit der Lagerung von Produkten oder Abfällen verbunden ist;
 - Mögliche Mobilisierung der nahen Wasserressourcen durch Wasserfassung;
 - Karstregime und Einstürzen infolge der Absenkung des Grundwassers;
 - Änderung der Wassereinzugsgebiete infolge der Begradigungen der Niederwasserbette der Wasserläufe;
 - Auswirkungen auf die Qualität des Grundwassers.

Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden

- Nicht rückgängig zu machende Immobilisierung des Bodens und des Unterbodens infolge des Baus von Gebäuden und der Einrichtungen am Boden durch Straßen und Parkflächen;
- Risiko einer unfallbedingten Verschmutzung des Bodens, die insbesondere mit der Lagerung von Produkten oder Abfällen verbunden ist;
 - Karstisches und/oder Bergwerkseinstürzen mit bedeutenden Risiken;
 - Mit der Art der geologischen Unterschicht verbundene Erdbeben.

Auswirkungen auf die Fauna und Flora

- Vernichtung und/oder Zersplitterung der Biotope infolge des Baus von Gebäuden und der Einrichtungen am Boden und der Veränderung des Bodenreliefs;
- Beeinträchtigung der Ökotope durch gasförmige, flüssige oder feste Schadstoffe;
- Störung der Fauna infolge der Aktivitäten (Lärm, Bewegungen, Verschwinden von Habitaten ...);

- Auswirkungen auf die Gebiete mit besonderer Bedeutung für die Umwelt, wie diejenigen, die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG (Erhaltung der wildlebenden Vogelarten) und 92/43/EWG (Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen = Natura 2000-Netz) bezeichnet worden sind.

Auswirkungen auf die Gesundheit und Sicherheit des Menschen

- Beeinträchtigung der Gesundheit wegen des Lärms, der von den Straßen und Eisenbahninfrastrukturen, vom Flugverkehr, von den Industrien und den einer Umweltgenehmigung unterworfenen Tätigkeiten stammt.
- Mit dem Ausstoßen von Luftschadstoffen verbundene Beschädigung der Gesundheit;
- Gefährdung der Sicherheit, die mit der Zunahme des Verkehrs von Motorrädern, PKW und LKW auf dem Verkehrsnetz verbunden ist;
- Schwingungen infolge der Unternehmensaktivitäten (Siebe, Brecher, Zerkleinerer...).

Auswirkungen auf die Annehmlichkeit der Lebensbedingungen

- Beeinträchtigung der Geruchsumgebung durch das Ausstoßen von gasförmigen Schadstoffen oder von Abfällen;
- Beeinträchtigung der akustischen Umgebung durch laute Aktivitäten und die Zunahme des Verkehrs (Straße, Eisenbahn, Flugzeuge);
- Beeinträchtigung der optischen Qualität infolge der Baukörperform oder der architektonischen und städtebaulichen Komposition der zukünftigen Gebäude, sowie der wahrscheinlichen Veränderung des Bodenreliefs für deren Bau.

Auswirkungen auf die Sach- und Erbgüter

- Schädigung der Immobilien-Erbgüter durch atmosphärische Ausstöße aus bestimmten verschmutzenden Industrien;
- Schädigung von eventuellen archäologischen Stätten;
- Auswirkungen auf die Lage im Grundstücksbereich.

Auswirkungen auf die Mobilität, das Verkehrsnetz und die Infrastrukturen

- Modale Verkehrsverteilung;
- Ungeeignete Mobilisierung der Straßeninfrastrukturen mit Auswirkungen auf den Verkehrsfluss;
- Störung durch eine ungeeignete Belastung für die Dauerhaftigkeit des Wasserklärungsnetzes;
- Überbelastung der Strom-, Gas- und Kommunikationsnetze.

Auswirkungen auf die Aktivitäten

- Auswirkungen auf die auf dem Gelände des Vorentwurfs bereits bestehenden primären Aktivitäten (Land-, Forstwirtschaft) infolge der Mobilisierung der Ressource Boden und Unterboden;
- Auswirkungen auf bestimmte Bodennutzungen und ständige oder gelegentliche empfindliche Aktivitäten (Aufenthalte, Tourismus...), die mit eventuellen Lärm- und Geruchsbelästigungen verbunden sind.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 3931

[2007/202859]

19 JULI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Luik (bladen 41/S, 41/8N, 41/8S, 42/IN, 42/IS en 42/5N) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de herontplooiing van de strijdkrachten te Luik-Bierset en de verlening van in het kader van de herziening van het gewestplan Luik gereserveerde planologische compensaties aan de gemeenten Ans en Saint-Georges om de uitbreiding van de luchthavenactiviteit van Luik-Bierset en de verwante activiteit mogelijk te maken

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 26, 27, 28, 30, 33, 35, 39, 40-6°, 41-1°, 42 tot en met 46;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van geluidshinder, meer bepaald artikel 1bis, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999 en gewijzigd bij de decreten van 8 juni 2001, 25 oktober 2001, 29 april 2004, 15 december 2005 en 2 februari 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 november 1987 tot opstelling van het gewestplan Luik, inzonderheid gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 december 1992 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 juli 1993, 4 mei 1995 en 6 februari 2003;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik (bladen 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N en 42/1S) met het oog op de herontplooiing van de strijdkrachten te Luik-Bierset en de verlening van in het kader van de herziening van het gewestplan Luik gereserveerde planologische compensaties aan de gemeenten Ans en St-Georges om de uitbreiding van de luchthavenactiviteit van Luik-Bierset en de verwante activiteit mogelijk te maken;

Overwegende dat dat besluit bekend is gemaakt in het *Belgisch Staatsblad* op 2 september 2004;

Overwegende dat de procedure voor de herziening van het gewestplan Luik, opgestart met bedoeld besluit, niet verdergezet is kunnen worden voor zover de ontwerp-herziening van het gewestplan niet voorlopig is aangenomen door de Waalse Regering voor de inwerkingtreding van het zgn. programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging; dat heden de procedure gevolgd moet worden omschreven in de artikelen 42 en volgende van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium zoals gewijzigd bij voornoemd programmadecreet;

Overwegende dat de nieuwe procedure bepaalt dat de herziening van het gewestplan uitdrukkelijk besloten moet worden door de Waalse Regering, wat niet blijkt uit het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik;

Overwegende dat die beslissing bovendien moet voorafgaan aan de aanneming van het voorontwerp van beslissing of er tenminste gelijktijdig mee moet zijn;

Overwegende dat het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik, aangenomen op 27 mei 2004, beoogde de structurering van het het grondgebied verder te zetten zoals aangevat in het kader van de herziening van het gewestplan Luik, aangenomen op 6 februari 2003, meer bepaald door de ruimte voor te behouden die noodzakelijk is voor de herontplooiing van de strijdkrachten en door nieuwe woon- en bedrijfsgebieden op te nemen als gevolg van de wijziging van de bestemming van bepaalde gebieden;

Overwegende dat het eveneens noodzakelijk is de optie van de Waalse Regering te bestendigen, die erin bestaat een deel van de economische ontwikkeling van het Waalse Gewest vast te ankeren in de activiteit van twee luchthavens door de ruimten voor te behouden die noodzakelijk zijn voor de bescherming en de vrijwaring van de verkeersinfrastructuur in casu gevormd door de luchthaven Luik-Bierset;

Overwegende dat er nu nieuwe gegevens beschikbaar zijn in verband met de projecten die ten grondslag lagen aan het voorontwerp van herziening van het op 27 mei 2004 aangenomen gewestplan Luik en dat andere projecten aan de Waalse Regering zijn medegedeeld;

Overwegende dat de Waalse Regering sedertdien haar beleid heeft vastgelegd ter bestrijding van de geluidshinder door de gewestelijke luchthavens; dat dat beleid vastligt in twee besluiten die enerzijds de geluidsgebieden van het ontwikkelingsplan op lange termijn en van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder van de luchthaven Luik-Bierset en anderzijds het stedenbouwkundig reglement op de akoestische kwaliteit van de bouwwerken in de zones B, C en D van de ontwikkelingsplannen op lange termijn van de luchthavens Luik-Bierset en Charleroi-Brussels South bepalen;

Overwegende dat uit die besluiten blijkt dat de grenzen van de geluidsgebieden licht verschillen van die waarop zowel de herziening van het gewestplan Luik, aangenomen op 6 februari 2003, als het voorontwerp van herziening, aangenomen op 27 mei 2004, berusten en dat de voorwaarden voor de verenigbaarheid van de woonfunctie met de luchthavenactiviteit heden vastliggen, zowel voor de bestaande bouwwerken als voor nieuwbouw;

Overwegende dat het programmadecreet van 3 februari 2005 artikel 33 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium heeft gewijzigd met het oog op een eenvoudigere ontsluiting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat, omgevormd tot gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is; dat de nieuwe bepalingen, waarmee onder andere de termijn is ingekort van de administratieve procedures vóór ontsluiting ervan, tegen de optie in kunnen gaan die de Waalse Regering genomen had om de keuze van de bestemming van bepaalde gebieden niet meer uit te stellen;

Overwegende dat artikel 46, § 1, 3^o, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005, het volgende bepaalt :

“de opneming van een nieuw bebouwingsgebied wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige wijziging van een bestaande bebouwingsgebied in een niet-bebouwingsgebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering.”;

Overwegende dat de toepassing van die bepaling in de context van een zeer verstedelijkt gebied dat onderhevig is aan hevige drukfactoren omwille van het leefmilieu, toe te schrijven aan de uitbreiding van de luchthavenactiviteit, de Waalse Regering ertoe genoopt heeft om juist de behoeften opnieuw te beoordelen die de nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden ondervinden en hun oppervlakte te beperken tot het strikt noodzakelijke;

Overwegende, ten slotte, dat het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik, aangenomen op 27 mei 2004, materiële fouten inhield, zowel in het besluit als in het bijgevoegde plan;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik op te heffen en een nieuwe procedure op te starten ter herziening van het gewestplan Luik;

Overwegende dat de gewestplanherziening die de Waalse Regering heden nastreeft, volgende doelstellingen beoogt :

1. ruimte voorbehouden voor de bescherming en de vrijwaring van de verkeersinfrastructuur gevormd door de luchthaven Luik-Bierset;
2. de nodige ruimte voorbehouden voor de herontplooiing van de strijdkrachten als gevolg van de uitbreiding van de luchthavenactiviteit op Luik-Bierset op de gronden die de strijdkrachten ingenomen hadden;
3. woongebieden of woongebieden met een landelijk karakter opnemen op het grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse overeenkomstig de paragrafen 2 en 7 van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003 tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Luik;
4. bedrijfsruimten opnemen op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne en Saint-Georges-sur-Meuse;
5. twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen opnemen op het grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse;

Ruimte voorbehouden voor de bescherming en de vrijwaring van de verkeersinfrastructuur
gevormd door de luchthaven Luik-Bierset

Overwegende dat de herziening van het gewestplan Luik, aangenomen in 2003, ernaar streefde het in de buurt van de luchthaven gelegen gebied in te richten in functie van de projecten van de Waalse Regering voor de economische ontwikkeling; dat de regelgevende maatregelen die zij vastlegt voor bodemgebruik en respect voor de leefkwaliteit van de omwonenden bepaald zijn in functie van die projecten;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan Luik, aangenomen in 2003, daarentegen niet in bijzondere maatregelen voorzag voor de bescherming of de vrijwaring van de infrastructuur zelf terwijl de goede werking ervan juist essentieel is voor het welslagen van het Waalse regeringsbeleid;

Overwegende dat het risico evenwel bestaat dat een dichtere bebouwing de werking ervan op termijn beïnvloedt; dat hoewel de huidige situatie van de bebouwing in de omgeving ervan de uitbating van de luchthaven niet belemmert, het toch strikt noodzakelijk is om nu reeds de geschikte maatregelen te treffen die de uitbreiding van de bebouwing kan beheersen;

Overwegende dat de beheersing van de bebouwing op de gronden die in de buurt liggen van de luchthaveninfrastructuur een prioritaire doelstelling is die op lange termijn de goede werking van die infrastructuur vrijwaart;

Overwegende dat het gewestplan Luik hoofdzakelijk de betrokken bebouwbare gebieden als bedrijfsruimten en als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is bestemt, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt *S.12 op het plan, waarmee de woonfunctie op termijn uitgesloten wordt;

Overwegende dat hoewel de beheersing van de bebouwing in de gebieden die als bedrijfsruimten moeten dienen in principe vaststaat doordat ze afhankelijk zijn van de luchthavenactiviteit en van het geringe aantal betrokken operatoren, de toestand helemaal anders is voor de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, welke, voor hun ontsluiting, hoewel heden afhankelijk van de gemeentelijke overheden, zeer gevraagd zullen zijn door talrijke operatoren die doelstellingen hebben die, op enkele uitzonderingen na, bijna niets te maken hebben met de werking van de luchthaven en met de economische ontwikkeling, door de

luchthaven mogelijk gemaakt; dat de nu reeds overvloedig aanwezige woonfunctie, vanuit dat gezichtspunt, een bedreiging kan vormen voor de vrijwaring van de infrastructuur als de voorwaarden voor de ontwikkeling ervan geen strikte begeleiding krijgen;

Overwegende dat de optie die de Waalse Regering in 2003 nam om "op termijn" de woonfunctie uit te sluiten van de gebieden met een woonbestemming die omgevormd zijn tot gebieden waarvan de bestemming nog niet vastligt, feitelijk onvoldoende operationeel is - welke handelingen en werken worden er vanaf nu toegelaten? - om op de heden door de Waalse Regering nagestreefde doelstelling in te spelen;

Overwegende dat het gewestplan omtrekken kan bevatten waar een bijzondere bescherming verantwoord is wegens de redenen verwoord in artikel 40 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium; dat de reserveringsomtrek er in het bijzonder op gericht is "de ruimten voor te behouden die nodig zijn voor de verwezenlijking, de bescherming of de vrijwaring van die verkeersinfrastructuur; de handelingen en werken die aan een vergunning onderworpen zijn kunnen ofwel verboden worden ofwel ondergeschikt worden gemaakt aan bijzondere voorwaarden";

Overwegende dat de doelstelling die de Waalse Regering nastreeft, namelijk de bescherming en de vrijwaring van de verkeersinfrastructuur gevormd door de luchthaven Luik-Bierset, via de opnemings van een reserveringsomtrek, bereikt kan worden;

Overwegende dat het over het algemeen, en dus boven de woonfunctie uit, immers dringend noodzakelijk is dat het gewestplan vooruitloopt op de potentiële evolutie die elke activiteit, van welke aard ook, kan ondergaan en de infrastructuur van de luchthaven Luik-Bierset in gevaar zou kunnen brengen;

Overwegende dat de ratio legis van de artikelen 40, 6°, en 452/25 van het Wetboek erin bestaat de evolutie van de infrastructuren te beschermen, niet enkel ten opzichte van gekende activiteiten maar ook van nieuwe installaties waar vandaag nog niet aan gedacht wordt; dat de reserveringsomtrek, door het feit mogelijk te maken dat de vergunningen voor elk project dat de luchthaveninfrastructuur zou kunnen verstoren, aan voorwaarden gekoppeld dan wel geweigerd worden, op een verantwoorde, evenwichtige en redelijke wijze de doelstelling van het Wetboek vervult;

Overwegende dat de weigering tot het verstrekken van een vergunning of de toekenning van een vergunning onder voorwaarden in de reserveringsomtrek immers een middel vormt om de nodige ruimte voor te behouden voor de uitvoering, de bescherming of de vrijwaring van de luchthaveninfrastructuur;

Overwegende dat het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder, hoewel het niet beschouwd kan worden als een ruimtelijke ordeningsinstrument, desalniettemin bij de herziening van het gewestplan Luik-Bierset bij besluit van 6 februari 2003, één van de hoofdbestanddelen was van de verantwoording van de gewestplanwijziging; dat de doelstelling die nagestreefd is door de wijziging van het gewestplan in 2003 aldus er, zoals reeds uiteengezet, in bestond de gehele A-zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder, zoals toen afgebakend, "aan de woonfunctie te onttrekken"; alle woongebieden in de buurt van het luchthavengebied zijn omgevormd tot industriële of gemengde bedrijfsruimte en de woongebieden die het verst van het luchthavengebied verwijderd zijn, zijn dan omgevormd tot gebieden waarvan de bestemming nog niet vastligt, in combinatie met een bijkomend voorschrift gemerkt *S12, zodat de woonfunctie op termijn uitgesloten wordt; dat de Waalse decreetgever op 29 april 2004 een decreet heeft aangenomen tot wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1993 betreffende de bestrijding van de geluidshinder; dat die wet in de afbakening voorziet van twee omtrekken: een om de drie jaar herzienbaar plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder die overeenstemt met een exploitatie vandaag en over tien jaar en een ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven die overeenstemt een maximumgebruik van de luchthaven; dat dat decreet naar geluidsindicator Lden en niet meer Ldn verwijst; dat de zones van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder en het ontwikkelingsplan op lange termijn vastgelegd zijn door de Waalse Regering op 27 mei 2004; dat zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset noodzakelijkerwijs groter is dan zone A van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder waarop de Waalse Regering zich gebaseerd had om het gewestplan te herzien in 2003 voor zover zij overeenstemt met een maximumgebruik van de luchthaveninfrastructuur; dat hoewel de omtrek van zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn bepaald is in functie van meer bepaald akoestische criteria, er niettemin een correlatie bestaat tussen dat plan en de reserveringsomtrek; dat bijgevolg voorgesteld wordt om beide omtrekken te versmelten maar er toch op te wijzen dat hoewel ze verband houden met elkaar wat de motieven van hun configuratie betreft op ruimtelijk vlak, ze toch onder verschillende handhavingssystemen vallen;

Overwegende dat wat betreft de stedenbouwkundige handhaving, de opnemings van een reserveringsomtrek als overdruk op de gebieden van het gewestplan gelegen in de omtrek van zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset tot gevolg zou moeten hebben dat de handelingen en werken met als doel de bouw of de heropbouw van gebouwen met een woonfunctie of het verlenen van onderdak aan personen en de verbouwing of de wijziging van de bestemming van bestaande gebouwen of delen van bestaande gebouwen om ze te bestemmen voor het wonen of het verlenen van onderdak aan personen of om het aantal wooneenheden te verhogen, verboden zouden worden;

Overwegende dat het bijgevolg niet meer nodig is om de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat, opgenomen bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003 waarbij het gewestplan definitief aangenomen wordt op het grondgebied van de gemeenten Ans, Flémalle en Saint-Georges-sur-Meuse een bijkomend voorschrift op te leggen, gemerkt *S.12" op het plan, waarmee op termijn de woonfunctie uitgesloten werd;

Overwegende dat de verenigbaarheid van de optie die de Waalse Regering nam ten opzichte van de handelingen en werken die verboden zijn in de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur met de doelstellingen die zij nastreeft inzake de geïntegreerde vrijwaring van het erfgoed evenwel geëvalueerd zal moeten worden in het kader van het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan onderworpen zal moeten worden voor het geval van de onroerende goederen die eventueel opgenomen zouden zijn op de erfgoedlijst bedoeld in artikel 192 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium; Overwegende dat de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur gedeeltelijke vier woongebieden met een landelijk karakter dekt, gelegen op het grondgebied van de gemeenten Grâce-Hollogne, rue de Fontaine en bezuiden het dorp Bierset, en Saint-Georges-sur-Meuse, rue Fond Bougerie en rue de Warfusée;

Overwegende dat die situatie toe te schrijven is aan het feit dat de omtrek waarop de Waalse Regering haar opties gebaseerd heeft in 2003, namelijk: de omtrek van zone A van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder vastgelegd op 18 april 2002 en heden opgeheven, lichtjes verschilt van de omtrek van zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn van Luik-Bierset;

Overwegende dat, voor zover het wonen één van de twee hoofdbestemmingen is van het woongebied met een landelijk karakter in de zin van artikel 27 van het Wetboek, het behoud van die bestemming op het gewestplan blijvend voor verwarring kan zorgen met betrekking tot de mogelijkheid om in de betrokken gebieden de ontwikkeling van de woonfunctie te machtigen terwijl die ontwikkeling beperkt moet blijven tot de grenzen die de Waalse Regering wil opleggen; dat het bijgevolg duidelijker is om de beginselen aan te nemen die in 2003 zijn uitgevoerd, namelijk: het bebouwde deel van de gronden bestemmen als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, in dit geval niet gecombineerd met het bijkomend voorschrift gemerkt *S.12" daar dat niet meer nodig is, en het onbebouwd deel van de gronden in functie van de bestaande context;

Overwegende dat die optie praktisch evenwel onmogelijk blijkt voor beide gebieden gelegen op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne, vanwege de manier waarop ze uitgetekend zijn; dat het daarentegen verantwoord is om de bestemming die het gewestplan vastgelegd heeft voor het gebied gelegen in de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur waaraan ze aanpalend zijn, tot die gebieden uit te breiden;

Overwegende dat bijgevolg voorgesteld wordt om de gronden, gelegen rue de Fontaine, te herbestemmen als industriële bedrijfsruimte gecombineerd met volgend bijkomend voorschrift gemerkt "S.02" op het bij dit besluit gevoegd plan :

"Dit gebied wordt bestemd voor bedrijven die gebruik maken van de luchthaveninfrastructuur en waarvan de activiteit een ligging noodzakelijk maakt in de onmiddellijke buurt van en verbonden met de luchthaven, zoals productie- en distributiebedrijven met meer bepaald een hoge toegevoegde waarde; dat gebied bevat aan de rand van de woongebieden met een landelijk karakter in Ferdoux en Bierset een minimum 50 m brede afzonderingsmarge bestaande uit met groen beplante beveiligingsmuren of dichtbegroeide natuurschermen, afhankelijk van de topografie van de locatie, samen met een aangepaste geluidswerende constructie indien de voorgenomen activiteit daarom vraagt; er worden gepaste bouwprofielen verplicht gemaakt om de overgang te garanderen tussen de industriële activiteiten en het landbouwgebied.";

Overwegende dat bijgevolg voorgesteld wordt om de gronden, gelegen bezuiden Bierset, te herbestemmen als gemengde bedrijfsruimte gecombineerd met volgend bijkomend voorschrift gemerkt "S.05" op het bij dit besluit gevoegd plan :

"Dit gebied wordt voorbehouden voor activiteiten met enkel licht verkeer; detailhandelsbedrijven worden uitsloten; de bouwwerken moeten opgenomen worden in de bestaande bebouwing.";

Overwegende dat het bebouwd deel van het woongebied met een landelijk karakter, gelegen rue Fond Bougerie, op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse, daarentegen herbestemd kan worden daar het het uiterlijk aspect heeft van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, waarvan het overblijvend deel als landbouwgebied is herbestemd;

Overwegende dat het woongebied met een landelijk karakter dat in het uiterste zuiden gelegen is van de reserveringsomtrek van de luchthavenactiviteit aan weerskanten van de rue de Warfusée een bijzonder geval vormt daar de bestemming ervan in stand werd gehouden toen het reeds onder zone A van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder viel en daar die bestemming bevestigd is bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik, waarbij evenwel een bijkomend voorschrift was toegevoegd, luidend als volgt, echter zonder kaartdocument : "Elke vergunning voor nieuwbouw of verbouwingen die ertoe zou leiden dat de bewoning door meer bewoners mogelijk wordt gemaakt, is verboden in het gebied gemerkt "S.27";

Overwegende dat die bijzonderheid niet meer behouden hoeft te worden en dat voor dat gebied dezelfde principes gelden als voor de anderen, namelijk : het bebouwde deel van de gronden bestemmen als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en het onbebouwd deel van de gronden in functie van de bestaande context : landbouwgebied en parkgebied;

Overwegende dat de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur geen gronden meer inneemt die behoren tot een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en waarvan het bijkomend voorschrift evenwel geschrapt is zodat de inrichting ervan verenigbaar blijft met de opties die de betrokken gemeentelijke overheden zullen nemen voor de gronden gelegen in de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat, gelegen in Hombroux te Ans, in Awirs te Flémalle en in het gehucht "Les communes" te Saint-Georges-sur-Meuse een bijkomend voorschrift oplegde, gemerkt "S.19" op het bij het besluit gevoegde plan; dat de inhoud van het bijkomend voorschrift niet voorkomt in de tekst van het besluit; dat het voornemen van de Waalse Regering, afgeleid van de motivering van het besluit, erin bestond het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan onderworpen wordt, na te laten gaan of het geschikt is het wonen te verbieden in de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat in zone B van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset;

Overwegende dat die kwestie geregeld is sinds de aanneming door de Waalse Regering van het besluit betreffende een stedenbouwkundig reglement voor de akoestische kwaliteit van bouwwerken in de zones B, C en D van de ontwikkelingsplannen op lange termijn van de luchthavens Luik-Bierset en Charleroi-Brussels South; dat het niet verantwoord is voornoemde zones bovenbedoeld bijkomend voorschrift op te leggen;

Overwegende dat er bij de vermoedelijke niet-verwaarloosbare gevolgen van dat onderdeel van het project een bijzondere aandacht moet uitgaan naar de beoordeling van de effecten op de netwerken, de infrastructuren (saneringsplan van het stroomgebied van de Maas stroomafwaarts) en het cultureel erfgoed in het kader van het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan onderworpen zal worden;

Herontplooiing van de Strijdkrachten.

Overwegende dat een deel van de gronden die door strijdkrachten waren ingenomen voor militaire doeleinden aan het Waalse Gewest zijn afgestaan en heden dienen voor economische activiteiten; dat de ruimte die nodig is voor hun herontplooiing niet voorbehouden kon worden toen het gewestplan Luik, vastgelegd bij besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003, herzien werd daar er toen nog geen concreet project voorhanden was;

Overwegende dat het project nu vastligt, dat het erin bestaat zowel een nieuwe helikopter piste die zowat 680 meter lang is, in een evenwijdige oriëntatie met de landings- en opstijgingsbanen van de luchthaven, als alle infrastructuren en gebouwen voor de Wing heli aan te leggen op gronden gelegen ten noordwesten van de weg tussen Bierset en Velroux;

Overwegende dat de ligging ervan verantwoord is door het voorhanden zijn van militaire infrastructuren en door de verplichting om een toegang voor te behouden tot de banen van de luchthaven krachtens de technische overeenkomst van 22 mei 2003 overeenkomstig het kadersamenwerkingsakkoord van 23 december 2002 tussen de Belgische Staat en het Waalse Gewest over het gemeenschappelijk gebruik van het vliegveld van Bierset voor zowel de militaire activiteiten als voor de activiteiten in verband met de burgerluchtvaart;

Overwegende dat wat betreft de bestaande feitelijke en rechtstoestand, de gronden :

- gelegen zijn in een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, in een landbouwgebied, in een gemengde bedrijfsruimte en in een industriële bedrijfsruimte op het gewestplan;

- bereikbaar zijn vanaf de N637 en de gemeentewegen;

- in het noordoosten doorsneden worden door de toevoerleiding van Grâce-Hollogne;

- gelegen zijn in een afgelegen voorkomingsgebied van type IIb van de infiltratietunnel van Haspengouw;

- drie Gallo-Romaanse nederzettingen bevatten;

Overwegende dat de belangrijkste toegangsweg tot de basis vlak tegenover de mijlpaal ligt met de naam "Perron", gelegen aan de oostkant van de N637, beschermd als monument;

Overwegende dat voorgesteld wordt om het bestaande gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen uit te breiden naar de aanpalende landbouwgebieden en bedrijfsruimten, ook voor de toegang tot de luchthaven; dat immers blijkt, wat dat laatste betreft, dat de reserveringsomtrek die daartoe bij besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 opgenomen is als overdruk op de aan de banen van de luchthaven aangrenzende bedrijfsruimten, de strijdkrachten niet van onmiddellijk nut zijn;

Overwegende dat er bij de vermoedelijke niet-verwaarloosbare gevolgen van dat onderdeel van het project en rekening houdend met de kenmerken ervan een bijzondere aandacht moet uitgaan naar de beoordeling van de effecten op de bevolking (mobiliteit), de menselijke gezondheid (geluidshinder) en de inrichting van de naburige gebieden in het kader van het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan wordt onderworpen;

Woongebieden of woongebieden met een landelijk karakter voorbehouden
bij besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003

Overwegende dat de paragrafen 2 en 7 van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003 tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Luik om de ontwikkeling van de luchthavenactiviteit van Luik-Bierset en de daaraan verbonden activiteit mogelijk te maken een maximumoppervlakte van 43 hectare voorbehouden die bestemd worden als woongebied of als woongebied met een landelijk karakter op het grondgebied van de gemeente Ans en een maximumoppervlakte van 45 hectare die bestemd wordt als woongebied of als woongebied met een landelijk karakter op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;

Overwegende dat de Waalse Regering de opnemings van nieuwe voor wonen bestemde gebieden uitgesteld had omdat de omtrek van de vier zones van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder, waarin zij het toelaten van de woonuitbreiding ongeschikt achtte, toen nog niet goedgekeurd was;

Overwegende dat de Waalse Regering haar optie gevestigd had op de vaststelling dat er een gebrekkig aanbod aan woongronden bestond na de schrapping van bepaalde woongebieden of woongebieden met een landelijk karakter van het gewestplan;

Overwegende dat dat gebrekkig aanbod beoordeeld is volgens de zgn. planologische aanpak, aanbevolen door het milieueffectenonderzoek dat uitgevoerd is in het kader van de procedure voor voornoemde herziening van het gewestplan; dat die aanpak ernaar streeft een strikte compensatie vast te stellen voor de oppervlakten die niet meer voor de woonfunctie in aanmerking komen;

Overwegende dat zowel het beleid dat de Waalse Regering sedertdien vastgelegd heeft in de bestrijding van de geluidshinder door de regionale luchthavens als de doelstellingen die het beoogt met deze herziening van het gewestplan Luik voor wat betreft de bescherming en de vrijwaring van de infrastructuur a priori een minder belangrijke impact hebben op de oppervlakte van de woongebieden of woongebieden met een landelijk karakter die daadwerkelijk betrokken zijn bij de ontwikkeling van de luchthaven dan bovenvermelde optie die tot gevolg had ze uit te sluiten van de zone die onder het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder valt;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen niet voornemens is de "maximale" oppervlakten, vastgesteld in 2003, in dit voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik te overschrijden;

Overwegende dat de ligging van de nieuwe woongebieden aan meerdere dwingende factoren moet voldoen :

1. de opties van het gewestelijk structuurplan naleven (de bestaande woonkernen versterkt bezetten enz.);
2. aanpalend zijn aan een bestaand bebouwingsgebied (artikel 46, § 1, 1^o, van het Wetboek);
3. geen lintbebouwing in de hand werken (artikel 46, § 1, 2^o, van het Wetboek);
4. gelegen zijn buiten de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur Luik-Bierset en bijgevolg buiten zone A van het desbetreffende ontwikkelingsplan op lange termijn;
5. betrekking hebben op bebouwbare gronden (zware fysische druk, uitrustingen, enz.);

Overwegende dat wat betreft de gemeente Ans, voorgesteld wordt om het voor wonen bestemde gebieden enkel voor te behouden voor de gronden die aan een woongebied aangrenzend zijn en die gelegen zijn buiten de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur van Luik-Bierset, namelijk : de gronden gelegen ten westen van het domein en het kasteel van Waroux;

Overwegende dat wat betreft de bestaande feitelijke en rechtstoestand, de gronden :

- gelegen zijn in landbouwgebied op het gewestplan;
- aanpalend zijn aan een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, op het grondgebied van de gemeenten Ans en Awans;
- bereikbaar zijn vanaf gemeentewegen;
- van het ene tot het andere eind doorkruist worden door een infiltratietunnel van de CILE;
- gedeeltelijk doorsneden worden door een aquaduct;
- gedeeltelijk gelegen zijn in een nabijgelegen voorkomingsgebied ter bescherming van de waterwinningen, van het type IIa;
- doorsneden worden door twee gasleidingen;
- doorsneden worden door de zgn. breuk van Horion Hozémont gelegen onder de gronden van het krijttijdperk;
- in verband staan met voormalige fosfaatontginningen;
- opgenomen zijn op de lijst van landschappelijk waardevolle omtrekken met opmerkelijke vergezichten die ADESA opgesteld heeft in opdracht van het Waalse Gewest;
- gelegen zijn in een ruilverkavelingsomtrek;
- gelegen zijn in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg nr. 4, het zgn. noordwestdeel van de voormalige gemeente Alleur;

Overwegende dat er daarnaast een gemeentelijk mobiliteitsplan goedgekeurd is door de gemeentelijke overheid van Ans op 1 maart 2004;

Overwegende dat de gebiedsgrenzen vastgelegd zijn om een oppervlakte op te nemen van 43 hectare die overeenstemmen met het erkende grondgebrek van het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003; dat dat gebrek evenwel samen met de in het vooruitzicht gestelde ligging goedgekeurd zal moeten worden in het kader van het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan onderworpen zal moeten worden;

Overwegende dat er bij de vermoedelijke niet-verwaarloosbare gevolgen van dat onderdeel van het project een bijzondere aandacht moet uitgaan naar de beoordeling van de effecten op het grondwater, het landschap en de inrichting van de naburige gebieden in het kader van het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan wordt onderworpen;

Overwegende dat er wat de bestemming betreft voorgesteld wordt om de bestemming van het voor bebouwing bestemde gebied aan te nemen, namelijk : woongebied; dat die optie voor een functionele continuïteit zal zorgen die in overeenstemming zal zijn met de bestaande context;

Overwegende dat wat betreft de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse, meerdere locaties die allemaal gelegen zijn bezuiden de autosnelweg E42, in het meest bebouwde deel van de gemeente al overwogen waren in het kader van de herziening van het gewestplan Luik, goedgekeurd door de Waalse Regering van 6 februari 2006; dat heden voorgesteld wordt om de gronden gelegen in het gehucht "La Sarte" en benoorden de kapel van O.L.V. van Halle in aanmerking te nemen;

Overwegende dat wat betreft de bestaande feitelijke en rechtstoestand, de gronden gelegen in het gehucht "La Sarte" :

- gelegen zijn in landbouwgebied op het gewestplan;
- bereikbaar zijn vanaf gemeentewegen;
- gelegen zijn in zone C van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset;
- niet onderworpen zijn aan bijzonder zware fysische drukfactoren;

Overwegende dat wat betreft de bestaande feitelijke en rechtstoestand, de gronden gelegen benoorden de kapel van O.L.V. van Halle :

- gelegen zijn in landbouwgebied op het gewestplan;
- bereikbaar zijn vanaf gemeentewegen;
- gelegen zijn in zone C van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset;
- gelegen zijn benoorden en in de nabijheid van de autosnelweg E42 die hoofdzakelijk uit graafspecie bestaat;
- in het noordoostelijk deel grondverzakkingsrisico's vertonen wegens de aanwezigheid van bijna aan de oppervlakte liggend smectiet;

Overwegende dat de gebiedsgrenzen vastgelegd zijn om een totale oppervlakte op te nemen van 45 hectare die overeenstemmen met het erkende grondgebrek van het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003; dat dat gebrek evenwel samen met de in het vooruitzicht gestelde ligging goedgekeurd zal moeten worden in het kader van het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan onderworpen zal moeten worden;

Overwegende dat er wat de bestemming betreft voorgesteld wordt om de bestemming van het voor bebouwing bestemde gebied aan te nemen, namelijk : woongebied met een landelijk karakter; dat die optie voor een functionele continuïteit zal zorgen die in overeenstemming zal zijn met de bestaande context;

Overwegende dat de gronden gelegen in het gehucht "La Sarte" niet omgeven zijn door een bestaand wegennet in het noorden en het oosten; dat bijgevolg voorgesteld wordt om de noordergrens van het gebied te trekken op 250 m van de rue Basse Marquet;

Overwegende dat er voor de gebieden bedoeld in artikel 25 van het Wetboek bijkomende voorschriften kunnen gelden overeenkomstig artikel 41 van het Wetboek;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot aanneming van het voorontwerp van de herziening van het gewestplan Luik de drie nieuwe gebieden voorzag van het bijkomend voorschrift gemerkt "R.5.1" op het bij het besluit gevoegde plan, als volgt luidend : "voor ontsluiting ervan moet voor het gebied een gemeentelijk plan van aanleg opgesteld worden";

Overwegende dat die gebieden niet bestemd zijn om grondreserves op te bouwen, maar wel als grondpotentieel dienen dat spoedig ontsloten moet worden; dat de gemeentelijke overheid in die hypothese, en gezien het gebrek aan openbare uitrustingen, wel een globaal inrichtingsonderzoek voor de drie gebieden zullen moeten voorzien; dat dat niet geformaliseerd hoeft te worden in het kader van een gemeentelijk plan van aanleg waarvan de uitwerkings- en de goedkeuringsprocedure wel bijzonder lang kan lijken;

Overwegende dat het nieuwe vastgoedpotentieel dat de Waalse Regering voornemens is op te nemen, gevaloriseerd moet worden overeenkomstig het beleid dat ze wil voeren en waarvan de beginselen in de vierde optie aan bod komen : "de steden en de dorpen structuur verlenen", die opgenomen is in het gewestelijk structuurplan om de ruimte in Wallonië beter te organiseren; dat er criteria vastgesteld moeten worden voor de concentratie en de fasering van de bouwwerken met het oog op spaarzaam bodemgebruik in de zin van artikel 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Overwegende dat bijgevolg voorgesteld wordt om de drie nieuwe gebieden het bijkomend voorschrift op te leggen, gemerkt "S.14" op het bij dit besluit gevoegd plan, luidend als volgt :

"de gebiedsinrichting wordt zo opgevat dat de bouwwerken rond één of meerdere polen worden geconcentreerd waarvan de ligging vastgesteld zal worden in functie van de lokale fysische kenmerken en de performantie van de verkeers- en zijwegen en uitgevoerd worden in fases die elkaar zullen opvolgen naarmate de bouwwerken rond de vorige pool en het net van hoofd- en zijwegen afgewerkt zullen zijn";

Andere wijzigingen aan de zonering van het gewestplan Luik.

Op het grondgebied van de gemeente Ans :

Overwegende dat de gemeentelijke overheid van Ans een nieuw voetbalstadion en een vormingscentrum voor jongeren wil bouwen op de gronden omrand door de rue Guillaume Reynen, rue de Lantin en de militaire weg;

Overwegende dat wat betreft de bestaande feitelijke en rechtstoestand, de gronden :

- gelegen zijn in een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is op het gewestplan, gedeeltelijk vastgelegd op het grondgebied van de gemeente Juprelle;
- bereikbaar zijn vanaf gemeentewegen;
- gelegen zijn in een afgelegen voorkomingsgebied van type IIb van de infiltratietunnel van Haspengouw;
- in zuid-noordelijke richting doorsneden wordt door een waterloop van derde categorie, de "rigole d'Alleur";
- gelegen zijn in zone B van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset;

Overwegende dat de betrokken oppervlakte gelegen is op een deel van het gemeentelijk grondgebied waar reeds meerdere ruimten en gemeenschappelijke uitrustingen gevestigd zijn (openbaar park, velodroom, voetbalstadion, tennisstadion, enz.) die meerdere woonwijken bedienen en daardoor bijdragen tot een betere leefomgeving voor de omwonenden;

Overwegende dat de gronden hoofdzakelijk eigendom zijn van de sociale huisvestingsmaatschappij "Plateau de Ans"; dat het project als alternatief de voorkeur verdient boven woningbouw gelet op hun ligging in zone B van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset;

Overwegende dat er om die redenen voorgesteld wordt om 24 hectare van het deel van gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, gelegen op het grondgebied van de gemeente Ans te bestemmen als gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen; dat de afbakening en de voorwaarden voor de ontsluiting ervan evenwel bekrachtigd zullen moeten worden, rekening houdend met de aard van het milieu en de drukfactoren die op de vestiging wegen zoals vastgesteld door het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan wordt voorgelegd;

Overwegende dat er bij de vermoedelijke niet-verwaarloosbare gevolgen van dat onderdeel van het project een bijzondere aandacht moet uitgaan naar de beoordeling van de effecten op de mobiliteit en de inrichting van de naburige gebieden in het kader van het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan wordt onderworpen;

Op het grondgebied van de gemeente Flémalle :

Overwegende dat de ruimte niet meer bestemd wordt als recreatiegebied met de aanleg van een golf en verwante uitrustingen zoals voorzien in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik;

Overwegende dat er overwogen wordt om enerzijds het bebouwde deel van de betrokken gronden te bestemmen als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en anderzijds de onbezette delen met homogene kernmerken, tot landbouwgebied; dat die optie eveneens van belang is in het kader van de compensatie voor de nieuwe gebieden die de Waalse Regering voor bebouwing bestemt;

Overwegende dat het plan bijgevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003 tot definitieve aanneming van het gewestplan Luik de afbakening van de gemengde bedrijfsruimte, opgenomen als uitbreiding van de bestaande gemengde bedrijfsruimte, genaamd "les Cahottes", niet weergaf terwijl de optie van de Waalse Regering erin bestond om die ruimte te onderscheiden van de naburige ruimte door hem te combineren met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.04" op het plan; dat die materiële vergissing heden rechtgezet moet worden;

Op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne :

1. Industripark :

Overwegende dat het bedrijf BREMHOVE/MAFER, gevestigd in Grâce-Hollogne, zijn activiteit wil uitbreiden naar het westen op gronden die aanpalend zijn aan het industripark van Grâce-Hollogne en omrand zijn door de E42, de "chaussée de Liège" en de "rue de Wallonie";

Overwegende dat wat betreft de bestaande feitelijke en rechtstoestand, de gronden :

- gelegen zijn in woon en groengebied op het gewestplan;
- aanpalend zijn aan het industripark van Grâce-Hollogne;
- bereikbaar zijn vanaf een gemeenteweg : de N604;
- gelegen zijn in zone C van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset;
- gelegen zijn in een afgelegen voorkomingsgebied van type IIb van de infiltratietunnel van Haspengouw;
- reeds bestemd zijn als bedrijfsruimte voor het deel gelegen in het woongebied op het gewestplan;

Overwegende dat het feit dat de bestemming van een deel van het groengebied, opgenomen langs de "autoroute de Wallonie", tot industriële bedrijfsruimte omgevormd wordt, de inrichting ervan niet fundamenteel zal wijzigen daar hij noodzakelijkerwijs gebruikt zal worden, wegens de ligging ervan aan de rand van het gebied, om de omtrek dan wel de afzonderingsmarge aan te leggen, opgelegd bij artikel 30 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Overwegende dat voorgesteld wordt om de gronden gelegen in het woongebied en het groengebied, tot aan de top van het talud van de E42, te bestemmen als industriële bedrijfsruimte; dat de afbakening en de voorwaarden voor de ontsluiting ervan evenwel bekrachtigd zullen moeten worden, gelet op de aard van het milieu en de drukfactoren die op de vestiging wegen, zoals vastgesteld door het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van gewestplan onderworpen zal worden;

2. "Chaussée de Liège" :

Overwegende dat de gemeentelijke overheid van Grâce-Hollogne de ontwikkeling van tertiaire activiteiten zou willen toelaten op de gronden gelegen naast de vorige, aan de westkant van de "chaussée de Liège";

Overwegende dat wat betreft de bestaande feitelijke en rechtstoestand, de gronden :

- gelegen zijn in woon- en groengebied op het gewestplan;
- bereikbaar zijn vanaf een gemeenteweg : de N604;
- hoofdzakelijk gelegen zijn in zone C en, voor het overige, in zone B van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset;

Overwegende dat de binnenkant van de oppervlakte omrand door de E42, de chaussée de Liège, de rue Sainte-Anne en de rue des Grosses Pierres niet meer geschikt is voor de vestiging van woningen, daar de omgeving ervan in haar kenmerken is geëvolueerd: industriële bedrijfsruimte in het oosten, autoroute de Wallonie en luchthaveninfrastructuur in het noorden;

Overwegende dat de ontwikkeling van tertiaire activiteiten daarentegen een geschikte overgang kan vormen tussen de bestaande context in het noorden en woongebieden in het zuiden;

Overwegende dat het feit dat de bestemming van een deel van het groengebied, opgenomen langs de "autoroute de Wallonie", tot gemengde bedrijfsruimte omgevormd wordt, de inrichting ervan niet fundamenteel zal wijzigen daar hij noodzakelijkerwijs gebruikt zal worden, wegens de ligging ervan aan de rand van het gebied, om de omtrek dan wel de afzonderingsmarge aan te leggen, opgelegd bij artikel 30 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Overwegende dat voorgesteld wordt om de gronden heden gelegen in het woongebied en het groengebied, tot aan de top van het talud van de E42, te bestemmen als gemengde bedrijfsruimte; dat de afbakening en de voorwaarden voor de ontsluiting ervan evenwel bekrachtigd zullen moeten worden, gelet op de aard van het milieu en de drukfactoren die op de vestiging wegen, zoals vastgesteld door het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van gewestplan onderworpen zal worden;

3. rue des Communes :

Overwegende dat het woongebied met een landelijk karakter opgenomen in Ferdoux aanpalend is aan een grote industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat het project van de Waalse Regering erin bestaat de grens van de uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte naar het westen duidelijk in de ruimte vast te leggen; dat de rue des Communes vanuit dat gezichtspunt een fysieke grens uitmaakt die veel herkenbaarder is dan de grens aan de achterkant van het woongebied met een landelijk karakter opgenomen op het gewestplan;

Overwegende dat wat betreft de bestaande feitelijke en rechtstoestand, de gronden :

- gelegen zijn in woongebied met een landelijk karakter op het gewestplan;
- ingenomen worden door één enkele onafgewerkte woning die gesloopt zal worden;
- bereikbaar zijn vanaf gemeentewegen;
- gelegen zijn in zone B van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset;
- opgenomen zijn op de lijst van landschappelijk waardevolle omtrekken met opmerkelijke vergezichten die ADESA opgesteld heeft in opdracht van het Waalse Gewest;
- aanpalend zijn aan een biologisch zeer waardevolle locatie;

Overwegende dat voorgesteld wordt om voor de gronden gelegen aan de oostkant van de rue des Communes de bestemming goed te keuren van het aanpalend gebied : industriële bedrijfsruimte met het bijkomend voorschrift "S.02" op het bij dit besluit gevoegde plan, namelijk : "Dit gebied wordt voorbehouden voor bedrijven die gebruik maken van de luchthaveninfrastructuur en die in de onmiddellijke buurt van en verbonden met de luchthaven moeten zijn, zoals productie- of distributiebedrijven, meer bepaald met een hoge toegevoegde waarde; dat gebied bevat aan de rand van de woongebieden met een landelijk karakter van Ferdox en Bierset een afzonderingsmarge met een minimumbreedte van 50 m, bestaande uit bestaande uit met groen beplante beveiligingsmuren of dichtbegroeiende natuurschermen, afhankelijk van de topografie van de locatie, samen met een aangepaste geluidswerende constructie indien de voorgenomen activiteit daarom vraagt; er worden gepaste bouwprofielen verplicht gemaakt om de overgang te garanderen tussen de industriële activiteiten en het landbouwgebied.";

Op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse :

Overwegende dat de Waalse Regering met deze herziening van het Gewestplan eveneens de doelstelling nastreeft om de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse een potentieel terug te geven dat, meer bepaald in termen van belastinginkomsten, gelijkwaardig is aan het potentieel dat bestond voor de herziening van het gewestplan Luik, definitief aangenomen op 6 februari 2003, zodat haar op middellange termijn een financieel evenwicht wordt gewaarborgd;

Overwegende dat die doelstelling mede bereikt kan worden door sommige bestaande gebieden een nieuwe ligging toe te wijzen en sommige gronden een nieuwe bestemming te geven; dat het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot goedkeuring van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik in de opnemingsvoorzag :

1. van twee gemengde bedrijfsruimten waarvan de eerste gelegen is op gronden bestemd als landbouwgrond en de tweede op gronden bestemd als landbouwgrond en als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is;

2. een recreatiegebied, gecombineerd met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.26" op het bij het besluit gevoegde plan, voorbehouden voor de vestiging van een golf en verwante uitrustingen, gelegen op gronden bestemd als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, als woongebied met een landelijk karakter en als landbouwgebied;

3. drie gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen waarvan de eerste en de tweede gelegen zijn op gronden bestemd als landbouwgrond en de derde op gronden bestemd als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is;

Overwegende dat de Waalse Regering, hoewel zij steeds haar optie behoudt om de economische ontwikkeling te ondersteunen van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse door alle maatregelen inzake ruimtelijke ontwikkeling te treffen waartoe zij het initiatief kan nemen, niet het voornemen heeft om de oppervlakten van de gebieden die reeds voor de bebouwing bestemd zijn in de gemeente boven de oppervlakte te laten uitstijgen die zij wil toewijzen aan de woonfunctie overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003;

Overwegende dat die optie ingegeven is doordat er geen vaststelling tot stand is gekomen inzake het te kleine aanbod van gronden met een economische bestemming; dat ze daarentegen niet uitsluit dat bepaalde bestaande gebieden een andere ligging toegewezen krijgen en zelfs dat er nieuwe gebieden bijkomen die voor bebouwing bestemd worden, zodat de verdeling van de activiteiten op het gemeentelijk grondgebied aangepast wordt aan de gevolgen van de luchthavenuitbreiding, voor zover die gevolgen strikt gecompenseerd worden door de overeenstemmende wijziging van een voor bebouwing bestemd, bestaand gebied in een gebied dat niet voor bebouwing wordt bestemd;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 de optie had opgenomen om een nieuwe gemengde bedrijfsruimte op te nemen ten oosten van de groene steenweg eerder dan om de bestaande gemengde bedrijfsruimte, gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van de gemeente Verlaine, uit te breiden;

Overwegende dat vastgesteld is dat de aangrenzende gronden in de vorm van een driehoek, gelegen in het gehucht "La Tomballe" tussen een landbouwweg en de groene steenweg, bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik behouden als landbouwgebied om archeologische redenen, heden op dat vlak niet meer waardevol zijn;

Overwegende dat er bijgevolg voorgesteld wordt om het gebied uit te breiden naar de gronden gelegen ten westen van de groene steenweg om de oppervlakte van het nieuwe gebied op ongeveer 28 hectare te brengen;

Overwegende dat wat betreft de bestaande feitelijke en rechtstoestand, de gronden :

- gelegen zijn in landbouwgebied en voor een klein deel in woongebied met een landelijk karakter op het gewestplan;

- aanpalend zijn aan een woongebied met een landelijk karakter;

- in noord-zuidelijke richting doorsneden worden door de N614 en gelegen zijn in de buurt van verkeerswisselaar nr. 5 van de E42-autosnelweg;

- gelegen zijn in zone C van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset en bezuiden zone B van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset;

- niet van riolering zijn voorzien;

- in het oosten en het westen omrand zijn door landbouwwegen;

- in het oosten doorsneden worden door een hydromorf gebied met een noord-oostelijke/zuid-westelijke richting volgens het stroomgebied;

Overwegende dat de ligging het feit voorkomt dat het zware vrachtvervoer een net van gemeentewegen gebruikt dat daar helemaal niet voor geschikt is;

Overwegende dat de inrichting ervan het voordeel heeft :

- dat het de lintbebouwing voorkomt langs de N614;

- dat de bestaande bouwwerken geïntegreerd worden;

Overwegende dat er bij de vermoedelijke niet-verwaarloosbare gevolgen van dat onderdeel van het project een bijzondere aandacht moet uitgaan naar de beoordeling van de effecten op het landschap in het kader van het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan wordt onderworpen;

Overwegende dat het recreatiegebied voor de aanleg van een golfterrein en verwante uitrustingen en de gemengde bedrijfsruimte te "Sur-les-Bois", allebei voorzien bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot aanneming van het voorontwerp van het gewestplan Luik, daarentegen niet meer ter zake doen;

Overwegende dat er overwogen wordt om enerzijds het bebouwde deel van de betrokken gronden te bestemmen als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en anderzijds de onbezette delen met homogene kernmerken, tot landbouwgebied; dat die optie eveneens van belang is in het kader van de compensatie voor de nieuwe gebieden die de Waalse Regering voor bebouwing bestemt;

Overwegende dat beide gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, gelegen enerzijds ten westen van het zwembad en anderzijds in het gehucht "Tige des Morts", allebei voorzien bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik, niet meer ter zake doen;

Overwegende dat de handelingen en werken die gemeentelijke overheid wil uitvoeren immers niet meer de voorafgaande wijziging nodig maken van de bestemming van betrokken gebieden in het gewestplan in afwezigheid van een concreet project en voor zover zij vallen onder artikel 110 van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Pa trimonium;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid daarenboven afziet van het plan om het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, gelegen bezuiden de dreef van het kasteel van Warfusée, voor bebouwing te bestemmen gelet op de drukfactoren die op de bereikbaarheid ervan wegen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid van Saint-Georges-sur-Meuse een rusthuis dat zich heden in Sur-les-Bois bevindt, in zone B van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset en aan zijn bestemming onttrokken zal worden, een nieuwe vestiging wil toewijzen achteraan het gemeentehuis en er in de buurt van woningen wil optrekken voor intergenerationeel wonen;

Overwegende dat wat betreft de bestaande feitelijke en rechtstoestand, de gronden :

- gelegen zijn in landbouwgebied op het gewestplan;
- bereikbaar zijn vanaf gemeentewegen;
- gelegen zijn in zone C van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset;
- twee hydromorfe gebieden bevatten met een noord-oostelijke/zuid-westelijke richting in de as van het stroomgebied;

Overwegende dat de in het vooruitzicht gestelde ligging als voordeel heeft dat het administratieve hart van de gemeente niet ver af is, dat daardoor sterker zou worden, en dat het een plaats zou innemen in een driehoeksvormige wijk met als zijden : de rue Albert I^{er}, de rue du Centre en de rue de la Vallée, woongebieden met een landelijk karakter;

Overwegende dat de aanwezigheid van twee hydromorfe gebieden ertoe geleid heeft dat de locatie in 2004 afgekeurd werd voor de toewijzing van woongebieden, gereserveerd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003; dat uit de voordelen blijkt die de voorziene ligging in termen van ruimtelijke structuur en vermindering van de heden betrokken oppervlakten biedt, dat er een beter inzicht verschaft zou moeten worden in de effecten van de aard van de omgeving en van de drukfactoren op de vestiging, zoals vastgesteld op het project van de gemeentelijke overheid vooraleer aan een andere locatie gedacht wordt en dat die optie in het kader van het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan onderworpen wordt, bekrachtigd zal moeten worden of door een alternatief vervangen zal moeten worden;

Overwegende dat er voorgesteld wordt om de binnenkant van de driehoek enerzijds te bestemmen voor bebouwing door hem hoofdzakelijk te bestemmen als gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen en voor het overige als woongebied met een landelijk karakter en de gronden die heden gelegen zijn in een woongebied met een landelijk karakter, waar ook de gemeentedienst en de kerk liggen, te bestemmen als gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen;

Compensaties.

Overwegende dat artikel 46, § 1, 3^o, het volgende bepaalt : "de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige wijziging van een bestaand bebouwingsgebied in een niet-bebouwingsgebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering.;"

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003 een maximumoppervlakte van 43 hectare te Ans en 45 hectare te Saint-Georges-sur-Meuse voorbehield als woongebied of als woongebied met een landelijk karakter; dat het feit dat die 88 hectare niet op de kaart opgenomen werd niets wijzigde aan de regeringsbeslissing om die gebieden op te nemen; dat voornoemd besluit immers uitdrukkelijk aangeeft dat de Regering de 88 hectare waarvan sprake wenste op te nemen in het plan in het kader van de herziening van 2003, maar dat de definitieve lokalisering van die hectares onmogelijk was in afwachting van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder;

Overwegende dat er dus vragen gesteld mogen worden bij de noodzaak om hun opnemings op de kaart in het kader van deze herziening te compenseren;

Overwegende dat de Regering evenwel rekening houdend met artikel 46, § 1, lid 2, 3^o, van het economisch herstel- en administratieve vereenvoudigingsdecreet ter aanvulling die opnemings van "nieuwe gebieden" voor bebouwing van een compensatie zal voorzien;

Overwegende dat de opnemings van de nieuwe woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter te Ans en Saint-Georges-sur-Meuse berust op de vaststelling dat er in beide gemeenten een gebrekkig aanbod heerst inzake voor wonen bestemde gronden; dat dat bijgevolg niet gecompenseerd kan worden door de omvorming van reeds voor wonen bestemde gebieden in beide gemeenten in niet voor bebouwing bestemde gebieden;

Overwegende dat de opnemings van de nieuwe woongebieden eveneens niet gecompenseerd kan worden door de omvorming van de gebieden die als bedrijfsruimten zijn bestemd in de wijziging van het gewestplan Luik, goedgekeurd op 6 februari 2003, tot niet voor bebouwing bestemde gebieden zonder de motieven die toen als rechtvaardigingsgrond geuit werden, in opspraak te brengen;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen vaststelt dat het a priori moeilijk is om de omvorming voor te stellen van voor bebouwing bestemde gebieden tot niet voor bebouwing bestemde gebieden in de zone die door de luchthavenactiviteit in polen is opgedeeld, om de opnemings te compenseren van de nieuwe woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter die ze wil opnemen in Ans en in Saint-Georges-sur-Meuse zonder de in 2003 bepaalde opties ongedaan te maken;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg beslist om beter kennis te nemen van de milieu-effecten van de opnemings van bovenbedoelde gebieden voor zij een beslissing treft wat de meest geschikte compensaties betreft; dat de auteur van het effectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik onderworpen wordt de Waalse Regering op dat punt zal moeten inlichten;

Overwegende dat erop gewezen dient te worden dat de Waalse Regering een ambitieus beleid heeft ingezet wat de renovatie betreft van de heden afgedankte bedrijfsruimten en dat de hernieuwing van sommige van die locaties door het voordeel dat dat oplevert wat de betere leefomgeving betreft een alternatief kan vormen voor het zoeken naar compensatiemaatregelen die toegespitst worden op het betrokken grondgebied bij dit voorontwerp van herziening van het gewestplan;

Overwegende dat artikel 46, § 1, 2^e, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium overigens nadrukkelijk "elke" alternatieve compensatie, bepaald door de Waalse Regering, beoogt; dat daaruit volgt, zoals dat meer bepaald benadrukt wordt in de werkzaamheden van de vereniging van de commissie ruimtelijke ordening, vervoer, energie en wonen van het Waalse Parlement van 9 juli 2007, dat die alternatieve compensaties opgevat kunnen worden in allerlei opzicht: operationeel, leefmilieu, energie, mobiliteit;

Overwegende dat de inhoud van het effectenonderzoek bijgevolg verder aangevuld wordt zodat dat aspect beter belicht wordt door de auteur van het onderzoek;

Overwegende dat de Waalse Regering evenwel wenst aan te stippen dat die beslissingen helemaal niet vooruitlopen op de één of andere vorm van compensatie die na afhandeling van deze gewestplanherziening in aanmerking zal komen;

Overwegende dat de opnemings van de overige nieuwe gebieden die de Waalse Regering wil bestemmen voor bebouwing niet voortvloeit uit een gebrek aan gronden voor de uitbreiding van de betrokken activiteiten, maar uit de wil om hun verspreiding op het grondgebied aan te passen aan de gevolgen van de luchthavenuitbreiding;

Overwegende dat de Waalse Regering de optie kiest om ze strikt te compenseren door de omvorming van reeds voor bebouwing bestemde gebieden tot niet voor bebouwing bestemde gebieden; dat de voorkeur van de Waalse Regering uitgaat naar gronden die gelegen zijn ofwel in de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur van Luik-Bierset om haar beleid te bevestigen inzake de vrijwaring en de bescherming van de verkeersinfrastructuur, ofwel om dezelfde redenen in de nabijheid van verkeersinfrastructuren;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg voorstelt:

- de omvorming van de onbebouwde percelen of van percelen met afgetakelde bouwwerken gelegen in de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is te Flémalle en Saint-Georges-sur-Meuse, vallend onder de omtrek van zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset, tot landbouwgebied;

- de omvorming van woongebieden gelegen op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne, aanpalend aan de A604 en aan spoorlijn 36A tot groengebied;

- de omvorming van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, gelegen op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse bezuiden de dreef van het kasteel van Warfusée, tot landbouwgebied;

- de omvorming van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, gelegen op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse in het uiterste westen van de dreef van het kasteel van Warfusée, tot landbouwgebied;

- de omvorming van het onbebouwde deel van het woongebied met een landelijk karakter, gelegen op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse, rue de Warfusée, en vallend onder de omtrek van zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset, tot landbouw- en parkgebied;

Overwegende dat artikel 1bis, § 4, van de wet op de bestrijding van de geluidshinder de Waalse Regering ertoe machtigt "stedenbouwkundige ontwikkelingsprojecten of projecten voor een betere leefomgeving" uit te voeren in de zones van de plannen m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder en de ontwikkelingsplannen op lange termijn van beide Waalse luchthavens;

Overwegende dat de SOWAER officieel belast is, bij schrijven d.d. 21 september 2006, met de aankoop van een deel van de gronden die bij dit voorontwerp bestemd worden als gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeente Ans om er een sportaccommodatie op te bouwen;

Overwegende dat de bouw van een voetbalstadion en vormingscentrum voor jongeren bijdraagt tot een betere leefomgeving voor de bevolking; dat de Waalse Regering bijgevolg beslist om dat project uit te kiezen in het kader van de alternatieve compensaties die zij kan vastleggen om de opnemings te compenseren van nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden; dat het effectenonderzoek rekening zal moeten houden met het compenserend project om er de gevolgen van te beoordelen;

Overwegende dat de planologische wijzigingen die in het kader van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik worden bepaald, de opnemings beogen van:

- twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen met een totale oppervlakte van 87 hectare in Grâce-Hollogne en Fexhe-le-Haut-Clocher op gronden gelegen in een gemengde bedrijfsruimte (28,6 ha), industriële bedrijfsruimte (26,6 ha), woongebied met een landelijk karakter (2,3 ha) en landbouwgebied (29,5 ha);

- een groengebied van 30,2 hectare in Grâce-Hollogne op gronden gelegen in woongebied aan beide kanten van de A604 en spoorlijn 36A;

- een woongebied in Ans van 43 hectare op gronden gelegen in landbouwgebied, gecombineerd met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.14" op het voorontwerp van plan;

- twee woongebieden met een landelijk karakter met een totale oppervlakte van 45 hectare in Saint-Georges-sur-Meuse op gronden gelegen in landbouwgebied, gecombineerd met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.14" op het voorontwerp van plan;

- een woongebied met een landelijk karakter met een oppervlakte van 2 hectare in Saint-Georges-sur-Meuse op gronden gelegen in landbouwgebied;

- een reserveringsomtrek voor de luchthaveninfrastructuur Luik-Bierset als overdruk op de gebieden van het gewestplan gelegen in zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn in Ans, Awans, Flémalle, Grâce-Hollogne en Saint-Georges-sur-Meuse;

- drie industriëlebedrijfsruimten met een totale oppervlakte van 3,6 hectare in Grâce-Hollogne, in het zuiden en oosten van Ferdoux, op gronden gelegen in woongebied met een landelijk karakter, gecombineerd met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.02" op het voorontwerp van plan;

- een gemengde bedrijfsruimte van 0,9 hectare in Grâce-Hollogne op gronden gelegen in woongebied met een landelijk karakter, gecombineerd met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.05" op het voorontwerp van plan;

- een gemengde bedrijfsruimte van 28 hectare in Saint-Georges-sur-Meuse, aan beide kanten van de groene steenweg, op gronden gelegen in landbouwgebied (27,4 ha) en in woongebied met een landelijk karakter (0,6 ha);

- twee gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, met een totale oppervlakte van 9,7 hectare in Saint-Georges-sur-Meuse op gronden gelegen in woongebied met een landelijk karakter;
- een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen met een totale oppervlakte van 6,9 hectare in Saint-Georges-sur-Meuse op gronden gelegen in landbouwgebied (6,2 ha) en woongebied met een landelijk karakter (0,7 ha);
- een parkgebied van 1,8 hectare in Saint-Georges-sur-Meuse op gronden gelegen in woongebied met een landelijk karakter;
- negen landbouwgebieden met een totale oppervlakte van 29,4 hectare in Saint-Georges-sur-Meuse op gronden gelegen in gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en woongebied met een landelijk karakter;
- twee landbouwgebieden met een totale oppervlakte van 10,8 hectare in Flémalle op gronden gelegen in gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is (10,3 ha) en woongebied met een landelijk karakter (0,5 ha);
- een industriële bedrijfsruimte van 3,9 hectare in Grâce-Hollogne op gronden gelegen in woongebied (2,6 ha) en in groengebied (1,3 ha);
- een gemengde bedrijfsruimte van 3,1 hectare in Grâce-Hollogne op gronden gelegen in woongebied (2,1 ha) en in groengebied (1 ha);
- twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen met een totale oppervlakte van 24 hectare in ans op gronden gelegen in gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en in woongebied;
- de grens van de gemengde bedrijfsruimte gelegen op het grondgebied van de gemeente Flémalle waarvoor het bijkomend voorschrift gemerkt "S.04" op het plan niet geldt;
- en de schrapping van het bijkomend voorschrift, gemerkt "S.12" op het plan, geldend voor de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, opgenomen in 2003 op het grondgebied van de gemeenten Ans, Flémalle en Saint-Georges-sur-Meuse;

Overwegende dat dit voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik bijgevolg resulteert in de opnemings van 88 hectare nieuwe woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter, voorbehouden in de herziening van het gewestplan Luik, goedgekeurd op 6 februari 2003, gecompenseerd door de opnemings van een reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur als overdruk op de gebieden van het gewestplan gelegen in de omtrek van zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn en van 67,4 hectare nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden die geheel en al gecompenseerd zijn door de overgang van bestaande voor bebouwing bestemde gebieden naar niet voor bebouwing bestemde gebieden.

Overeenstemming met het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan.

Overwegende dat het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik overeenstemt met het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd door de Waalse Regering op 27 mei 1999 conform is, wat betreft de volgende opties :

De ruimtestructuur van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan versterken en de supraregionale dimensie in de ontwikkeling van Wallonië integreren.

Op supraregionaal niveau maakt Luik deel uit van één van de vier grootstedelijke gebieden MHAL (Maastricht-Hasselt-Aken-Luik).

Luik is ook een onderdeel van de west-oostelijke eurocorridor Rijsel-Luik gelet op de dichtheid van de multimodale accommodaties die gelegen zijn in het gebied tussen de assen Rijsel-Luik-Brussel en de Waalse spoorwegas.

Het Waals structuurplan geeft duidelijk aan dat Luik een pool is die verder reikt dan de grenzen van Wallonië. Door zijn belang als handelsstad, als pool in het industriële onderzoek en het vervoer is Luik een steunpunt van een streek van om en bij de drie miljoen inwoners die als schakel geldt in de stroom tussen Noord-Oost-Europa en West-Europa.

De grotere rol van Luik als internationale pool berust met name op de concretisering van de projecten in verband met de HST en de luchthaven. Die pool die als van groot belang opgenomen is in het Waalse structuurplan moet belangrijke uitdagingen aangaan in de herstructurering van het stads- en het economisch weefsel.

De uitbreiding van de luchthavenactiviteit en de daarmee verband houdende economische activiteit is een gepast antwoord op die uitdagingen en de resultaten van dat voluntaristisch beleid zijn reeds tastbaar. Zij dragen ertoe bij dat Luik een sterkere pool wordt op supraregionaal en regionaal vlak.

Het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan erkent de bestemming van de bodem als bevoorrecht middel om de ruimte structuur te verlenen doordat het voor de verschillende activiteiten de ruimtes voorziet die zich daar het best toe lenen en de onderling onverenigbare activiteiten scheidt (gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, "Projet de structure spatiale", I. "Structurer l'espace wallon", p. 116).

Deze herziening van het gewestplan Luik kadert in de verdere structurering van het grondgebied, doorgevoerd in het kader van de herziening van het gewestplan Luik, definitief goedgekeurd door de Waalse Regering op 6 februari 2003.

De wil van de Waalse Regering om de geluidshinder van de vluchten te concentreren, die haar ertoe leidde om op 27 mei 2004 een plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder en een ontwikkelingsplan op lange termijn goed te keuren, heeft ingrijpende gevolgen inzake bodemgebruik. De zones die aan de grootste geluidshinder onderworpen zijn, worden voorbehouden voor de luchthavenactiviteit en de daarmee verband houdende economische activiteit, waardoor er een gebrek ontstond in het aanbod aan woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter.

Eén van de doelstellingen van deze herziening van het gewestplan Luik strekt ertoe nieuwe woongebieden op te nemen in minder blootgestelde zones en bepaalde gebieden bestemd voor bebouwing een nieuwe ligging te geven om bij te dragen tot de valorisering van de Luikse pool door de uitbreiding van de luchthavenactiviteit en één van de specifieke troeven van Wallonië uit te spelen ten opzichte van de supraregionale context.

Overigens was voor de uitbreiding van de luchthavenactiviteit de verplaatsing van de strijdkrachten nodig. Deze herziening van het gewestplan Luik strekt er eveneens toe een ad hoc gebied op te nemen om hun herontplooiing mogelijk te maken.

De steden en dorpen structuur verlenen :

De in het vooruitzicht gestelde woongebieden, woongebieden met een landelijk karakter en gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeenten Saint-Georges-sur-Meuse en Ans moeten het centraal karakter sterker maken en de ruimtelijke structuur leesbaarder maken. De opnemings van een reserveringsomtrek voor de luchthaveninfrastructuur als overdruk op de gebieden van het gewestplan, gelegen in de omtrek van zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierst, draagt ertoe bij een signaal te geven aan de burgers in verband met de onomwonden bevestiging van de optie die de Waalse Regering voordien had genomen, namelijk het optrekken van nieuwbouw of de verbouwing van woningen uit te sluiten en het uitsluiten van de woonfunctie op termijn.

Inspelen op de basisbehoeften en de behoeften inzake wonen :

Door voor een leefomgeving te zorgen die zelfontplooiing mogelijk maakt, beoogt het Waalse structuurplan meer bepaald grootscheepse acties in de meest afgetakelde gebieden, het voorzien in ontmoetingsruimten en -accommodaties, het inrichten van echte woonwijken, de bestrijding van geluidshinder wegens zwaar verkeer en het waken over de veiligheid van de inwoners. Het bevolkingsverlies in sommige woonkernen, zoals het dorp Sur-le-Bois of de sociale woonwijken in de nieuwe bedrijfsparken, maakt het noodzakelijk, in woonwijken te voorzien voor de vestiging van woningen die aan minimumcriteria beantwoorden inzake gezondheid en comfort.

Bijdragen tot de werkgelegenheid en de welvaart :

Het project kadert in de continuïteit van de herziening van het gewestplan Luik, aangenomen door de Waalse Regering op 6 februari 2003, dat o.m. ertoe strekte vooruit te lopen op de economische ontwikkelingsbehoeften en voor uitbreidingsvoorwaarden te zorgen voor ondernemingen door nieuwe woonwijken op te nemen ter vervanging van de woonwijken die onder de bedrijfsuitbreidingen geleden hebben. De gemeenten die in sommige wijken de bevolkingsvlucht en de pauperisering meegemaakt hebben, hebben verliezen geleden in de verwachte belastinginkomsten. De richtsnoeren die de Waalse Regering opgesteld heeft inzake het beheer van onroerende goederen die zij overgekocht heeft in opdracht van het Gewest luiden een trendbreuk in met evenwel de inachtneming van het voorzorgsprincipe.

Daar moet verder aan gewerkt worden door de uitbreiding van nieuwe wijken, nieuwe openbare en gemeenschappelijke ruimten die meer bepaald toegewijd worden aan sportbeoefening, en bedrijfsparken. Het project draagt bij tot het vinden van een nieuw evenwicht in de maatschappelijke structuur van de bevolking van de betrokken gemeenten, tot het voorzien in gunstige vestigingsomstandigheden voor bedrijven en dus tot werkgelegenheid en welvaart.

De bereikbaarheid van het Waalse grondgebied verbeteren en de mobiliteit beheren :

De uitbreiding van de luchthavenactiviteit vergt regelgevende maatregelen inzake meer bepaald het grondgebruik in de nabijheid van de luchthavens om de uitbreidingsmogelijkheden en de verkeerstoename te garanderen (VI. Intégrer la région dans les réseaux transeuropéens, p. 201).

Door gebieden bestemd voor bebouwing op te nemen die goede bereikbaarheidsvoorwaarden genieten of die al naar gelang gelegen zijn in de nabijheid van de centra of als uitbreiding van bedrijfsruimten, komt het project volledig tegemoet aan de zorg om structurering van de ruimte en mobiliteitsbeheer. Het project maakt het immers mogelijk om de particuliere bedrijfsvestigingen in verband met de luchthavenactiviteit en de uitbreiding van woonwijken en openbare en gemeenschappelijke ruimtes met elkaar te verzoenen en toch een kwaliteitsvolle leefomgeving te vrijwaren.

Milieueffectenonderzoek

Overwegende dat overeenkomstig de bepalingen van artikel 42, tweede en vierde lid van het Wetboek, de Regering gehouden is een milieueffectenonderzoek waarvan ze de omvang en de precisiegraad bepaalt, te laten verrichten, en het ontwerp van inhoud van het effectenonderzoek alsmede het voorontwerp van plan ter advies voor te leggen aan de gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) en aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

Overwegende dat de effecten van elk bestanddeel van het project op het leefmilieu, voor wat betreft de omvang van het uit te voeren onderzoek, zeer verschillend van aard en van invloed zijn;

Overwegende dat de auteur zijn analyse beperkt tot de bestanddelen van het project die een niet te verwaarlozen effect op het leefmilieu kunnen hebben; dat hij de relevantie van zijn keuzes verantwoordt;

Overwegende dat de opnemings van een reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur als overdruk op de gebieden van het gewestplan gelegen in de omtrek van zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierst niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu rekening houdend met het betrokken project en de omvang van de betrokken oppervlakte, dat het effectenonderzoek op dat bestanddeel van het project betrekking zal moeten hebben;

Overwegende dat de opnemings van nieuwe bebouwingsgebieden a priori niet-verwaarloosbare effecten op het leefmilieu zou kunnen hebben; dat het effectenonderzoek zou moeten slaan op alle bestanddelen van het project die dat kenmerk vertonen;

Overwegende dat de opnemings van een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen van 24 ha op het grondgebied van de gemeente Ans eveneens niet-verwaarloosbare effecten op het leefmilieu zou kunnen hebben rekening houdend met het betrokken project en de omvang van de betrokken oppervlakte; dat het effectenonderzoek zal moeten slaan op dat bestanddeel van het project;

Overwegende dat de opnemings van drie industriëlebedrijfsruimten ten zuiden en ten oosten van Ferdoux en een voorziene gemengde bedrijfsruimte in het zuiden van Bierst op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne eveneens niet-verwaarloosbare effecten op het leefmilieu zou kunnen hebben rekening houdend met de verwachte activiteiten in die gebieden; dat het effectenonderzoek zal moeten slaan op die bestanddelen van het project;

Overwegende dat de onttrekking van bebouwingsgebieden aan hun bestemming en de omvorming ervan tot niet-bebouwingsgebieden een compensatie uitmaakt in de zin van artikel 46, § 1, 3^o, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en dat dat bestanddeel van het project niet gevalideerd hoeft te worden; dat dat bestanddeel daarentegen niet-verwaarloosbare effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu; dat het effectenonderzoek de impact ervan zal moeten analyseren;

Overwegende dat de schrapping van het bijkomend voorschrift, gemerkt "S.12" op het plan, geen niet-verwaarloosbare effecten op het leefmilieu zou kunnen hebben; dat het effectenonderzoek niet zou moeten slaan op dat bestanddeel van het project;

Overwegende dat de opnemings van de grens van de gemengde bedrijfsruimte, gecombineerd met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.04" op het plan, een materiële vergissing moet rechtzetten in de overschrijving van de tekening van de kaart van het gewestplan bij de uitbreiding van de gemengde bedrijfsruimte voor zover het bijkomend

voorschrift enkel betrekking had op de uitbreiding van het gebied; dat het bijgevolg geen grote gevolgen zou kunnen hebben op het leefmilieu; dat het effectenonderzoek niet betrekking zal moeten hebben op dat bestanddeel van het project;

Overwegende dat het effectenonderzoek overeenkomstig artikel 42, derde lid, van het Wetboek meer bepaald kan berusten op de nuttige inlichtingen uit het effectenonderzoek uitgevoerd in het kader van de behandeling van de herziening van het gewestplan Luik, aangenomen op 6 februari 2003, en van de globale en de milieuvergunning waaronder de luchthavenuitbating valt;

Overwegende dat het effectenonderzoek de meest relevante compensatieregels zal moeten voorstellen voor de opnemings van de nieuwe woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter in Ans en Saint-Georges-sur-Meuse;

Overwegende dat dat onderzoek in het bijzonder in zal moeten gaan op het leefmilieuplan voor de eventuele herbestemming van de te renoveren locaties gelegen in het grondgebied dat valt onder het gewestplan Luik en op de impact van de aanleg van een nieuw voetbalstadion en een vormingscentrum voor jongeren op het leefmilieu;

Overwegende dat de validering van de behoeften en de lokalisering van de verschillende bestemmingsgebieden van het voorontwerp, alsook het zoeken naar varianten, beperkt moeten worden tot volgende gebieden :

- reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur : gebieden aanpalend aan de luchthaven Luik-Bierset;
- herontplooiing van de strijdkrachten : gebieden aanpalend aan de start- en landingsbanen van de luchthaven Luik-Bierset;
- woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter : grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse;
- gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen : grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse;
- gemengde bedrijfsruimten : grondgebied van de gemeenten Saint-Georges-sur-Meuse en Grâce-Hollogne;
- te renoveren locaties : grondgebied vallend onder gewestplan Luik;

Overwegende dat de validering van de afbakening en van de voorwaarden voor de ontsluiting van de bestemmingsgebieden, evenals het zoeken naar varianten dan weer beperkt zouden moeten worden tot de meest relevante onderzoeksomtrek rekening houdende met de overwogen aard van het milieu en met de druk voortvloeiende uit de vestiging;

Overwegende dat wat de nauwkeurigheid van het uit te voeren onderzoek betreft, de bij dit besluit gevoegde ontwerp-inhoud opgemaakt is met inachtneming van de specificiteiten van het project en de type-inhoud omschreven in artikel 42, tweede lid, van het Wetboek naleeft;

Overwegende dat er een bijzondere aandacht zal moeten uitgaan naar volgende gegevens :

- beoordeling van de impact van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik op de mobiliteit, de netwerken en de infrastructuren (saneringsplan van het onderstroomgebied van de Maas-stroomafwaarts, enz.);
- beoordeling van de impact van de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur Luik-Bierset op de onroerende goederen opgenomen op de erfgoedlijst van Wallonië; voorstellen tot herbestemmingen;
- beoordeling van de impact van de uitbreiding van de militaire basis op de menselijke gezondheid (geluidshinder) en de inrichting van naburige gebieden;
- analyse van de behoeften aan woongebieden op het grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse;
- beoordeling van de impact van het overwogen woongebied in de gemeente Ans op het (grond)water, het landschap en de inrichting van naburige gebieden;
- beoordeling van de drukfactoren bij de vestiging van de overwogen bebouwbare gebieden in de gemeente Ans;
- beoordeling van de impact van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen in de gemeente Ans op de inrichting van de naburige gebieden;
- analyse van de behoeften aan bedrijfsruimten op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- beoordeling van de impact van de overwogen gemengde bedrijfsruimte in de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse op de bevolking (mobiliteit) en op het landschap;
- beoordeling van de meer bepaald fysieke drukfactoren bij de vestiging van de overwogen bebouwbare gebieden in de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- beoordeling van de impact van de opnemings van nieuwe gebieden bestemd voor landbouw te Flémalle en Saint-Georges-sur-Meuse op de landbouwactiviteit;
- bepaling van de verschillende niveaus van blootstelling aan geluidshinder overeenkomstig Europese richtlijn 2002/49/EG inzake de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai en in het bijzonder beoordeling van vermoedelijke geluidsniveaus waaraan de bevolkingsgroepen blootgesteld zouden kunnen worden in residentiële gebieden;

Overwegende dat deze herziening van het gewestplan Luik het kader vormt voor volgende projecten en activiteiten :

- vrijwaring en bescherming van de luchthaveninfrastructuur;
- herontplooiing van de Strijdkrachten.
- een woongebied van 43 ha op het grondgebied van de gemeente Ans en twee woongebieden van 45 ha op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- bouw van een voetbalstadion en een vormingscentrum voor jongeren te Ans;
- economische activiteiten in Grâce-Hollogne;
- bouw van een rusthuis en intergenerationale woningen in Saint-Georges-sur-Meuse;

Overwegende dat de nauwkeurigheidsgraad van het effectenonderzoek in dat geval gelijkwaardig moet zijn aan de nauwkeurigheidsgraad die geëist zou worden voor de beoordeling van de effecten betreffende de aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen voor elk ervan;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering beslist tot de herziening van het gewestplan Luik en neemt het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik aan (bladen 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S en 42/5N).

Art. 2. Een reserveringsomtrek voor de ruimtes nodig voor de bescherming en de vrijwaring van de luchthaveninfrastructuur wordt als overdruk opgenomen op de gebieden van het gewestplan gelegen in de omtrek van zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset op het grondgebied van de gemeenten Ans, Flémalle, Grâce-Hollogne en Saint-Georges-sur-Meuse. Volgend voorschrift geldt voor de gehele omtrek :

"De handelingen en werken met als doel de bouw of de heropbouw van gebouwen met een woonfunctie of het verlenen van onderdak aan personen en de verbouwing of de wijziging van de bestemming van bestaande gebouwen of delen van bestaande gebouwen om ze te bestemmen voor het wonen of het verlenen van onderdak aan personen of om het aantal wooneenheden te verhogen, worden verboden in de reserveringsomtrek."

Art. 3. De Waalse Regering beslist tot de opneming van :

- een woongebied op het grondgebied van de gemeente Ans;
 - drie woongebieden met een landelijk karakter op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
 - twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeente Ans;
 - twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeente Fexhe-le-Haut-Clocher en Grâce-Hollogne;
 - een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
 - twee gemengde bedrijfsruimten op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;
 - een gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
 - drie industriëlebedrijfsruimten op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;
 - twee gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
 - de grens van de gemengde bedrijfsruimte gelegen op het grondgebied van de gemeente Flémalle waarvoor het bijkomend voorschrift gemerkt "*S.04" op het plan niet geldt;
- evenals, als planologische compensatie :
- negen landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
 - twee landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeente Flémalle;
 - een groengebied op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;
 - een parkgebied op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- overeenkomstig bijgevoegde kaart.

Art. 4. Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt "*S.14" is van toepassing in het bij dit besluit in het plan opgenomen woongebied, op het grondgebied van de gemeente Ans, en in twee bij dit besluit in het plan opgenomen woongebieden met een landelijk karakter op het grondgebied van Saint-Georges-sur-Meuse :

"De inrichting van woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter gemerkt "*S.14" wordt zo opgevat dat de bouwwerken geconcentreerd worden rond één of meerdere kernen waarvan de ligging vastgesteld wordt in functie van de plaatselijke fysieke kenmerken en de prestatie van het verkeers- en distributienet en in fases uitgevoerd waarvan de opeenvolging verband houdt met de voltooiing van de bouwwerken rond de vorige kern en het verkeers- en distributienet."

Art. 5. Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt "*S.02", is van toepassing op de drie industriëlegemengde bedrijfsruimten opgenomen ten oosten en ten zuiden van Ferdoux, op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne, op het plan bij dit besluit :

"Dit gebied wordt bestemd voor bedrijven die gebruik maken van de luchthaveninfrastructuur en waarvan de activiteit een ligging noodzakelijk maakt in de onmiddellijke buurt van en verbonden met de luchthaven, zoals productie- en distributiebedrijven met meer bepaald een hoge toegevoegde waarde; dat gebied bevat aan de rand van de woongebieden met een landelijk karakter in Ferdoux en Bierset een minimum 50 m brede afzonderingsmarge bestaande uit met groen beplante beveiligingsmuren of dichtbegroeide natuurschermen, afhankelijk van de topografie van de locatie, samen met een aangepaste geluidswerende constructie indien de voorgenomen activiteit daarom vraagt; er worden gepaste bouwprofielen verplicht gemaakt om de overgang te garanderen tussen de industriële activiteiten en het landbouwgebied."

Art. 6. Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt "*S.05", is van toepassing op de gemengde bedrijfsruimte opgenomen ten oosten en ten zuiden van Bierset, op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne, op het plan bij dit besluit :

"Dit gebied wordt voorbehouden voor activiteiten met licht verkeer; detailhandelsbedrijven worden uitgesloten; de bouwwerken moeten opgenomen worden in de bestaande bebouwing. »

Art. 7. Het bijkomend voorschrift, gemerkt "*S.12" op het plan, geldend voor de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, opgenomen in 2003 op het grondgebied van de gemeenten Ans, Flémalle en Saint-Georges-sur-Meuse, wordt geschrapt.

Art. 8. De Waalse Regering legt als alternatieve compensatie op een nader te bepalen wijze op tussen Ans en de SOWAER, de aanleg op van een nieuw voetbalstadion en een vormingscentrum voor jongeren in het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen dat zij wil opnemen in Ans.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik met het oog op de herontplooiing van de Strijdkrachten te Luik-Bierset en de verlening van in het kader van de herziening van het gewestplan Luik gereserveerde planologische compensaties aan de gemeenten Ans en St-Georges om de uitbreiding van de luchthavenactiviteit van Luik-Bierset et de verwante activiteit mogelijk te maken wordt opgeheven.

Art. 10. De Waalse Regering neemt de ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek aan waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik, bijgevoegd bij dit besluit, wordt onderworpen.

Art. 11. De Waalse Regering belast er de Minister van Ruimtelijke Ordening mee bovengenoemde ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel wordt onderworpen voor advies voor te leggen aan de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, aan de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable", en aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu en haar daarna ter goedkeuring voor te leggen.

Namen, 19 juli 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage

Bijlage 1 bij het bestek

ONTWERP-INHOUD VAN HET EFFECTENONDERZOEK BETREFFENDE HET GEWESTPLAN

1. Het voorontwerp van herziening van de bladen 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S en 42/5N van het gewestplan Luik, aangenomen bij besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2007, slaat op de opneming van :

- bovenstaande bestanddelen van het voorontwerp :
- Een reserveringsomtrek voor de ruimtes nodig voor de bescherming en de vrijwaring van de luchthaveninfrastructuur als overdruk op de gebieden van het gewestplan gelegen in de omtrek van zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset op het grondgebied van de gemeenten Ans, Awans, Flémalle, Grâce-Hollogne en Saint-Georges-sur-Meuse.
- een woongebied, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt met "S.14" op het plan op het grondgebied van de gemeente Ans;
- twee woongebieden met een landelijk karakter, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt met "S.14" op het plan op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- een woongebied met een landelijk karakter op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeente Ans;
- twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeenten Grâce-Hollogne en Fexhe-le-Haut-Clocher;
- een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- een gemengde bedrijfsruimte, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.05" op het plan op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;
- een gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;
- een gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;
- drie industriële bedrijfsruimtes, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.02" op het plan op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;
- twee gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- * volgende planologische compensaties :
 - negen landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
 - twee landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeente Flémalle;
 - een groengebied op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;
 - een parkgebied op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
 - * allerlei alternatieve compensaties die zouden moeten resulteren in een opneming op het gewestplan;
 - * en de correctie van een materiële vergissing die dateert van de herziening van het gewestplan Luik bij besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003;
- de grens van de gemengde bedrijfsruimte gelegen op het grondgebied van de gemeente Flémalle in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.04" op het plan.

1. Omvang van het effectenonderzoek en nauwkeurigheidsgraad van de gegevens (art. 42, lid 2, van het Wetboek)

1. Omvang van het effectenonderzoek

Het effectenonderzoek slaat op de opneming van :

- reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur ;
- nieuwe bebouwingsgebieden;
- een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen van 24 ha op het grondgebied van de gemeente Ans;
- drie industriële bedrijfsruimten ten zuiden en ten oosten van Ferdoux en een voorziene gemengde bedrijfsruimte in het zuiden van Bierset op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne.

Daarbij wordt de impact van de planologische compensaties bestudeerd :

- groengebied;
- landbouwgebieden;
- parkgebieden.

De auteur beperkt zijn analyse tot de bestanddelen van het project die een niet te verwaarlozen effect op het leefmilieu kunnen hebben, hij verantwoordt de relevantie van zijn keuzes.

Het effectenonderzoek kan berusten op de nuttige inlichtingen uit het effectenonderzoek uitgevoerd in het kader van de behandeling van de herziening van het gewestplan Luik, aangenomen op 6 februari 2003, en van afhandeling van de globale en de milieuvergunning waaronder de luchthavenuitbating valt; ze nader bepalen, aanvullen en bijwerken.

Het onderzoek verloopt volgens het "trechterbeginsel" waarbij de verschillende bestanddelen van het voorontwerp, afhankelijk van de aard van de besproken aspecten, geanalyseerd worden van de grootste tot de lokale schaal van de betrokken omtrek.

De analyse van de behoeften en de lokalisering van de verschillende bestemmingsgebieden van het voorontwerp, alsook het zoeken naar varianten, beperkt moeten worden tot volgende gebieden :

- reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur : gebieden aanpalend aan de luchthaven Luik-Bierset;
- herontplooiing van de strijdkrachten : gebieden aanpalend aan de start- en landingsbanen van de luchthaven Luik-Bierset;
- woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter : grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse;
- gemengde bedrijfsruimten : grondgebied van de gemeenten Saint-Georges-sur-Meuse en Grâce-Hollogne;
- gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen; grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse.

De analyse van de afbakening van het project en van de voorwaarden voor de ontsluiting van de bestemmingsgebieden, evenals het zoeken naar varianten, beperkt moeten worden tot de meest relevante onderzoeksomtrek rekening houdende met de overwogen aard van het milieu en druk voortvloeiende uit de vestiging.

De onderzoeksomtrek (microgeografische schaal) van de bestanddelen van het voorontwerp die de biodiversiteit, de bevolking (mobiliteit, ...), het water (ondergronds, oppervlakte-, lozingswater), de lucht, de klimaatafactoren, de landschappen, de land- en bosbouwactiviteit zouden kunnen verstoren hangt af van het grondgebied dat onder de invloed zou kunnen komen te staan van elk onderzocht vraagstuk.

Meer bepaald wordt de onderzoeksomtrek van de bestanddelen van het voorontwerp en van de compensaties ervan op fauna, flora, bodem, materieel goed en cultureel erfgoed beperkt tot de betrokken gronden.

2. -

3. Nauwkeurigheidsgraad van de gegevens

Het hieronder overwogen bestek is opgesteld rekening houdend met de specificiteiten van het project en is een document waarvan de nauwkeurigheidsgraad geacht wordt voldoende te zijn wat betreft artikel 42 van het Wetboek.

Alle punten van dit bestek moeten a priori als onontbeerlijk beschouwd worden, hoewel de auteur van het onderzoek voor kan stellen om de analyse op bepaalde punten in te korten voor zover hij aantoonde dat ze ten opzichte van het onderzochte voorontwerp niet relevant zijn.

Overigens kan de auteur altijd, als hij dat in het onderzochte dossier belangrijk vindt, één of ander punt dat niet in het bestek voorkomt, aan bod laten komen en bespreken.

De wijzigingsfactoren (of de verstorende bestanddelen) van de omgeving en de bestanddelen die de feitelijke en de rechtstoestand uitmaken worden in bijlage aangegeven, en dan moeten de auteurs van het milieueffectenonderzoek slechts de relevante factoren in overweging nemen of de gegevens toevoegen die zij als noodzakelijk beschouwen.

Er wordt bijzondere aandacht besteed aan volgende gegevens :

- beoordeling van de impact van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik op de mobiliteit, de netwerken en de infrastructuren (saneringsplan van het onderstroomgebied van de Maas-stroomafwaarts, enz.);
- beoordeling van de impact van de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur Luik-Bierset op de onroerende goederen opgenomen op de erfgoedlijst van Wallonië; voorstellen tot herbestemmingen;
- beoordeling van de impact van de uitbreiding van de militaire basis op de menselijke gezondheid (geluidshinder) en de inrichting van naburige gebieden;
- analyse van de behoeften aan woongebieden op het grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse;
- beoordeling van de impact van het overwogen woongebied in de gemeente Ans op het (grond)water, het landschap en de inrichting van naburige gebieden;
- beoordeling van de drukfactoren bij de vestiging van de overwogen bebouwbare gebieden in de gemeente Ans;
- beoordeling van de impact van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen in de gemeente Ans op de inrichting van de naburige gebieden;
- analyse van de behoeften aan bedrijfsruimten op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- beoordeling van de impact van de overwogen gemengde bedrijfsruimte in de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse op de bevolking (mobiliteit) en op het landschap;
- beoordeling van de meer bepaald fysieke drukfactoren bij de vestiging van de overwogen bebouwbare gebieden in de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- beoordeling van de impact van de opnemingsgebieden bestemd voor landbouw te Flémalle en Saint-Georges-sur-Meuse op de landbouwactiviteit;
- beoordeling van de impact van de voorkomingsgebieden bepaald rondom de bestaande waterwinningen op het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik;
- beoordeling van de impact van de aanwezigheid van stortplaatsen op het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik;
- beoordeling van de vermoedelijke geluidsniveaus waaraan de voor bebouwing bestemde gebieden onderworpen zullen worden wegens het lawaai geproduceerd door de wegen- en spoorweginfrastructuur, het luchtverkeer en de nijverheid en activiteiten onderworpen aan een milieuvergunning.

Die lijst is onvolledig.

De herziening van het gewestplan Luik vormt het kader voor volgende projecten en activiteiten :

- vrijwaring en bescherming van de luchthaveninfrastructuur;
- herontplooiing van de strijdkrachten.
- een woongebied van 43 ha op het grondgebied van de gemeente Ans en twee woongebieden van 45 ha op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- bouw van een voetbalstadion en een vormingscentrum voor jongeren te Ans;
- economische activiteiten in Grâce-Hollogne;
- bouw van een rusthuis en intergenerationele woningen in Saint-Georges-sur-Meuse;

De nauwkeurigheidsgraad van het effectenonderzoek moet in dat geval gelijkwaardig zijn aan de nauwkeurigheidsgraad die geëist zou worden voor de beoordeling van de effecten betreffende de aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen voor elk ervan.

Fase I : ANALYSE VAN HET VOORONTWERP

A. SAMENVATTING VAN DE INHOUD EN OMSCHRIJVING VAN DE DOELSTELLINGEN EN DE MOTIVERINGEN VAN HET VOORONTWERP VAN HERZIENING VAN HET PLAN

(artikel 42, lid 2, 1^o, van het Wetboek)

A.1. Samenvatting van de inhoud en omschrijving van de doelstellingen en de motiveringen van het voorontwerp van herziening van het plan

Hier moet alleen het doel van de herziening van het gewestplan Nijvel samengevat worden en moeten de doelstellingen en de motiveringen van de Waalse Regering zoals ze worden vermeld in het besluit tot aanneming van het voorontwerp van plan benoemd worden.

Onder het doel van de herziening van het gewestplan Nijvel worden verstaan : de bestemmingsgebieden, de omtrekken waar een bijzondere bescherming verantwoord is, de bijkomende voorschriften voor stedenbouw of planologie, de andere inrichtingsmaatregelen en de kaart.

Onder doelstellingen van de Waalse Regering worden de doelen verstaan die zij nastreeft door te beslissen tot herziening van het plan.

Onder motiveringen van de Waalse Regering worden verstaan de redenen waarvoor zij de herziening van het gewestplan Nijvel als noodzakelijk beschouwt voor de realisatie van de doelstellingen.

A.2. Analyse

A.2.1. Onderzoek van de overeenstemming van de doelstellingen van het voorontwerp met de gewestelijke opties de gewestelijke opties

Enerzijds wordt de band tussen het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik en andere relevante plannen en programma's aangeduid en anderzijds worden de relevante doelstellingen inzake de bescherming van het leefmilieu ten opzichte van het voorontwerp vernoemd.

A.2.2. Onderzoek van de bestemmingsgebieden ten opzichte van de doelstellingen van de Waalse Regering

Er wordt nagegaan of de bestemmingsgebieden buiten de compensaties, opgenomen in het voorontwerp van plan, in verhouding staan tot de doelstellingen van de Waalse Regering.

A.2.3. Onderzoek van de overeenstemming van het voorontwerp met de vigerende reglementeringen .

Er moet worden nagegaan of het voorontwerp met de vigerende reglementeringen en in het bijzonder artikel 46 van het Wetboek overeenstemt. (artikel 42, lid 2, 2^o, van het Wetboek)

A.2.4. Identificatie/validering van het (de) referentiegrondgebied(en)

Het referentiegrondgebied is het grondgebied waarop de reflectie moet berusten over de relevantie van de herziening van het gewestplan Luik voor wat betreft de behoeften en de ligging van de bestemmingsgebieden. Het beantwoordt aan wat in het Wetboek "bedoeld grondgebied" wordt genoemd (art. 42, lid 2, 3^o).

De analyse van de behoeften en de lokalisering van de verschillende bestemmingsgebieden van het voorontwerp, alsook het zoeken naar varianten, beperkt moeten worden tot volgende gebieden :

- reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur : gebieden aanpalend aan de luchthaven Luik-Bierset;
- herontplooiing van de Strijdkrachten : gebieden aanpalend aan de start- en landingsbanen van de luchthaven Luik-Bierset;
- woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter : grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse;
- gemengde bedrijfsruimten : grondgebied van de gemeenten Saint-Georges-sur-Meuse en Grâce-Hollogne;
- gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen; grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse.

De auteur van het onderzoek mag daar andere referentiegebieden bij betrekken. In dat geval verantwoordt hij zijn keuzes.

A.2.5. Synthese

De nadruk wordt gelegd op de doelstellingen van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik ten opzichte van de verenigbaarheid ervan met de gewestelijke opties en de conclusies op de referentiegebieden in combinatie met het voorontwerp of de andere bestanddelen of verzamelingen van bestanddelen ervan (de verschillende bestemmingsgebieden worden daarbij eventueel samengebracht tot samenhangende gehelen ten opzichte van hun referentiegebied).

A. VALIDERING VAN DE BEHOEFTE DIE HET VOORONTWERP VERANTWOORDEN

Hoe dan ook wordt voor elk bestanddeel of elk geheel van bestanddelen van het voorontwerp de vraag naar ruimte die daarvoor voorbehouden wordt beoordeeld en getoetst aan het relevante aanbod, middels volgend stramien.

B.1. Evaluatie van de vraag

Omschrijving van de menselijke kenmerken van het betrokken grondgebied. De potentialiteiten (troeven en opportuniteiten) en de drukfactoren (zwakke punten en bedreigingen), en in het bijzonder de potentialiteiten die van invloed kunnen zijn op de vraag naar ruimte, dienen te worden aangeduid. Enkel de bestanddelen die relevant zijn ten opzichte van het voorontwerp of van één van de bestanddelen of van één van de verzamelingen bestanddelen ervan moeten worden overwogen.

B.1.2 Evaluatie van de vraag naar (of het gebrek aan) ruimte voor de bestemmingen onderzocht in het referentiegrondgebied.

B.2. Evaluatie van het aanbod

B.2.1. Identificatie van de liggingscriteria die voldoen aan de doelstellingen van het voorontwerp, aan de gewestelijke opties en aan de vigerende reglementeringen.

B.2.2. Evaluatie van het pertinente aanbod van ruimte voor de bestemmingen onderzocht in het referentiegrondgebied.

B.3. Conclusie

Evaluatie op kwantitatief en kwalitatief gebied van de noodzaak om nieuwe oppervlakten voor te behouden voor de onderzochte bestemmingen en om nieuwe verkeersinfrastructuren op te nemen in de referentiegebieden.

B. ANALYSE VAN DE LIGGING VAN DE BESTEMMINGSGEBIEDEN

Het gaat er hier om op schaal van het (de) referentiegrondgebied(en) de ligging van de verschillende bestemmingsgebieden en tracés van het voorontwerp te valideren rekening houdend met :

- de menselijke, en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van bovengenoemde gebieden;
- de gewestelijke opties die op die grondgebieden toepasselijk zijn;

- de liggingscriteria die in punt C geïdentificeerd moeten worden (naar gelang van de doelstellingen van het voorontwerp, van de principes inzake ruimtelijke ordening en van de vigerende reglementeringen); en, in voorkomend geval, liggingsvarianten die voldoen aan deze elementen binnen die grondgebieden te zoeken.

C.1. Analyse van de menselijke en milieueigenschappen van de referentiegrondgebieden

Omschrijving van de belangrijkste menselijke en leefmilieukenmerken van de grondgebieden. De potentialiteiten (troeven en opportuniteiten) en de drukfactoren (zwakke punten en bedreigingen) voor de ligging van de bestemmingsgebieden en de overwogen tracés dienen te worden aangeduid met aanmaking van een cartografische synthese.

Er wordt rekening mee gehouden op schaal van het (de) referentiegrondgebied(en). De feitelijke, de rechts- en de leefmilieutoestand worden (op microgeografische schaal) nauwkeurig besproken in fase II van het onderzoek.

C.2. Ruimtelijke overschrijving van de grote gewestelijke opties

Het gaat er om de visie die door de gewestelijke oriënterende documenten aan het (de) referentiegrondgebied(en) wordt verleend in een cartografische synthese op te nemen.

C.3. Analyse van de relevantie van de ligging van de bestemmingsgebieden van het voorontwerp

Hier gaat het erom de relevantie van de ligging van de verschillende bestemmingsgebieden of gehelen van bestemmingsgebieden en van de tracés van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel te onderzoeken ten opzichte van de liggingscriteria die in fase B (namelijk punt B.2.1.) geïdentificeerd zijn, van de analyse van de eigenschappen van het referentiegrondgebied (C 1) en van de daarop toepasselijke grote gewestelijke opties (C 2).

C.4. Keuze van liggingsvarianten

Als het studiebureau van mening is dat het zoeken naar liggingsvarianten niet gerechtvaardigd is, moet het zijn positie ernstig motiveren.

Doel is liggingsvarianten voor het voorontwerp of de bestanddelen of gehelen van bestanddelen ervan te zoeken en aan te nemen door de liggingscriteria die in fase B geïdentificeerd zijn op het referentiegrondgebied toe te passen met inachtneming van de analyse van de eigenschappen ervan (C.1.) en van de daarop toepasselijke gewestelijke opties (C.2.).

Deze poging kan indien nodig in twee etappes uitgevoerd worden :

- het zoeken naar potentiële sites voor liggingsvarianten;
- keuze van liggingsvarianten onder deze potentiële sites en de in het besluit overwogen sites.

C.5. Raming van de kosten en termijnen van de uitvoering van het plan en zijn liggingsvarianten

Dit punt moet met name de kosten ten laste van de privé-operatoren en die ten laste van de gemeenschap (MET, grossiersbedrijven, gemeenten, intercommunales...) onderscheiden.

C.6. Synthèse : vergelijking van het voorontwerp van plan en van zijn liggingsvarianten

De voor- en nadelen van de ligging van de verschillende bestemmingsgebieden of gehelen van bestemmingsgebieden en van de tracés van het voorontwerp en de liggingsvarianten worden vastgesteld, met name voor de volgende gegevens :

- de belangrijkste menselijke en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van het grondgebied;
- de gewestelijke opties die op dit grondgebied toepasselijk zijn;
- de liggingscriteria (met inbegrip van de doelstellingen van het voorontwerp, de principes inzake ruimtelijke ordening en de vigerende reglementeringen);
- de kosten en termijnen van de uitvoering

Afronding van fase I

Samenvatting van de verantwoording van het voorontwerp of zijn verschillende bestanddelen of gehelen van bestanddelen en conclusies.

Fase II : LEEFMILIEUBEOORDELING

A. ANALYSE VAN DE AFBAKENING EN VAN DE UITVOERING VAN DE BESTEMMINGSGEBIEDEN

Op lokale schaal worden de afbakening en de voorwaarden voor de ontsluiting van de bestemmingsgebieden en de tracés van het voorontwerp en van elke liggingsvariant verder verfijnd na de gedetailleerde analyse van hun onderzoeksomtrek.

Als één of verschillende liggingsvarianten aan het einde van fase C in overweging worden genomen, moet punt D herhaald worden voor elke van de liggingsvarianten.

De onderzoeksomtrek van de bestemmingsgebieden van het voorontwerp en van de liggingsvarianten is dat deel van het grondgebied dat door de ontsluiting getroffen kan worden of dat bij vestiging ervan onder druk kan komen te staan. Hij kan dus verschillend zijn naar gelang van elk van de aspecten van de bestaande toestand aangezien hij afhankelijk is van de aard van het milieu (min of meer gevoelig voor de aan het project inherente wijzigingsfactoren) of van de overwogen drukfactor.

(artikel 42, lid 2, 11°, van het Wetboek)

D.1. Identificatie van de aan het project inherente wijzigingsfactoren van de omgeving

De aspecten of componenten van het project die de omgeving zouden kunnen storen, worden geïdentificeerd en gerangschikt volgens hevigheid ervan (sterke, middelmatige, zwakke, te verwaarlozen of onbestaande verstoring) voor elk van de drie volgende stappen voor de uitvoering van het plan :

- uitrusting van de bestemmingsgebieden, bouw van installaties en aanleg van infrastructuren;
- werking van de activiteiten;
- rehabilitatie van het activiteitsgebied.

In dit geval hoeft de rehabilitatiefase niet in overweging te worden genomen daar de overwogen bestemmingsgebieden in principe onomkeerbaar zijn.

De te onderzoeken wijzigingsfactoren van de omgeving worden in bijlage D.1 vermeld zonder volledigheid na te streven.

D.2. Beschrijving van de bestaande rechtstoestand

De elementen van de bestaande rechtstoestand die dreigen te lijden onder de effecten van de in D 1 geïdentificeerde wijzigingsfactoren van de omgeving, die men "kwetsbaarheden van de omgeving" (art. 42, tweede lid, 4°, van het Wetboek) zal noemen, of die drukfactoren vormen voor de geplande vestiging, dienen te worden aangeduid. Zij moeten in kaart worden gebracht.

Een bijzondere aandacht zal worden besteed aan de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de richtlijnen 79/409/EG en 92/43/EG. (artikel 42, lid 2, 5°, van het Wetboek)

De bestanddelen van een bestaande rechtstoestand worden in bijlage D.2 vermeld zonder volledigheid na te streven.

D.3. Beschrijving van de bestaande feitelijke toestand

De elementen van de bestaande feitelijke toestand die dreigen te lijden onder de effecten van de in D.1 geïdentificeerde wijzigingsfactoren van de omgeving, die men "kwetsbaarheden van de omgeving" zal noemen, of die drukfactoren vormen voor de geplande vestiging, dienen te worden aangeduid. Zij moeten in kaart worden gebracht.

Er wordt een bijzondere aandacht besteed aan :

- de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de richtlijnen 79/409/EG en 92/43/EG;
- de aanwezigheid van vestigingen die een hoog risico vertonen voor de personen, de goederen of het leefmilieu in de zin van richtlijn 96/82/EG;
- de opnemings van gebieden waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een hoog risico vertonen voor de personen, de goederen of het leefmilieu in de zin van richtlijn 96/82/EG.

D.4. Voorstelling van de afbakings- en uitvoeringsvarianten bij de ontsluiting van de bestemmingsgebieden

Vertrekkend van de "kwetsbaarheden" en van de "drukfactoren" die onder D.2. en D.3. geïdentificeerd zijn, moet worden gezocht naar de afbakingsvarianten en de varianten van de ontsluitingsvoorwaarden voor de bestemmingsgebieden en de tracés van het voorontwerp.

De varianten dienen ter voorkoming, ter vermindering of ter compensatie van de leefmilieueffecten en de drukfactoren voortvloeiend uit de vestiging. Een gelijkwaardige denkoefening zal in punt D.6. uitgevoerd worden na beoordeling van de milieueffecten van de hier geïdentificeerde varianten.

De afbakingsvarianten zijn wisseloplossingen voor de omtrek van het gebied.

De uitvoeringsvarianten omvatten de bijkomende voorschriften en de andere denkbare inrichtingsmaatregelen (zie bijlage A).

D.5. Beoordeling van de vermoedelijke effecten bij de verschillende stappen voor de uitvoering van het plan van de varianten voor de afbakening en de ontsluitingsvoorwaarden (art. 42, lid 2, 8° en 9° van het Wetboek)

Aangeduid dienen te worden de elementen van de bestaande rechtstoestand en van de bestaande feitelijke toestand die dreigen te lijden onder de effecten van de wijzigingsfactoren van de omgeving, gebonden aan de liggingvarianten aangeduid onder punt C en aan de varianten voor de afbakening en de ontsluitingsvoorwaarden aangeduid onder punt D om hun niet te verwaarlozen vermoedelijke (secundaire, cumulatieve, synergetische, permanente en tijdelijke, zowel positieve als negatieve) effecten (op korte, middellange en lange termijn) op het leefmilieu, de land- en bosbouwactiviteit duidelijk te maken.

Die analyse dient uitgevoerd te worden voor elke stap in de uitvoering van de varianten :

- uitrusting van de bestemmingsgebieden, bouw van installaties en aanleg van infrastructuur;
- werking van de activiteiten;

Met deze analyse moet eveneens worden vastgesteld of de in het voorontwerp van plan en zijn varianten (inzake ligging/afbakening/uitvoering) voorgestelde inrichting belangrijke effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van de naburige Gewesten met het oog op de eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 43, § 2, van het Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005.

D.5.1 Identificatie van de voornaamste milieueffecten

De te onderzoeken milieueffecten worden opgesomd in bijlage D.5. in een niet-beperkende lijst.

D.5.2 Vergelijking van de varianten

De effecten van het voorontwerp van plan en van de verschillende varianten op de omgeving worden vergeleken.

D.5.3 Vermoedelijke evolutie bij niet-uitvoering van het plan

Hier wordt de vermoedelijke evolutie van de leefmilieutoestand onderzocht, mochten het plan of één van de bestanddelen ervan of een geheel van bestanddelen niet worden uitgevoerd (artikel 42, lid 2, 3°, van het Wetboek). (artikel 42, lid 2, 3°, van het Wetboek)

D.6. Maatregelen die uitgevoerd dienen te worden ter voorkoming, vermindering of compensatie van de varianten voor de afbakening of ontsluitingsvoorwaarden (art. 42, lid 2, 10°, van het Wetboek).

D.6.1. Uit te voeren maatregelen

Doel is de maatregelen die moeten worden genomen om de negatieve effecten van de in D.4. bepaalde verschillende afbakings- en uitvoeringsvarianten te beperken, te verminderen of te compenseren, te identificeren.

Het kan gaan om

- een aanpassing van naburige bestemmingsgebieden;
- bijkomende voorschriften;
- andere inrichtingsmaatregelen.

D.6.2. Doeltreffendheid van elke maatregel en inschatting van de (niet-reduceerbare) residuele effecten van het voorontwerp of zijn verschillende bestanddelen of gehelen van bestanddelen en elke variant

D.6.3. Vergelijking van het voorontwerp of zijn verschillende bestanddelen of gehelen van bestanddelen en elke variant

D.7. Raming van de kosten en termijnen van de uitvoering van de varianten voor de afbakening en de ontsluitingsvoorwaarden

De raming betreft de kostprijs en de termijn voor de uitvoering van de varianten voor de afbakening en de ontsluitingsvoorwaarden, aangeduid onder punt D.4, en zij worden vergeleken met kostprijs en termijn van het voorontwerp of de bestanddelen of gehelen van bestanddelen en liggingvarianten, aangeduid onder punt C.6.

D.8. Vermoedelijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd

A.

B. SYNTHESE VAN DE EVALUATIE

(stemt gedeeltelijk overeen met artikel 42, lid 2, 11°, van het Wetboek)

De voor- en nadelen van de verschillende varianten aangeduid onder punt C (liggingvarianten) en onder punt D (varianten voor de afbakening en de ontsluitingsvoorwaarden) worden hier vastgesteld.

De resultaten worden hier besproken, met name ten opzichte van de inachtneming van artikel 1, § 1, ervan het Wetboek en ten opzichte van de inoverwegingname van de milieubeschermingsdoelstellingen aangeduid onder punt A.2.1., met inbegrip van de motiveringen van het voorontwerp.

Die synthese dient om te beslissen of het gepast is om het plan te wijzigen op grond van een vollediger wetenschappelijke analyse dan die waarop het voorontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel gegrond was en, mocht dat het geval zijn, om te opteren voor een inrichting die verenigbaar is met art. 1, § 1, van het Wetboek. Zij maakt al dan niet een validering mogelijk van de motiveringen van het voorontwerp, aangeduid in punt A.1.

Met deze synthese moet worden vastgesteld of de in het voorontwerp van plan en zijn varianten (inzake ligging/afbakening/ uitvoeringsvoorwaarden) voorgestelde inrichting belangrijke effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van de aangrenzende Gewesten met het oog op de eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 43, § 2, van het Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005. Dat standpunt dient verantwoord te worden door de resultaten van het onderzoek.

C. AANVULLINGEN

F.1. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de belangrijke milieueffecten van de uitvoering van het gewestplan

(artikel 42, lid 2, 13^o, van het Wetboek)

Hier wordt de lijst opgemaakt van de niet-verwaarloosbare effecten, worden opvolgingsindicatoren voor die effecten voorgesteld, evenals berekeningswijze ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, en hun grenswaarden.

F.2. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden

(artikel 42, lid 2, 12^o, van het Wetboek)

Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te beschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

F.3. Grenzen van het onderzoek

Het betreft de punten van het onderzoek die in de milieueffectbeoordelingen diepgaand onderzocht zouden moeten worden, die bij de vergunningsaanvragen op de concrete projecten uitgevoerd zullen worden.

D. NIET-TECHNISCH SAMENVATTING (maximum 30 bladzijden + illustraties)

(art. 42, tweede 2, 14^o, van het Wetboek)

Die samenvatting moet verstaanbaar zijn voor een leek. Zij moet voldoende gedocumenteerd zijn en op zichzelf staan.

Bijlage A

Bijkomende voorschriften en andere inrichtingsmaatregelen

Bijkomende voorschriften (artikel 23 WWROSP) De in artikel 23, tweede lid, 2^o van het Wetboek bedoelde bijkomende voorschriften worden bepaald in artikel 41 en kunnen met name betrekking hebben op :

- de bepaling van de bestemming van de gebieden;
 - de fasering van hun bezetting;
 - de omkeerbaarheid van de bestemmingen;
 - de dichtheid van de gebouwen of woningen;
 - de verplichting om een gemeentelijk plan van aanleg voorafgaand aan hun uitvoering uit te werken;
 - de verplichting om een voorafgaand gemeentelijk stedenbouwkundig reglement uit te werken;
- of nog enig ander soort voorschrift inzake stedenbouw of planologie.

De in artikel 23, tweede lid, 2^o, van het Wetboek bedoelde andere inrichtingsmaatregelen omvatten met name : 2, lid 3^o, van het Wetboek)

- de in of buiten de site geplande uitrustingen (infrastructuren voor vervoer, water-, gas-, elektriciteitsaanvoer, riolering/zuivering);
- de voorzieningen voor het milieubeheer en voor de vermindering van de effecten (zuiveringsstation, vergaarkom);
- de maatregelen voor landschapsintegratie;

Bijlage D.1.

Wijzigingsfactoren van het milieu

Wijzigingsfactor van het milieu gebonden aan de mobilisatie of de consumptie van natuurlijke hulpbronnen

- Immobilisatie van de bodem en ondergrond (winning uit de bodem en de ondergrond ten opzichte van andere bestaande en potentiële menselijke activiteiten);
- Waterconsumptie

Wijzigingsfactoren van het milieu gebonden aan de lozingen en emissies van de activiteiten

- Geluidshinder
- Vaste, vloeibare en gasachtige lozingen, afvalstoffen.

Wijzigingsfactoren van het milieu of risico's gebonden aan de opslag van producten

- Grondstoffen, processtoffen, producten, bijproducten en afvalstoffen,...

Wijzigingsfactoren van het milieu gebonden aan de mobilisatie van de infrastructuren en openbare uitrustingen binnen en buiten de site

- Mobilisatie van de wegen - verkeer;
- Mobilisatie van de parkeerplaatsen;
- Mobilisatie van de aanvoeruitrustingen (rechtverkrijgenden : water, elektriciteit, pijpleidingen,..);
- Mobilisatie van de infrastructuren voor opvang en zuivering van afvalwater.

-

-

-

-

Bijlage D.2.

Bestaande rechtstoestand

De volgende elementen moeten overwogen worden :

- De omtrekken en de reglementaire inrichtingsgebieden;

gedecentraliseerde gemeenten en/of gemeenten die een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement hebben goedgekeurd, omtrekken van gemeentelijke plannen van aanleg, gemeentelijk rioleringsplan, omtrekken vastgesteld in toepassing van het algemeen reglement op de bouwwerken in landelijk gebied,...;

- De territoriale elementen onderworpen aan een bijzondere regelgeving :

juridisch statuut van het wegnnet en van de verbindingswegen; juridisch statuut van de bossen en wouden, autonoom net voor traag verkeer...

- De vergunningsomtrekken met beperking van het burgerlijk recht :

omtrekken van de bestaande verkavelingen, omtrekken waarvoor het rampfonds is tegemoetgekomen, onroerende goederen onderworpen aan het recht van voorkoop, onroerende goederen onderworpen aan de onteigening ten algemene nutte...

- De omtrekken gebonden aan de beleidsvormen inzake operationele inrichting :

ruilverkavelingsomtrekken, stadsheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsomtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden...

- De patrimoniale omtrekken en sites :

beschermde monumenten en sites met inbegrip van de archeologische opgravingen, monumentaal erfgoed van België, lijst van de bomen en bijzondere hagen...

• De omtrekken van leefmilieudrukfactoren (w.o. o.m. de voorkomingsomtrekken van waterwinningen, de Natura 2000-gebieden, de risicogebieden inzake overstromingen, de gebieden gebonden aan het overstromingsonderzoek, enz.

- De landschappelijk waardevolle omtrekken :

afbakening van de landschappelijk waardevolle omtrekken zoals opgenomen in het gewestplan.

-
-
-
-

Bijlage D.3.

Bestaande feitelijke situatie

Biofysisch milieu

- Lucht en klimaat (waarvan windrichting)
- Oppervlakte- en grondwater
- Grond en ondergrond (waarvan het reliëf en de identificatie van afzettingen met een te beschermen hoge economische of patrimoniale waarde)
- Biotopen;
- Risico's op natuurrampen en geotechnische drukfactoren waaraan de studieomtrek onderworpen is :
 - overstromingen;
 - karstnatuurfenomenen;
 - mijnrisico;
 - instorting;
 - grondverschuiving;
 - aardbevingsrisico.
- Landschappelijk waardevolle omtrekken (naar gelang van de krachtlijnen van het landschap en de aanwezigheid van uitzonderlijke uitzichten)
- Gebieden voor de aanleg van eventuele spaarbekkens.

Menselijk milieu

- Geluids- en geuromgeving;
- Ligging van de woongebieden, stedenbouwkundige structuur en architecturale vorm van het bebouwd gedeelte en van de openbare ruimten;
- culturele en natuurlijke erfgoederen;
- Landschap en visuele omgeving;
- Infrastructuren en uitrustingen;
- Het verkeer van de langzame vervoermiddelen;
- Aanwezigheid van onroerende goederen of van een beschermde site;
- Net van openbare vervoersmiddelen en frequenties - bereikbaarheidskaarten.
- Bestaan van kwetsbare gebieden bij SEVESO-vestigingen.

De menselijke activiteiten

- Aard en eigenschappen van de huidige en potentiële activiteiten (in het kader van het huidige gewestplan);
- Gevoelige sociaal-culturele uitrustingen;
- Andere menselijke bezigheden gevoelig voor de storende activiteiten;
- Landbouwactiviteiten;
- Andere economische activiteiten.

Bijlage D.5.**Milieueffecten****Effecten op lucht en klimaat**

- Eventuele verstoring van het microklimaat door hoge gebouwen (schaduw, turbulentie aan de voet van hoogbouw ...);
- Eventuele deelneming aan de mistvorming door de emissie van stoffen in de lucht onder gunstige spreidingsvoorwaarden.
- Eventuele uitstoot van broeikasgassen, energieverbruik.

Effecten op het oppervlakte- en grondwater

- Wijziging van het hydrogeologische stelsel van de waterhoudende en hydrologische lagen van de waterlopen gebonden aan de impregnatie van de gronden door de gebouwen en inrichtingen in de bodem (wegen en parkeerplaatsen);
- Effecten op de rioleringsplannen (saneringsplan per onderstroomgebied),
- Wijziging van de chemische en microbiologische kwaliteit en van de troebelheid van de waterlopen gebonden aan de lozingen van regen- en gezuiverd water;
- Wijziging van het stelsel van de waterlopen gebonden aan de lozingen van regen- en gezuiverd water;
- Gevaar voor toevallige verontreiniging gebonden met name aan de opslag van producten of afvalstoffen;
- Mogelijk gebruik van plaatselijke watervoorraden door het putten;
- Karststelsel en instortingen door de bronbemaling van de lagen.
- Wijziging van de stroomgebieden na rechtekkingen van kleine beddingen van waterlopen;
- Effecten op de kwaliteit van het ondergrondse water.

Effecten op de grond en ondergrond

- Onomkeerbare immobilisatie van de grond en ondergrond gebonden aan de ligging van de gebouwen en aan inrichtingen van de bodem door de wegen en parkeerplaatsen;
- Gevaar voor toevallige verontreiniging gebonden met name aan de opslag van producten of afvalstoffen
- Kaarst- en/of mijninstortingen met hoge risico's.
- Grondverschuivingen wegens de aard van het geologisch substraat.

Effecten op de fauna en de flora

- Verwoesting en/of opdeling van de biotopen gebonden aan de ligging van de gebouwen, aan de inrichtingen van de bodem en aan de wijziging van het bodemreliëf;
- Verslechtering van de ecotopen door gasachtige, vloeibare of vaste verontreinigende stoffen;
- Verstoring van de fauna gebonden aan de activiteiten (geluid, bewegingen,...);
- Effect op de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de richtlijnen 79/409/EG (behoud van de vogelstand) en 92/43/EG (instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna = Natura 2000-netwerk).

Effecten op de menselijke gezondheid en veiligheid

- Verslechtering van de gezondheid gebonden aan lawaai geproduceerd door de wegen- en spoorweginfrastructuur, het luchtverkeer, de industrie en de activiteiten onderworpen aan een milieuvergunning;
- Verslechtering van de gezondheid gebonden aan de emissie van atmosferische verontreinigende stoffen;
- Inbreuk op de veiligheid gebonden aan de toename van het verkeer van motorfietsen, wagens, vrachtwagens op het wegennet;
- Trillingen te wijten aan de processen van de ondernemingen (zeven, stamp- en breekmachines...)

Effecten op aangenaam leefklimaat

- Verslechtering van de geuromgeving door de emissie van gasachtige verontreinigende stoffen en zelfs afvalstoffen;
- Verslechtering van de geluidsomgeving door de luidruchtige activiteiten en de toename van het verkeer;
- Verslechtering van de visuele kwaliteit gebonden aan de volumetrie of aan de architecturale en stedenbouwkundige samenstelling van de toekomstige gebouwen alsmede aan de vermoedelijke wijzigingen van het bodemreliëf om ze te bouwen.

Effecten op de materiële en patrimoniale goederen

- Beschadiging van de patrimoniale onroerende goederen door de atmosferische emissies van enkele verontreinigende industrieën;
- Schade aan eventuele archeologische plaatsen.
- Impact op de vastgoedtoestand.

Effecten op mobiliteit, verkeersnetten en infrastructures

- Scheiding van het verkeer per vervoersmiddel
- Ongeschikte mobilisatie van de verkeersinfrastructures verantwoordelijk voor de gevolgen op de vlote doorstroming van het verkeer
- Verstoring door een ongeschikte last op het netwerk voor bruikbaarheid en zuivering van water
- Overbelasting van de elektriciteits-, gas- en communicatienetten.

Effecten op de activiteiten

- Effect op de primaire activiteiten (landbouw, bosbouw) die aanwezig zijn op de site van het voorontwerp gebonden aan de mobilisatie van de grond en ondergrond
- Effect op enkele gebruiken van de bodem en voortdurende of toevallige gevoelige activiteiten (woonplaatsen, toerisme...) gebonden aan eventuele geluids- of reukshinder.